

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES ASSOCIATIONS

A BUT NON LUCRATIF ET LE DROIT DE SUCCESSION

DÉVOLUTION des BIENS des ASSOCIATIONS

A BUT NON LUCRATIF

« Il est vrai que l'ordre politique
» ou civil demande souvent que les
» enfants succèdent aux pères, mais
» il ne l'exige pas toujours. »

MONTESQUIEU, *Esprit des lois*,
livre XVI, chapitre VI.

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSOUS

Sera présenté et soutenu le vendredi 6 juin 1902, à une heure

PAR

René ADENIS

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

Président : M. LARNAUDE, professeur

Suffragants : { MM. MASSIGLI, } professeurs.
{ BERTHÉLÉMY, }

IMPRIMERIE A. MELLOTTÉE

CHATEAUXROUX, 2, RUE GUTENBERG

PARIS, 148, RUE LEGENDRE

1902

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES ASSOCIATIONS

A BUT NON LUCRATIF ET LE DROIT DE SUCCESSION

DÉVOLUTION des BIENS des ASSOCIATIONS

A BUT NON LUCRATIF

« Il est vrai que l'ordre politique
» ou civil demande souvent que les
» enfants succèdent aux pères, mais
» il ne l'exige pas toujours. »
MONTESQUIEU, *Esprit des lois*,
livre XVI, chapitre VI.

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSOUS

Sera présenté et soutenu le vendredi 6 juin 1902, à une heure

PAR

René ADENIS

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS



Président : M. LARNAUDE, professeur

Suffragants : { MM. MASSIGLI,
 BERTHÉLÉMY, } *professeurs.*

IMPRIMERIE A. MELLOTTÉE

CHATEAUXROUX, 2, RUE GUTENBERG

PARIS, 148, RUE LEGENDRE

—
1902

A MON PÈRE, MON PREMIER MAÎTRE

A MA MÈRE

A MES FRÈRES

A MES PARENTS ET AMIS



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41550230_0011

INTRODUCTION

« Il est à souhaiter que l'idée du droit pé-
» nètre tous les jours davantage les matières
» constitutionnelles, administratives, interna-
» tionales. Ce n'est qu'à cette condition qu'une
» institution acquiert une force de résistance
» qui lui permet de braver et d'affronter
» les tempêtes. Là où le droit n'existe pas,
» là où la forte ossature qu'il constitue ne peut
» pas se former, il n'y a que des institutions
» flottantes et sans consistance. Il faut que
» l'État, que l'individu, que les groupes, dans
» leurs rapports respectifs, aient leurs préro-
» gatives, leurs attributions, on dirait ailleurs
» leurs « droits subjectifs » nettement consti-
» tués et définis. Et pour obtenir ce résultat
» il n'y a pas deux moyens. Il faut que dans
» la constitution, dans l'administration, dans

» les rapports internationaux, le droit s'introduise¹. »

Nous avons cru qu'il était de notre devoir de placer en tête de cette étude, ce passage que nous empruntons à un article de M. Larnaude, l'éminent professeur de droit public, parce qu'il en exprime bien la pensée directrice.

En effet, de nos jours l'évolution semble indiquer que la civilisation entre dans une phase nouvelle. La force individuelle isolée ne semble plus assez puissante pour assurer le progrès social. Cette évolution se manifeste par l'éclosion d'innombrables associations, sociétés de secours mutuels, sociétés coopératives, syndicats patronaux et ouvriers, sociétés de bienfaisance..... En un mot au lieu d'opposer la force individuelle à la force individuelle, il semble qu'on tende à opposer la force collective à la force collective. Il faut donc que le droit intervienne pour préciser la condition juridique, et les rapports de ces nouveaux agents de la vie sociale, et pour mettre à leur disposition les moyens qui leur permettront de remplir leur rôle social.

En France, jusqu'à l'an dernier, à part de rares exceptions, comme la loi de 1884 sur les syndicats professionnels, la liberté d'association

1. F. Larnaude, *Notre programme*, *Revue du droit public*, année 1894, t. I.

n'existait pas. Il n'est donc pas extraordinaire que certaines questions intéressant la condition juridique des associations soient encore si mal définies. Jusqu'à ce jour, en effet, les questions intéressant la formation et le fonctionnement de l'association ont seules, presque exclusivement, préoccupé les esprits. D'autres, comme la question de la responsabilité des associations¹ et celle de la dévolution de leurs biens, sont restées presque complètement dans l'ombre. C'est pourquoi il nous a paru utile et intéressant d'étudier cette question de la dévolution des biens des associations à but non lucratif. Puisqu'on a étudié les problèmes juridiques soulevés par la naissance et la vie des associations n'est-il pas juste d'étudier ceux que leur mort soulève.

Mais, au lieu de nous borner à l'étude des différentes solutions qui sont données à la question de la dévolution des biens des associations à but non lucratif, d'après la législation et la doctrine, nous nous sommes d'abord demandé s'il n'était possible de concevoir et d'établir un droit de succession *ab intestat* entre associations, droit semblable à celui qui existe entre individus. Ce n'est pas sans raison nous le verrons, que l'idée d'une telle théorie nous est venue à

1. Voir cependant la thèse de M. Mestre. Paris, 1899.

l'esprit. Mais, pour la compréhension et le développement de cette idée, qui peut paraître paradoxale au premier abord, il nous a fallu donner un certain nombre d'explications sur diverses questions touchant la nature juridique de l'association. Aussi, croyons-nous qu'il est bon de donner un aperçu rapide de notre plan.

En premier lieu, nous avons étudié aussi brièvement, mais aussi clairement que possible, la question si épineuse, de la personnalité juridique¹. Après avoir examiné comment, selon nous, cette notion s'introduit dans le monde social, nous avons essayé de démontrer : 1° que la question de son acquisition se pose aussi bien pour les êtres physiques que pour les êtres non doués de vie physiologique ; 2° que pour nous il n'existe pas en droit des personnes physiques réelles, mais des personnes morales réelles ; et 3° que l'utilité sociale seule, indique quels êtres doivent être investis de la personnalité.

Puis nous avons montré : que la personnalité de l'association était de même nature que celle de l'individu ; que seule encore l'utilité sociale faisait que la personnalité confère à l'homme,

1. Sur cette question voir Larnaude, *Cours* 1900-1901. — Roguin, *Étude de science juridique pour la règle de droit*. — Études de Saleilles sur la personnalité civile dans le nouveau code allemand (*Bulletin mensuel de la Société de législation comparée*, 1899-1900). — Michoud, *Études sur la personnalité morale* (*Revue de droit public*, 1889, t. XI).

plus de droits qu'à l'association, parce qu'elle exige que le droit mette au service des différentes forces sociales, des moyens en rapport avec le rôle social qu'elles doivent remplir; qu'il ne fallait pas croire, qu'il y ait quelque chose dans la nature de l'association qui puisse l'empêcher d'être dotée de certains droits, puisque la personnalité doit lui conférer des droits, selon que cela est utile à l'accomplissement de son rôle social.

Ensuite, après avoir dit que l'évolution semblait indiquer que le rôle de l'association allait en grandissant dans le monde social, et que le législateur devait rechercher quels étaient les droits nécessaires à l'association pour l'accomplissement de son rôle nouveau, nous avons constaté, qu'au moment de la disparition de l'association à but non lucratif, la situation était identique à celle créée par la mort de l'homme: car dans les deux cas c'est le propriétaire des biens qui disparaît. Nous nous sommes alors demandés si cette situation ne pouvait pas recevoir une solution identique, c'est-à-dire être dénouée par un droit de succession.

Enfin, après avoir montré, que le droit de succession est l'œuvre exclusive de la loi, qui règle l'ordre successoral d'après les exigences créées par les circonstances sociales et non

d'après des principes de droit naturel, et qu'en dehors des liens du sang un droit de succession, peut se concevoir et, peut exister ; nous avons examiné de quelle façon peut se concevoir juridiquement ce droit de succession entre associations.

Dans notre seconde partie, nous avons étudié la dévolution des biens des associations d'après la législation et la doctrine.

PREMIÈRE PARTIE

LES ASSOCIATIONS A BUT NON LUCRATIF ET LE DROIT DE SUCCESSION AB IN- TESTAT.

CHAPITRE PREMIER

DE LA NOTION DE LA PERSONNALITÉ ¹

Le monde social. — Les différentes forces sociales. — Qu'est-ce que la personnalité. — Des « personnes » au sens juridique du mot. — La question de la personnalité se pose aussi bien pour l'être physique, que pour l'être non doué de vie physiologique. — Rôle de l'utilité sociale et de l'État dans la création des personnes juridiques.

Que trouve-t-on dans le monde social? Des êtres qui sont des centres de forces et d'intérêts. Ces divers êtres ne sont pas seulement juxta-

1. Pour tout ce qui concerne la notion de la personnalité nous renvoyons d'une façon générale :

1° Au cours de M. Larnaude de 1900-1901 ;

2° A l'article de M. Michoud, *Revue du droit public*, année 1899, t. XI ;

3° Aux *Leçons sur le mouvement social*, de M. Hauriou ;

4° A l'article de M. Saleilles, paru dans la *Revue du droit commercial*, années 1895 et 1897. *Étude sur l'histoire des sociétés en commandite*. — Aux *Études* de M. Saleilles sur la personnalité civile dans le nouveau Code allemand (*Bulletin mensuel de la Société de législation comparée*, années 1899-1900) ;

5° A l'ouvrage de Gierke « *Die genossenschaftstheorie* » ;

6° A la thèse de M. Mestre (Paris 1899) où se trouve très longuement exposé l'historique des différentes conceptions de la personnalité.

posés, ils coopèrent. Ce n'est qu'à condition que ces êtres fusionnent entre eux qu'il y a société. Les rapports qui s'établissent entre ces êtres, qui sont des centres de forces et d'intérêts, sont ordonnés d'une certaine manière. C'est là le but du droit. Le droit ne crée pas ces rapports, il est postérieur aux faits¹, et il intervient seulement pour régler les rapports créés par les faits. Le droit, en présence des faits, devra donner aux êtres, qui sont des centres de forces et d'intérêts et qui constituent la vie sociale, les moyens nécessaires pour qu'ils puissent remplir le rôle qui doit les mener à l'accomplissement de leur fin. Si ces moyens venaient à manquer la vie sociale se trouverait arrêtée. Il n'y aurait plus qu'incertitude entre les rapports des différents êtres sociaux : ce serait l'anarchie.

Plusieurs questions se posent. Quels sont ces êtres centres de forces et d'intérêts ? Quelle est la nature de ces artisans de la vie sociale ? Quels sont les moyens que le droit donne aux êtres pour l'accomplissement de leur rôle social ? Enfin quel est le pouvoir, qui indiquera quels sont les êtres dont l'existence importe le plus à la vie sociale, et que, par conséquent, le droit doit investir de ces moyens qui faciliteront la vie de ces êtres ?

1. M. Larnaude à son cours 1900-1901.

1) *Quelles sont les différentes forces qui alimentent la vie sociale ?*

La vie sociale n'est pas seulement alimentée par les forces individuelles de l'être physiologique. Comme l'individu, l'association, l'État, la commune sont des centres de forces et des centres d'intérêts. Il y a deux grandes catégories de forces : les forces individuelles et les forces collectives. Les forces individuelles sont représentées par l'être physiologique, par l'homme. Les forces collectives sont représentées, non pas uniquement par les associations, mais par des groupes d'intérêts dans lesquels l'homme se trouve compris volontairement ou obligatoirement : État, Commune.

Mais il y a aussi des forces qui ne sont que des idées et ce ne sont pas les moins considérables. Ces idées se traduisent souvent par des œuvres charitables ou autres, par des fondations. Citons par exemple : la fondation d'un hospice, d'un asile, d'un journal, d'une revue ¹...

1. De même les rentes laissées pour des chevaux de renfort aux omnibus, les rentes laissées à un journal pour la réforme de l'orthographe française... Il existe en Allemagne une revue célèbre créée à l'aide d'une fondation faite par de Savigny : *La Revue de la fondation Savigny*. Cette œuvre qui ne constitue pas une association est une force qui joue un rôle dans la vie sociale. Il est impossible ici de trouver des individus physiques pouvant être considérés comme profitant de l'œuvre. Sans doute il y a des administrateurs de la fondation, mais ce n'est pas à eux qu'elle profite. C'est un exemple typique qui démontre que toute force sociale n'a pas seulement sa base dans l'être doué de vie physiologique

C'est-à-dire, l'État, la commune, les associations, les fondations, sont au même titre que les êtres individuels des forces qui jouent un rôle dans la vie sociale.

Ce sont des êtres non investis de la vie physiologique, mais qui ont cependant une existence bien réelle, propre, indépendante des êtres physiologiques qui les forment, qui ont des intérêts et nous dirons même une volonté propre ¹.

2) *Notion de la personnalité.*

Quels sont les moyens que le droit donne à ces différentes forces pour remplir leur rôle dans la vie sociale ? C'est la *personnalité juridique* et les droits subjectifs qui y sont attachés. En droit romain, le mot « *persona* » désignait non seulement l'être réel doué de vie physiologique, il désignait aussi le rôle qu'un individu pouvait jouer dans la société. La personne ainsi conçue n'était pas un être vivant, mais une qualité de l'être vivant ; aussi le même individu pouvait-il cumuler facilement plusieurs *personæ*.

C'est dans un sens analogue nous comprenons

1. Voir dans la thèse de M. Mestre (Paris 1899), *la théorie de la volonté réelle*, page 191. — De même Gierke (*Die Genossenschaftstheorie*, page 608) dit : « La capacité de vouloir et d'agir des corporations est une réalité existant dans et avec leur personnalité. Pour nous le droit leur attribue la personnalité précisément parce qu'il voit en elles les sujets d'une volonté collective une, et continue. Ici comme dans l'individu nous voyons la base de la subjectivité. Dans une volonté qui est la force interne, principe des actes extérieurs. »

la personnalité juridique¹ ; elle est pour qui l'obtient un moyen pour jouer un certain rôle juridique, rôle qui est nécessaire pour l'accomplissement de son but. Cette personnalité est la signification de la possession des droits subjectifs, c'est-à-dire des qualités, des aptitudes nécessaires pour remplir un rôle dans la vie sociale. Au sens juridique du mot, une personne est l'être qui a la jouissance de droits subjectifs, qui a la personnalité juridique. Ainsi entendue la personne juridique est étrangère à toute idée de personne douée de vie physiologique². La per-

1. « Le mot « personne » dans la langue juridique désigne un sujet de droit, c'est-à-dire un être capable d'avoir des droits lui appartenant en propre et des obligations lui incombant. Les mots personne ou personne morale désignent un sujet de droit qui n'est pas en même temps un être humain, une personne physique. Cette définition purement négative n'apprend rien sur la nature de la personne morale et sur l'étendue des droits qui peuvent lui appartenir, mais elle est la seule que l'on puisse prendre comme point de départ, parce qu'elle est la seule sur laquelle tout le monde puisse s'entendre. Elle exprime un simple fait, le fait que dans nos sociétés humaines les droits distincts sont attribués, non pas seulement à des êtres physiques, mais à certains groupements, à certaines associations, et parfois même à quelque chose de plus abstrait encore à un but idéal indépendant au moins en apparence de tout groupement. » (Michoud, *La notion de la personnalité*, *Revue du droit public*, — année 1899, t. XI, pages 5 et 6).

2. « Pour la science du droit la notion de personne est, et doit rester une notion purement juridique. Le mot signifie simplement *un sujet de droit*, un être capable d'avoir des droits subjectifs lui appartenant en propre, rien de plus, rien de moins. Pour savoir si certains êtres répondent à cette définition il ne faut donc pas examiner si ces êtres constituent des personnes au sens philosophique du mot. Il faut se demander seulement s'ils sont de telle nature que les droits subjectifs doivent leur être attribués. Indirectement sans doute la notion de la personnalité philosophique pourra influer sur celle de la personnalité juridique. Nous montrerons plus loin que le législateur peut y trouver un motif pour donner à tout être humain la qualité de sujet de droit.

sonnalité est une abstraction, une création de l'esprit et du droit qui a pour but de donner aux êtres qui sont des centres de forces et d'intérêts les moyens de les mettre en œuvre pour assurer la vie sociale. Aussi pour nous n'existe-t-il pas en droit de *personnes physiques réelles*, mais des *personnes morales réelles*¹ : en effet, la réalité, en droit, consiste en la possession des moyens nécessaires pour jouer un rôle juridique. Ainsi les individus, que la mort civile atteignait, n'étaient plus des personnes du droit².

La personnalité étant une création juridique, la vie individuelle ne saurait la conférer par elle-même. En dehors de toute considération basée sur la vie physiologique, le droit crée personnes juridiques, les êtres qui sont des centres de forces et d'intérêts dans le monde social, selon que cela est nécessaire pour assurer la vie sociale. La notion de la personnalité est donc très large et n'est pas restreinte aux seuls êtres de fait, et la question de son acquisition se pose aussi bien pour les êtres vivants que pour

Mais rien ne prouve *a priori* que les deux notions coïncident et que cette qualité de sujet de droit ne puisse être appliquée à d'autres qu'à des hommes.» (Michoud, *op. déjà cité.*)

1. M. Larnaude à son cours 1900-1901.

2. Ainsi la mort civile atteignait le moine qui rentrait au couvent. Sa mort civile marquait la fin de son rôle social et consacrait la disparition d'une force sociale individuelle.

les êtres non doués de vie physiologique. Elle se pose pour tous les êtres qui sont des centres de forces et d'intérêts dans la société.

Donc il ne faut pas parler seulement de l'homme, lorsqu'on parle de forces sociales, ou lorsqu'on parle de personnes juridiques réelles. Ce serait à la fois une erreur scientifique et une erreur historique ¹.

Car pendant des siècles l'individu physique a été sans aucun droit. Les groupes seuls comme la famille, la gens, le clan, avaient des droits ; l'individu n'en avait pas. Ceux qui faisaient partie de ces collectivités n'avaient pas de droits propres. Cela ne veut pas dire qu'ils étaient dénués de toute protection, car, les droits de la famille, de la gens, du clan leur profitaient ².

En un mot, le droit de ces époques primitives était un droit entre classes. De nos jours il se manifeste un courant de retour vers ces idées anciennes. On se propose de donner des droits considérables à l'État, aux communes, aux groupements. Sans doute les droits de l'État, de la

1. « L'idée de droit appartenant à des groupements humains nous paraît non pas aussi facile à expliquer et à justifier, mais aussi fondamentale que l'idée de droit appartenant à des êtres isolés. Historiquement, elle est au moins aussi ancienne, et il est bien certain que dans les sociétés primitives les droits du groupe ont eu plus d'importance que ceux des individus. » (Michoud, déjà cité.)

2. Ainsi à l'origine l'esclave se présente comme un étranger dans la famille et dans la nation.

commune profitent indirectement à ceux qui en font partie, mais tout ce que vous donnez à ces groupes vous l'enlevez à l'individu. Ceci ne veut pas dire que l'individu est moins protégé, mais que le droit est mis en commun, que la force collective soumet à elle la force individuelle, que la personnalité de l'être collectif est plus nécessaire à la vie sociale que celle de l'être individuel.

3) *Rôle de l'État dans la création des personnes juridiques.*

L'existence en commun des hommes sur une partie limitée du monde constitue un problème d'ordre politique, économique, religieux. Les rapports politiques, économiques, religieux préexistent donc au droit qui ne peut que les suivre. Il peut arriver qu'en dehors de l'individu, il existe d'autres centres d'intérêts d'ordre politique, économique, religieux. Pour que ces centres, ces groupes puissent gérer leurs intérêts, il faut qu'ils aient la personnalité juridique. On ne peut vivre sans avoir à sa disposition le droit. Il faut donc que ces groupements aient des droits, sans quoi leur existence de fait serait difficile sinon impossible. Mais il faut bien se persuader que seules les circonstances déterminent, suivant les nécessités de l'État politique ou social, lesquelles de ces forces (quelles soient individuelles ou collectives), seront dotées de droits subjectifs, en un

mot seront des *personnes* au sens juridique du mot. Il y a là, non pas un problème du droit, mais une question de dynamique sociale ; et c'est la force la plus considérable, l'État, qui tranche cette question ¹. L'État guidé par l'intérêt social, accorde la personnalité à certaines forces sociales et la refuse à d'autres. Ainsi, à Rome, l'esclave n'était pas une personne, même au point de vue privé. Il y a eu des civilisations barbares dans lesquelles tous les êtres physiques étaient loin d'être des personnes. Même dans nos temps modernes, il y a des pays où la personnalité des individus n'est pas complète.

En somme, si l'on croit que la personnalité juridique est l'apanage de l'être doué de vie physiologique, c'est que les individus physiques sont depuis longtemps dotés de la personnalité juridique et que les êtres collectifs ne le sont pas tous. Et cela parce que l'État, qui est la force la plus considérable, dispense la personnalité aux êtres selon qu'à son avis cela est utile à la vie sociale. C'est lui qui est le seul juge pour savoir qu'elles sont, des forces sociales, celles qui doivent être des personnes. C'est pour cela que l'histoire nous montre tantôt des périodes où

1. D'après le marquis de Vareilles-Sommières, la loi ne crée pas les personnes morales. Voir son nouvel ouvrage, *Les personnes morales*, page 165. Paris, librairie Pichon, 1902.

les groupes, comme la famille, le clan, sont doués de la personnalité, et où les êtres physiques ne sont pas des personnes juridiques ; tantôt des périodes où tous les êtres physiologiques, du fait même de leur existence, sont doués de la personnalité.

Pour conclure, résumons les explications que nous venons de donner. La vie sociale est alimentée par les rapports qui s'établissent entre les divers êtres qui sont des centres de forces et d'intérêts dans le monde social. Pour que le monde social puisse marcher normalement et progresser sans à-coup, le droit doit donner à ces divers êtres les moyens qui leur permettent de mettre leurs forces au service de la vie sociale, et qui régleront les rapports que ces divers centres pourront avoir entre eux.

Ces moyens sont la personnalité juridique et les droits subjectifs qui y sont attachés. Par la personnalité, les êtres qui sont des forces deviennent des personnes réelles, sans qu'ils leur soient nécessaire d'être investis de la vie physiologique. Leur réalité consiste en ce qu'ils ont les moyens d'exercer une action effective sur la vie sociale. Et peut-on concevoir la réalité pour un être qui ne peut réagir sur ce qui l'entoure : l'homme qui est inutile dans la société n'est-il pas un zéro, une chose inexistante. Mais ce n'est pas

dire que les êtres qui n'ont pas la personnalité sont le néant ; ils peuvent vivre quand même. Ainsi l'esclave romain qui n'était pas une personne, vivait, seulement son existence était gênée. La force sociale qui pouvait être en lui ne pouvait agir ; car il n'avait pas l'existence juridique ajoutée à son existence de fait, pour la fortifier et la développer en la réglant. La réalité physique ne se confond donc pas avec la réalité de droit. L'existence de fait ne se rencontre pas toujours avec l'existence juridique, de même que l'existence juridique ne se rencontre pas toujours avec l'existence de fait.

La société peut être comparée à une grande machine, dont les rouages sont les centres de forces et d'intérêts qui la composent. L'État qui est la force la plus considérable, en est le rouage le plus essentiel et pour ainsi dire l'âme directrice. C'est lui qui règle les autres rouages de la machine. C'est lui qui, selon les circonstances politiques et sociales, décide quelles sont les parties les plus nécessaires au bon fonctionnement de la machine et qui règle leur action suivant leur utilité.

La société la plus proche de la perfection, sera donc celle où tous les rouages qui la composent auront leur fonctionnement assuré autant qu'il le sera nécessaire à la vie sociale, et par les

moyens les plus propres à la réalisation de leur fin. Et pour nous, le progrès consiste à donner aux différents êtres qui sont des centres de forces et d'intérêts, les moyens les plus convenables pour remplir leur rôle dans la vie sociale, à les adapter le mieux possible aux nécessités de la vie politique, économique et religieuse.

CHAPITRE II

DE LA PERSONNALITÉ DE L'INDIVIDU ET DE L'ASSOCIATION

Elles sont de même nature. — C'est l'utilité sociale qui indique quels droits doivent être attachés à la personnalité. — Principe de la spécialité. — Son explication. — L'association se voit attribuer des droits selon qu'ils sont nécessaires à l'accomplissement de son rôle social.

Comme nous venons de l'expliquer, il n'y a pas en droit plusieurs espèces de personnes juridiques, toutes sont également réelles et la personnalité dont est investi l'être physique, n'est pas d'une nature différente de celle dont est investi l'être qui n'est pas doué de la vie physiologique.

Mais pour toutes les personnes, la personnalité ne confère pas une même somme de droits subjectifs. C'est ce que l'on veut dire quand on parle des degrés de la personnalité.

La pleine et entière personnalité comprend tous les droits subjectifs : droits privés, droits publics, droits politiques, droits aux services de l'État.

La personnalité étant une création juridique,

on comprend très bien qu'elle puisse conférer certains droits et non pas certains autres. Ainsi l'homme peut avoir l'entière jouissance des droits privés, mais ne pas avoir de droits politiques, c'est-à-dire n'être ni électeur ni éligible.

De même que nous avons dit : c'est l'utilité sociale qui détermine l'opportunité de la création de certaines forces sociales comme personnes juridiques, de même encore nous dirons : c'est l'utilité sociale qui doit indiquer les différents droits conférés par la personnalité. Donc, pour savoir si telle personne du droit doit avoir tel ou tel droit, il faut se demander quels droits lui sont nécessaires pour qu'elle puisse remplir son rôle social. Plus son rôle social sera vaste et varié, plus ses droits devront être nombreux et variés. On doit donner à chaque force sociale une personnalité en harmonie avec les fonctions qu'elle doit remplir.

Ainsi prenons pour exemple : l'homme qui représente la force individuelle et l'association qui représente une force collective. Plaçons-les dans la société et nous verrons que de leur utilité sociale dépendent, la manière dont ils acquièrent la personnalité et les divers droits qui leur sont conférés par la personnalité.

Du fait même de son apparition, l'homme est doué de la personnalité, c'est une personne juri-

dique. Au contraire l'existence ne confère pas par elle-même la personnalité à l'association. Certaines formalités, variant suivant les législations, sont imposées à l'association pour qu'elle puisse acquérir la personnalité, être une *personne* au sens juridique du mot. Pourquoi cette différence ?

Il ne faut pas croire qu'il existe des droits naturels dans la personne humaine. Il n'y a de naturel dans l'homme que les qualités et les défauts dont il est doté par la nature. Ainsi la pensée, l'intelligence, la mémoire sont des qualités naturelles, c'est-à-dire que ces qualités, dons de la nature à l'individu, ne peuvent lui être retirées que par elle. La personnalité n'est pas une qualité inhérente à la nature humaine, c'est une qualité qui peut y être attachée. En effet, si par exemple, la volonté humaine ne peut ni donner, ni enlever l'intelligence à l'homme, elle peut au contraire lui donner ou lui enlever la personnalité juridique. Donc il faut chercher la raison de cette différence ailleurs.

L'unique raison est que l'homme, représentant la force sociale individuelle, est considéré depuis si longtemps comme une force indispensable à la vie sociale, que son existence de fait a fini par se confondre avec son existence juridique. On oublie facilement que c'est son utilité

sociale seule, qui l'a fait doter de la personnalité du fait même de son existence. Il n'en est pas de même de l'association. Force collective plus puissante que la force individuelle, sa puissance même est la cause que la personnalité lui est accordée avec plus de circonspection. En effet, si une force individuelle, employée pour le mal peut rester sans influence sur le corps social, il n'en est pas de même d'une force collective. On considère que l'activité de tout homme est toujours utile à la vie sociale ou tout au moins ne peut pas avoir sur elle une influence désastreuse ; au contraire l'activité de l'association peut, dans certains cas, être considérée comme une cause de ruine pour la société. Aussi est-ce seulement lorsque son activité répondra à une nécessité sociale que l'association deviendra une personne du droit. Et, nous l'avons dit, cette constatation de l'utilité absolue de la force individuelle et de l'utilité relative de la force collective est une question de dynamique sociale, dépendant des nécessités créées par les circonstances de l'état politique et social¹.

Une autre différence entre l'homme et l'association, quant à leur personnalité, est que la personnalité confère à l'homme des droits beaucoup

1. « Le législateur dose à son gré la personnalité civile. » M. Ducrocq, d'après des notes prises à son cours, année 1895.

plus nombreux que la personnalité n'en confère ordinairement à l'association. Ici encore, cette différence ne provient pas de ce que l'homme est doué de la vie physiologique ; c'est toujours l'utilité sociale qui en est la raison.

Le rôle social de l'homme est multiple. Son activité se manifeste sous des formes innombrables. Il n'y a pas qu'un but unique dans la vie humaine. L'homme vise à son développement physique, intellectuel et moral. La société est la première intéressée à avoir des hommes forts, savants et honnêtes. Les hommes bien constitués lui fourniront une armée redoutable qui assurera sa puissance. Les savants mettront leurs inventions au service de sa force, de son commerce, de son industrie, feront progresser la science et les arts. Une conception morale élevée et sans cesse développée, facilitera les rapports sociaux et lui assurera la suprématie morale qui n'est pas moins enviable que la suprématie de la force. Le meilleur moyen pour arriver à un tel résultat est de donner à l'homme une personnalité lui conférant des droits suffisamment nombreux pour que son activité ne soit gênée dans aucune de ses manifestations.

Le rôle social d'une association n'est pas aussi varié. Chaque association a un rôle, un but bien déterminé, et ce but est unique. L'associa-

tion qui a pour but l'assistance ne s'occupe pas de commerce. Pourquoi cela ? Une association ne peut-elle donc s'occuper concurremment d'assistance et de commerce ? Non, il n'y a pas d'impossibilité à ce qu'une association poursuive plusieurs buts à la fois. Mais si l'utilité sociale exige que l'homme soit laissé libre dans les diverses manifestations de son activité pour atteindre son plein développement ; elle semble au contraire exiger pour le développement de l'association la division du travail. Aussi la personnalité de l'association est-elle limitée par les principes suivants : le *principe de la spécialité fonctionnelle* et le *principe de la spécialité juridique* qui est la conséquence du premier. Que sont ces principes et quelle est leur raison d'être¹ ?

Le principe de la spécialité fonctionnelle consiste en ce que l'association ne peut remplir qu'un seul rôle social à la fois. Si l'homme peut cumuler plusieurs professions, l'association ne peut en avoir qu'une. Une association ayant pour but l'enseignement ne pourra, en même temps, s'occuper de la protection des animaux. Ainsi l'association peut s'occuper soit d'assistance, soit de commerce, soit de protection des animaux..... mais elle ne peut pas s'occuper de toutes ces

1. Voir *Les personnes morales*, par le marquis de Vareilles-Sommières, chapitre VII, page 47.

choses à la fois, alors que cela est possible pour l'homme.

Le principe de la spécialité juridique est la conséquence et comme la sanction du principe de la spécialité fonctionnelle. L'association ne pourra jouer que le rôle juridique nécessaire à la réalisation de son but. C'est-à-dire seuls, les actes conformes à sa fonction, pourront légalement revêtir la forme juridique. Ainsi lorsque l'homme accomplit un acte juridique, pour apprécier sa validité, on ne se demande pas, par exemple, s'il est commerçant, si cet acte est utile à son commerce, mais on examine si il a été accompli selon les formes prescrites par le Code. Pour apprécier au contraire la validité de l'acte fait par une association, on examinera non seulement les formes de l'acte, mais encore l'acte en lui-même, pour savoir s'il est conforme et nécessaire à la réalisation du but poursuivi par elle. Ainsi l'association qui s'occupe d'enseignement ne pourra pas faire juridiquement des prêts d'argent. Donc, suivant que l'association poursuivra tel ou tel but, la personnalité lui conférera non pas toutes espèces de droits, mais ceux spécialement nécessaires à la réalisation de son but.

Ce n'est pas parce que la nature de l'association s'oppose à ce qu'elle consacre simultanément, comme l'homme, son activité à la réalisa-

tion de buts différents et à ce qu'elle soit dotée de tous les droits dont jouit la personne humaine, c'est parce que diverses raisons d'utilité sociale lui font imposer ce qu'on entend par principe de la spécialité. Nous n'énumérerons pas toutes les raisons qui peuvent en être données. Il nous suffit de dire que l'association, étant une force collective, peut devenir dangereuse pour la société par un développement infini, et que tout en l'utilisant pour le bien social, le principe de la spécialité permet à l'État de la surveiller, parce qu'il limite à un rôle unique et bien déterminé, l'activité de l'association et ses moyens d'actions.

Ce principe de la spécialité n'est en somme qu'une application du principe de la division du travail ; principe que l'histoire de la civilisation nous montre comme un des plus puissants moyens de progrès. Mais en ce qui nous concerne, si la division du travail produit des effets bienfaisants sur le développement et le rôle social de l'association, il n'en serait pas de même si on l'appliquait à l'homme.

En effet, s'il est possible de limiter l'activité de l'association à la réalisation d'un but unique, sans diminuer par là son action dans la vie sociale et sans entraver son développement, il ne serait pas possible de spécialiser, d'une façon *a priori*, l'activité de l'homme, sans entraver son dévelop-

pement et sans affaiblir son rôle social. C'est que l'existence physique de l'homme a une influence sur sa personnalité, influence qui se manifeste, non pas en ce qu'elle fait doter obligatoirement l'homme de la personnalité, mais en ce qu'elle s'oppose à ce qu'on lui donne une personnalité limitée par le principe de la spécialité, si l'on veut obtenir de lui toute l'utilité sociale dont il peut être la source. Au contraire l'association, pour produire dans la société toute l'utilité dont elle est capable, semble très bien s'accommoder de la division du travail qui lui est imposée.

En somme, du principe de la spécialité qui est imposé à l'association pour cause d'utilité sociale, que résulte-t-il ? Si une association ne peut remplir à elle seule tous les rôles sociaux que l'homme peut remplir, plusieurs associations pourront les remplir, en se spécialisant individuellement à l'accomplissement d'un de ces rôles. Ainsi une association s'occupera de commerce, une autre d'enseignement, une autre d'assistance. De même si une association ne peut réunir en sa seule personnalité tous les droits contenus dans la personnalité de l'homme, plusieurs associations pourront réunir dans leurs diverses personnalités tous les droits contenus dans celle de l'individu. C'est-à-dire que les associations peuvent remplir collectivement, les mêmes fonc-

tions que l'homme peut remplir individuellement, qu'elles peuvent réunir, dans leurs personnalités ajoutées les unes aux autres, les mêmes droits que l'homme réunit dans sa seule personnalité. En un mot ce ne sont pas certaines fonctions exercées par l'homme qui sont défendues à l'association, ce ne sont pas certains droits contenus dans la personnalité de l'homme qui lui sont refusés ; ce qui lui est défendu, c'est d'exercer cumulativement plusieurs fonctions ; ce qui lui est refusé, c'est l'octroi en bloc de tous les droits, dont l'homme a besoin pour l'accomplissement de ces diverses fonctions.

Aussi nous allons rapidement montrer que la personnalité peut conférer à l'association toutes espèces de droits, suivant qu'ils lui seront nécessaires pour accomplir utilement le rôle social que la société exige d'elle.

Parlons tout d'abord des droits privés. Personne ne conteste que l'association puisse avoir la jouissance des droits patrimoniaux, c'est-à-dire qu'elle puisse être propriétaire, créancière, débitrice. Quant aux droits de famille et aux droits s'y rattachant, comme le droit de succession, c'est un axiome pour certains, que les personnes juridiques ne peuvent avoir des droits de famille. Cela répugne à leur nature, affirme-t-on. Sans doute, on ne peut rattacher tous les droits de

famille aux êtres collectifs, par exemple le mariage. Mais certains droits de famille leur sont accessibles, puisque les lois les leur confèrent. Ainsi la loi du 24 juillet 1889, sur la protection des enfants maltraités et moralement abandonnés, prévoit tantôt la déchéance de la puissance paternelle imposée aux parents, tantôt l'abandon par les parents de leur puissance paternelle (a. 11-17-22). Puis par son article 17, titre II, elle indique qui, à défaut des parents, va exercer cette puissance nécessaire aux enfants : « Lorsque des administrations d'assistance publique, des associations de bienfaisance régulièrement autorisées à cet effet, des particuliers jouissant de leurs droits civils ont accepté la charge de mineurs de seize ans, que des pères, mères ou tuteurs autorisés par le conseil de famille, leur ont confiés, le tribunal du domicile de ces pères, mères ou tuteurs peut, à la requête des parties intéressées agissant conjointement, décider qu'il y a lieu, dans l'intérêt de l'enfant, de déléguer à l'Assistance publique les droits de puissance paternelle abandonnés par les parents et de remettre l'exercice de ces droits à l'établissement ou au particulier gardien de l'enfant. »

On conçoit très bien l'exercice de ce droit de puissance paternelle par certaines associations¹.

1. Gierke dans sa *Genossenschaftstheorie* dit : « L'être collectif peut être

En effet quelle est l'essence des droits de famille ? Ces droits sont plutôt des fonctions que des droits. Ils existent surtout dans l'intérêt de ceux sur lesquels ils portent. On conçoit donc qu'ils puissent être exercés par certaines associations, offrant plus de garanties que certains parents. Nous espérons que ceci ira en se développant, et ce ne serait pas un mal. Un droit, spécialement, se rattache aux droits de famille : c'est le droit de succession. Ici encore on pose en axiome que le droit de succession *ab intestat* ne se conçoit pas pour les associations, puisqu'il repose sur les liens du sang. C'est mal raisonner. Nous verrons, qu'on peut trouver, dans les législations, des attributions de biens faites à des associations qui ne peuvent s'expliquer autrement que par l'idée large de succession.

Les droits publics des associations s'analysent, pour l'État, dans une abstention. Ainsi, inviolabilité du domicile, de la propriété, liberté du commerce et des professions.

Quant aux droits politiques il faut distinguer. Une association, sans doute, ne pourra pas être élue député ou sénateur. Mais on conçoit très bien qu'elle puisse avoir le droit de vote. Cela se

titulaire, même de droits de famille car la famille que forme-t-elle en fait sinon une association particulière. »

voit aux États-Unis¹. En France cela n'existe pas. Toutefois, dans la Constitution des Cent Jours, une certaine représentation du commerce et de l'industrie était organisée. Quant au vote, au point de vue économique, les décrets du 5 septembre 1900 et du 2 janvier 1901, nous montrent le droit de vote des syndicats professionnels, pour les Conseils de travail.

Quant au droit public, qui consiste à avoir droit aux services de l'État, ce droit est très accessible aux êtres collectifs. Songe-t-on, par exemple, à refuser aux associations le droit de recourir aux tribunaux.

Enfin, certaines associations ont même des droits de puissance publique : l'ordre des avocats n'exerce-t-il pas sur ses membres une véritable juridiction disciplinaire.

Nous concluons donc, en disant qu'il n'y a pas de droit incompatible avec la nature de l'association et que la personnalité doit lui conférer n'importe quel droit, pourvu qu'il soit de nature à l'aider à remplir son rôle social.

1. Voir dans la *Revue politique et parlementaire*, tome V, page 453, l'article de M. Duguit sur « l'élection des sénateurs ».

CHAPITRE III

COMMENT SE POSE LA QUESTION DE LA DÉVOLUTION DES BIENS DES ASSOCIATIONS A BUT NON LUCRATIF

L'évolution indique que la vie sociale semble devoir comprendre de plus en plus des rapports entre êtres collectifs. — De ce fait certaines questions se posent, entre autre celle de la dévolution des biens des associations à but non lucratif. — Les associations à but lucratif et à but non lucratif. — Au moment de la disparition de l'association à but non lucratif ses biens se trouvent dans une situation analogue à celle créée aux biens de l'homme par sa mort.

Il se produit dans les sociétés une incessante évolution. Les institutions sociales doivent journellement se modifier, pour pouvoir satisfaire les nécessités nouvelles créées par cette évolution. L'adaptation des institutions aux besoins sociaux est un problème qui se pose continuellement sans jamais pouvoir être résolu d'une façon définitive ; aussi le devoir du législateur est-il d'étudier sans cesse les faits pour mettre les moyens d'action des différentes forces sociales en harmonie avec le rôle qu'elles sont appelées à remplir.

De nos jours, cela n'est pas contestable, l'évolution tend à donner aux forces collectives une place prépondérante dans la vie sociale. Au lieu d'opposer la force individuelle à la force individuelle, il se dessine nettement un mouvement tendant à opposer la force collective à la force collective. Ce mouvement se manifeste par l'éclosion d'innombrables associations, car si l'homme est le représentant de la force individuelle, l'association est l'expression la plus parfaite de la force collective. On ne trouve plus dans la vie sociale exclusivement des rapports d'individu à individu, mais aussi des rapports entre associations ; c'est-à-dire des rapports d'être collectif à être collectif.

La force individuelle, jusque-là assez puissante à elle seule pour subvenir aux nécessités sociales et assurer le progrès, est devenue trop faible par les résultats même de ce progrès. La lutte pour la vie est devenue plus âpre et plus difficile. Les forces individuelles ne sont plus assez fortes pour la soutenir. Cela est si vrai que certains économistes¹, frappés par les mauvais résultats donnés par la lutte des seules forces individuelles, disent que le principe vital par excellence n'est pas la lutte pour la vie, mais l'union pour la vie : A notre avis ils se trompent, car ils prennent la

1. Voir L. Bourgeois, *Solidarité*. Ch. Gide, *L'idée de solidarité*.

cause pour l'effet, l'union pour la vie est la conséquence de la lutte pour la vie. La lutte pour la vie a été et sera toujours la cause des efforts des différentes forces sociales ; mais aujourd'hui les progrès de la civilisation ont changé les conditions de la lutte. Les forces individuelles seraient écrasées si les forces collectives ne leur venaient en aide. La force individuelle ne peut plus avoir qu'un rôle secondaire ; pour pouvoir encore lutter utilement, elle est obligée de se faire l'auxiliaire de la force collective en lui abandonnant le rôle principal.

La question de la personnalité des êtres collectifs se pose donc. Il faut se demander quels sont les droits qui leur seront nécessaires pour l'accomplissement de leur rôle social. Si toutes les questions concernant, soit l'acquisition de leur personnalité, soit les règles qui président à leur fonctionnement ont été longuement étudiées et discutées, celles qui concernent la dévolution de leurs biens après leur disparition sont encore assez mal définies. Quand l'homme qui représente une force individuelle meurt, la dévolution de ses biens est réglée par le Code civil ; au contraire qu'une force collective, comme l'association disparaisse, que deviennent ses biens ? Nous allons donc étudier la question de la dévolution des biens des associations.

Mais tout d'abord, il nous faut montrer que cette question ne se pose pas de la même façon pour toutes les associations. En effet on peut diviser les associations en deux grandes catégories. D'un côté les associations qui n'ont qu'une *personnalité artificielle*, parce qu'elles ne sont des personnes que dans la forme, d'un autre côté les associations qui ont une *personnalité juridique réelle* parce qu'elles sont des personnes de fait, dans le fond ¹. Les premières sont les associations à but lucratif, les secondes les associations à but non lucratif.

Les sociétés dites à but lucratif, commerciales, ou à forme commerciale et les sociétés civiles elles-mêmes, suivant l'état actuel de notre jurisprudence, sont des personnes juridiques dans la forme seulement. Dans ces sociétés l'être collectif ne se compose que des individus physiques qui font à l'heure actuelle partie de la société. La personnalité de ces sociétés a pour but unique de rendre la vie juridique de ces sociétés plus simple, plus commode, plus pratique ; sans cela on serait obligé de faire des combinaisons, des contrats de toute espèce. En effet, on sait que les effets principaux de la personnalité pour ces sociétés, se ramènent à cette idée que, du moment qu'il y a deux personnes, l'une la société, l'autre

1. M. Larnaude à son cours, 1900-1901.

les individus de la société, il y a dès lors deux patrimoines. On dit en droit que c'est la séparation des patrimoines. Cette séparation entraîne des conséquences importantes et bien connues.

a) Le patrimoine de la société aura des droits et des obligations propres. Le tiers qui aura traité avec la société sera préféré sur le patrimoine de cette société au tiers qui aura traité personnellement, séparément avec l'un des associés. Ce dernier ne pourra rien réclamer sur le patrimoine de la société, lequel est pour lui un patrimoine étranger.

b) Une seconde conséquence, c'est qu'il y a impossibilité de compenser les dettes de la société avec les créances personnelles des associés considérés *ut singuli*. La condition essentielle de la compensation fait défaut ; les deux dettes n'existent pas entre les mêmes personnes.

c) Une troisième conséquence est que lorsque la société a des procès, elle peut ester en justice en son nom. Elle est représentée par son directeur, son administrateur. De même toutes les autres procédures, significations, etc..... doivent être adressées à la société.

d) Enfin une dernière conséquence, le droit de chaque associé dans la société est un droit mobilier, parce que le droit de chaque associé

est un droit sur le patrimoine de la société réalisé plus tard : meubles ou immeubles.

Toutes ces conséquences résultent normalement de la personnalité et sont des avantages pour la société, les associés et le tiers. Mais ces avantages pourraient être obtenus autrement que par la personnalité ; on pourrait y arriver par d'autres combinaisons juridiques. L'affectation du patrimoine aux créanciers sociaux et la faculté d'ester en justice, notamment, pourraient être obtenus autrement. D'abord pour les procès, pourquoi lorsque la personnalité n'existe pas, assigner tous les membres de la société ? Parce que c'est une application de la maxime : nul ne plaide par procureur. Mais il est très simple pour les associés dans leur contrat, de renoncer au bénéfice de cette maxime. Les tiers pourront donc, par une citation unique, les comprendre tous dans l'instance. Quant à l'affectation des biens sociaux, s'il n'y a pas personnalité, on arrive au même résultat en considérant chaque apport d'associé comme grevé d'une charge que les créanciers de l'association doivent respecter. Ainsi cette charge, si l'association doit la respecter, les créanciers des associés doivent aussi la respecter. Ils ne peuvent avoir plus de droits que leurs auteurs. On peut ainsi se passer de la personnalité ;

M. Mongin, auteur ingénieux, soutient que ceci est possible, même sous l'empire de nos Codes. Pour lui on n'a pas besoin de l'idée de personnalité pour expliquer les effets ordinaires qui se produisent dans les sociétés. En tous cas nous disons qu'un texte législatif peut très bien autoriser les combinaisons que nous avons signalées, sans tyranniser notre Code civil comme le fait M. Marcel Mongin ¹. Mais il faut reconnaître que la règle de la personnalité juridique est un moyen beaucoup plus simple que celui des combinaisons. Nous dirons donc que la personnalité, tout en étant le meilleur système, n'est pas in-

1. M. Marcel Mongin termine ainsi son article : *Étude sur la situation juridique des sociétés dénuées de personnalité*, paru dans la *Revue critique de législation et de jurisprudence* : « Les développements qui précèdent amèneront peut-être nos lecteurs à conclure avec nous que la fiction de la personnalité n'est pas nécessaire pour justifier les effets principaux que l'usage y a attachés, ni le gage des créanciers sur le fonds social ni la compensation, ni même le caractère mobilier des parts d'intérêts ne sont affectés sensiblement par la disparition de l'être moral ; l'indivision isole le fonds social dans la fortune des associés et lui communique des qualités analogues à celles qu'entraîne la personnalité. »

De même M. Sauzet, *Revue critique*, 1888, *Nature de la personnalité civile des syndicats professionnels*, page 319, note 1. « Les personnes morales qu'on qualifie de privées, constituent-elles véritablement des personnes morales ? Il nous semble que, sans paradoxe, la négative pourrait être soutenue. C'est ce qui apparaîtra par la suite. Ce qu'il y a de certain c'est que la notion de la personnalité civile dont il a été fait un véritable abus pour expliquer de nombreuses situations juridiques, tend à se restreindre de plus en plus. Dans la manière de voir que nous indiquons il n'y aurait qu'une restriction nouvelle, les divers effets qu'on attache à la personnalité des sociétés privées, continueraient à se produire ; on les expliquerait sans faire intervenir l'être fictif » ; et à la Chambre des députés, 21 mai 1897 (*Off.*, page 1234), au moment de la discussion de la loi sur les sociétés de secours mutuels : « On peut affirmer que cette formule (la personnalité civile) ne signifie rien. »

dispensable à ces sociétés commerciales et qu'il n'est pas exact de parler ici d'un être réel indépendant. Les associés ici sont les maîtres absolus de la société. Quand on parle du droit de la société, c'est une figure de rhétorique; il s'agit simplement du droit des associés¹. La société n'est une personne que pour atteindre certains résultats pratiques visant l'objet qu'elle poursuit. On peut donc dire qu'ici la personne juridique n'est autre chose que l'ensemble des associés. La personne de la société est faite dans ces hypothèses, de parcelles détachées, de fragments de la personnalité des associés. On a dit qu'il n'y avait dans la personnalité de ces sociétés que des fragments, que la figuration des droits des associés et de leur personnalité.

Il y a des conséquences très importantes de ces idées. Nous citons seulement celles qui nous intéressent. Dans ces groupements, si les associés le veulent, ils peuvent décider que les biens faisant partie de la société se partageront. C'est la dissolution volontaire par l'accord unanime des associés, que la société soit ou non à durée limitée ou illimitée. Donc il n'y a pas ici un être distinct des associés. Une autre consé-

1. Voir Sirey, 1881,2,249 ; note de M. Labbé : « La personnification n'est donc qu'un voile qui cache pendant un temps le fait de la copropriété, voile qui ne se dissipe qu'à la dissolution pour laisser reparaître la réalité. C'est-à-dire la juxtaposition des droits individuels en état d'indivision. »

quence est que, lorsque la société arrive à sa fin forcée ou prévue par le contrat, immédiatement la copropriété s'établit entre les membres de l'association, immédiatement on arrive au partage, car la société n'est que l'ensemble des associés qui possèdent. Une troisième conséquence, qui se présente surtout dans les sociétés à durée illimitée et non constituées par actions : la volonté d'un seul membre peut amener la dissolution de la société. Pourquoi cela ? sinon parce que les droits de chacun constituent le droit de la société ! Cela va plus loin encore dans les sociétés formées *intuitu personæ*. La mort d'un associé amène le partage des biens, la dissolution de l'association au moins en principe. Toutes ces décisions s'expliquent de la même manière : les droits individuels ont été mis en faisceau pendant la durée de l'association. Mais le lien peut être rompu facilement et les différents droits individuels redeviennent la propriété de chaque associé. Il ne faut voir dans ces associations qu'un artifice pour grouper en un faisceau les intérêts individuels¹. De cette façon ils se renforcent les uns les autres². Pour nous, nous n'y voyons qu'un

1. M. Michoud, *op. déjà cité*, page 220.

2. M. Labbé, « La société commerciale n'est qu'une forte concentration des droits individuels ».

moyen facilitant l'influence des forces individuelles dans la société, moyen consistant à considérer un faisceau de force individuelle comme une force collective. Mais ce faisceau n'est pas une véritable force collective, car la personnalité ainsi créée n'est pas indépendante des forces individuelles qui la composent. Sans doute l'association à but lucratif peut être regardée comme une force collective, mais en réalité elle n'est que la représentation, l'image d'une force collective¹. La force collective de ces associations est à la force collective véritable ce qu'est la photographie par rapport au modèle vivant.

Les associations à but non lucratif, sont des êtres réels, ayant droit de vivre. Ces sociétés, ces êtres réels ressemblent tout à fait à l'État, à la commune. Ce qui les caractérise, c'est qu'ils ne se composent pas uniquement des membres vivants à un moment donné. Le propre de ces êtres collectifs est de comprendre non seulement les générations actuelles, mais aussi les générations passées et celles à venir à l'infini. Il y a ici ce que les juristes anglais appellent fort justement *l'immortalité* de l'être

1. Il y a dans ces sociétés, non pas précisément un intérêt collectif, mais des intérêts individuels qui se rencontrent et s'associent parce que leur union les rendra plus forts. M. Michoud, déjà cité, page 219.

collectif. L'association à but lucratif est composée de $a+a+a$, (a représentant un individu, une force individuelle), c'est-à-dire de $3 a$, si l'association comprend trois associés; la personnalité de l'association à but non lucratif se compose de $3 a$ (s'il y a trois membres) plus A . A , représentant la force collective « immortelle », indépendante et supérieure à celle des membres composant l'association à un moment déterminé.

Pourquoi y a-t-il ici un être! Parce que le lien qui réunit entre eux les divers individus de l'association, c'est la communauté d'un but d'intérêt général. L'association à but non lucratif ne profite pas à ses membres seuls, la plupart d'entre elles sont, au contraire, fondées dans un but profitable à autrui. C'est cette idée, base du groupement, qui est essentielle, c'est elle qui matérialise l'association et les membres ne sont rien à côté d'elle. C'est l'idée ici qui constitue l'être juridique tout à fait distinct des individus et c'est elle qui est propriétaire du patrimoine social. Dans les sociétés à but lucratif les propriétaires sont les membres actuels de l'association. Ici c'est l'association qui est propriétaire elle-même. Cette notion se manifeste dans les décisions que nous rencontrons dans les diverses législations. Le patrimoine de cet être collectif

n'appartient pas aux membres actuels, il appartient à la personne juridique de l'être collectif, laquelle comprend les générations passées, actuelles et futures. Aucune des solutions concernant les sociétés commerciales ne pourra s'appliquer à la société elle-même. On ne peut briser aussi facilement les êtres collectifs dont nous parlons que les sociétés à but lucratif. Les membres de ces êtres collectifs, même d'un commun accord, ne pourront se partager le patrimoine de l'association. C'est là une application de cette idée que nous avons ici un être distinct.

La question de la dévolution des biens des associations à but lucratif et celle des biens des associations à but non lucratif ne peuvent donc avoir la même solution. En effet, comme nous venons de le dire, les sociétés à but lucratif ne forment pas un être réel distinct de la personne des associés. Leur personnalité n'a pour but et pour utilité que l'unité des opérations et la simplification des affaires, dont le bénéfice doit profiter en dernière analyse au patrimoine respectif des associés. Comme au fonds il n'y a là que des droits individuels réunis en un faisceau pour un temps, ces droits individuels à la dissolution reviennent à chacun des titulaires. Aussi la dissolution qu'entraîne la fin de la personnalité sera-

t-elle suivie d'une liquidation des bénéfices et du fonds commun les partageant entre les associés co-propriétaires. Et il n'est pas concevable qu'on puisse attribuer ces biens à d'autres qu'aux associés.

Peut-il en être de même pour la dévolution des biens des associations à but non lucratif ? On a soutenu qu'il fallait les partager entre les membres actuels de l'association, mais cela ne nous paraît pas soutenable¹. Nous avons vu avec quelle netteté les associations, personnes juridiques de fonds, êtres collectifs réels, se séparent de leurs membres. Leur patrimoine est distinct de tout autre, et par exemple, ce ne sont assurément

1. Voici comment M. le marquis de Vareilles-Sommières pose la question dans son nouvel ouvrage *Les personnes morales*, page 431 : « Que deviennent les biens de l'association dissoute ? »

Si les statuts règlent leur sort il faut suivre les statuts.

Mais dans le silence des statuts quel est leur droit ?

Il est clair que si tous ceux qui sont entrés dans l'association en sont encore membres au moment où elle se dissout, et si tout l'actif social provient de leurs apports ou de leur industrie, ils peuvent, quelle que soit la nature de l'association et quel que soit le mode de dissolution, faire de cet actif ce que bon leur semble, se le partager, jouir et disposer librement chacun de sa part.

Mais si tout ou partie des associés ont disparu ou si l'actif comprend des libéralités, les choses ne sont pas toujours aussi simples.

Une distinction s'impose tout d'abord entre les associations où ne fonctionne pas l'accroissement et celle où il fonctionne. Pour les premières M. de Vareilles-Sommières admet le partage entre associés mais parce qu'à vrai dire ce ne sont point des associations à but non lucratif. « Par conséquent encore dit-il, la presque unanimité des associés, dans les associations de ce genre, ne poursuivent que cet avantage personnel. » Pour les secondes, pour celles où fonctionne l'accroissement, M. de Vareilles n'admet pas ce partage ainsi que nous le verrons plus loin.

ment ni les malades d'un hospice, ni les professeurs d'une Université qui peuvent être admis à recueillir les biens de l'association. Quel droit invoqueraient-ils, puisque la propriété des biens de l'être juridique ne leur a jamais appartenu? Comprendrait-on la prétention de directeurs ou de fondateurs d'une caisse d'épargne ou d'un mont-de-piété qui voudraient se partager ses biens devenus vacants? Ce serait altérer le caractère de ces institutions si justement appelées « une agence philanthropique de l'épargne du pauvre » et faire tourner en spéculation privée des établissements qui ne doivent se proposer que la bienfaisance publique, (avis du Conseil d'État du 12 juillet 1807). Comprendrait-on également la prétention des membres d'une congrégation qui voudraient se partager ses biens; biens accumulés depuis des siècles et à l'acquisition desquels ils n'ont peut-être pas ou presque pas contribué ¹.

1. Voir *Les personnes morales* du marquis de Varcilles-Sommières, p. 431 et suivantes. En particulier il est dit page 436 : « Les associés ne peuvent pas en cas de dissolution se considérer comme des propriétaires absolus de l'avoir social et se le partager. »

En effet, les précédents associés et les donateurs n'ont consenti à l'accroissement et aux libéralités qu'à la condition que les biens apportés ou donnés par eux à l'association seraient tant qu'il en restera quelque chose, indéfiniment affectés à l'entreprise sociale. L'avoir social est le résidu de dix ou vingt générations d'associés et des donations reçues au cours de plusieurs siècles, apports et donations grevés d'une charge perpétuelle, que les associés après la dissolution ne peuvent plus personnellement remplir. Ils ne peuvent pas tout à la fois ne pas remplir la charge et garder les biens. Les anciens associés et les donateurs n'ont certainement pas voulu se dépouiller pour procu-

En résumé, au moment de l'extinction de la personnalité de la société à but lucratif, les biens, jusque-là dans l'indivision entre plusieurs copropriétaires, reviennent par partie à chaque associé.

Lors de l'extinction d'une association à but non lucratif, c'est le propriétaire lui-même qui disparaît, il se produit la même chose que lorsqu'un individu meurt, les biens deviennent vacants. Et pour nous la disparition d'une association, donne lieu à l'ouverture d'une véritable succession et cette succession est très délicate à régler.

rer à un groupe d'associés futurs au moment où ils cesseront d'être associés un enrichissement pur, parfois énorme et choquant.

CHAPITRE IV

LE DROIT DU SUCCESSION EST L'ŒUVRE DU LÉGISLATEUR

Le droit de succession n'est pas un droit naturel. — Il se légitime par l'utilité sociale. — La loi souveraine crée le droit de succession selon « l'ordre politique et social ».

L'association a, ce que nous appellerons « le droit de succession passif », puisqu'elle peut être instituée héritière, légataire ; ne peut-on lui reconnaître « le droit de succession actif », c'est-à-dire ne peut-on établir un droit de succession réciproque entre associations, comme il existe entre les personnes humaines ¹.

Au premier abord, cette idée de succession entre associations peut sembler paradoxale. En effet, quand un individu meurt, sa succession est dévolue par la loi, qui est censée présumer la volonté probable du *de cujus*, en se basant sur l'affection créée par les liens du sang. Or entre associations, il ne saurait exister aucun sentiment

1. Bien entendu c'est d'un droit *ab intestat* dont nous voulons parler.

d'affection créé par les liens du sang. Mais si, comme nous allons le montrer, on considère que c'est l'utilité sociale qui légitime le droit de succession, et qu'on peut tout aussi bien hériter, parce qu'on fait partie d'un groupe que parce qu'on est du même sang, le droit de succession entre associations se comprend parfaitement.

Il ne faut pas croire que le droit de succession soit un produit du droit naturel. Le droit de succession peut très bien se comprendre en dehors des liens du sang. L'utilité sociale est l'unique cause pour laquelle un individu peut être appelé à hériter d'un autre individu. Comme l'utilité sociale varie avec les circonstances sociales et politiques, il se peut très bien que la dévolution d'une succession s'opère en faveur d'un étranger, à l'exclusion des parents ou *de cujus*. En ce sens, il est facile de trouver dans l'histoire de nombreux exemples. Aujourd'hui, où le droit de propriété et sa conséquence, le droit de succession, sont violemment critiqués par l'école socialiste, les économistes¹, qui voient en eux des éléments nécessaires au progrès social, les fondent non sur le droit naturel, mais sur l'utilité sociale. Dans l'esprit des lois, Montesquieu nous montre bien qu'il avait parfaitement vu que le droit de succession était réglé uniquement par les condi-

1. Voir les *Précis d'économie politique* de MM. Cauvès et Charles Gide.

tions politiques et sociales de la société et non par le droit naturel : « La loi voconienne, dit-il, » livre XVI, chapitre VI, ne permettait point » d'instituer une femme héritière, pas même sa » fille unique. Il n'y eut jamais, dit saint Augustin, une loi plus injuste. Une formule de Marculte traite d'impie la coutume, qui prive les » filles de la succession de leurs pères. Justinien » appelle barbare le droit de succéder des mâles, » au préjudice des filles. Ces idées sont venues » de ce que l'on a regardé le droit que les » enfants ont de succéder à leurs pères, comme » une conséquence de la loi naturelle, ce qui » n'est pas.

» La loi naturelle ordonne aux pères de nourrir leurs enfants, mais elle n'oblige pas de les » faire héritiers. Le partage des biens, les lois » sur ce partage, les successions après la mort » de celui qui a eu ce partage, tout cela ne peut » avoir de règle que par la société, et par conséquent par des lois politiques ou civiles.

» Il est vrai que l'ordre politique ou civil » demande souvent que les enfants succèdent » aux pères, mais il ne l'exige pas toujours.

» Les lois de nos fiefs ont pu avoir des raisons, pour que l'aîné des mâles, ou des plus » proches parents par mâles, eussent tout, et » que les filles n'eussent rien ; et les lois des

» Lombards ont pu en avoir pour que les sœurs,
» les enfants naturels, les autres parents et à
» leur défaut le fisc concourussent avec les
» filles.

.
.

» Maxime générale : nourrir ses enfants est
» une obligation du droit naturel ; leur donner
» sa succession est une obligation du droit civil
» ou politique. De là dérivent les différentes
» dispositions sur les bâtards dans les différents
» pays du monde ; elles suivent les lois civiles
» ou politiques de chaque pays. »

Le droit de succession, comme tous les autres droits, ne trouve donc sa raison d'être que dans l'utilité sociale. Aussi doit-il varier avec elle pour se mettre en harmonie avec les autres mécanismes sociaux. Sans doute comme le dit Montesquieu : « l'ordre politique ou civil demande souvent que les enfants succèdent aux pères, mais il ne l'exige pas toujours » ; il peut arriver que dans une société l'individu ne soit pas l'organisme principal, mais que des groupes comme la famille soient les agents essentiels, et alors le régime successoral sera basé, non pas tant sur l'idée d'affection créée par les liens du sang, que sur l'idée qu'on appartient à un même groupe. C'est ce que nous pouvons voir dans

l'ancienne Rome. Dans l'antiquité ¹, l'État n'est qu'une association de familles dont les chefs se sont constitués en royauté ou en république. Dans le droit primitif la seule véritable unité c'est la famille, à qui la loi ou la coutume vient donner cette force de cohésion qui diminue à mesure qu'elle s'étend.

La coordination des familles forme l'État, la subordination de l'individu à l'autorité ne se retrouve que dans la famille. A la tête de celle-ci se trouvait un chef absolu, le *pater familias*, ayant sur les membres de sa famille un pouvoir absolu de vie et de mort, puis de vente seulement. Les individualités soumises à sa puissance s'absorbent complètement en lui. C'est pour lui qu'ils acquièrent, c'est lui qui poursuivait les réparations des offenses qui leur avaient été faites. Toute la famille se résumait en un seul individu, le pater, muni de la *patria potestas*. Il exerçait la *potestas* sur les enfants que le mariage ou l'adoption lui donnait, comme il cessait aussi d'avoir tout rapport juridique avec les enfants que l'émancipation, la *datio in adoptionem* et la *manus* y soustrayaient. La *potestas* était donc la source et la fin de tout droit, de toute relation entre le père et les enfants, elle formait le véritable lien de famille plutôt que la parenté natu-

1. Ihering, *Esprit du droit romain*, t. I, page 180.

relle. Elle seule réglait donc la délation de l'hérédité et en dehors d'elle il n'existait aucun droit successoral. C'est ainsi que, malgré leur étroite parenté, le fils émancipé ne succédait pas à son père, ni celui-ci à ce fils sorti de sa puissance.

En résumé, concentration et maintien des biens dans la famille, tel était le but clairement poursuivi par la législation romaine. Ce résultat avait frappé Montesquieu qui, étendant les principes qu'il avait vu appliquer en droit romain, proclame, que l'ordre des successions dépend des principes de droit politique ou civil et non pas de principes de droit naturel.

De même, il ne faut pas croire non plus, que le régime successoral actuel de notre Code civil ait été établi sur des principes tirés du droit naturel. C'est à raison de puissants motifs de convenance et d'équité, disent les rédacteurs du Code, que les biens ont été laissés à la famille du propriétaire ; aucun membre de cette famille ne peut les réclamer à titre rigoureux de propriété¹. On les attribue conformément à la volonté probable du défunt et à ses affections présumées. De nombreux arguments tirés des travaux préparatoires l'établissent. « On n'a point hésité, dit Chabot, dans la loi qui vous est proposée, de donner la préférence au système fondé sur le degré d'affec-

1. Portalis, *Discours préliminaires*, Locré, t, I, page 310.

tion entre parents, et sur la confiance à laquelle cette affection leur donne droit. » Mais cette attribution de l'héritage aux parents, ce n'en est pas moins une faveur de la loi qui l'établit. Ce principe est souvent affirmé : « Pour faire route sûre dans l'application de la loi, que les citoyens se pénètrent bien de cette idée, que dans la matière des dispositions à titre gratuit, tout est en droit positif parce que tout est concession et émanation de la loi civile ¹. » Le législateur a donc opté pour le système de l'affection présumée, système qu'il a trouvé conforme à notre état social et à des principes de bien public et d'équité ; mais si des circonstances nouvelles venaient à imposer une nouvelle solution, le législateur, d'après Portalis, n'hésiterait pas à enlever tout droit à la famille pour donner la préférence à tout ordre d'héritiers. On peut donc dire que le droit de succession est l'œuvre du législateur, que le régime successoral est l'œuvre de la volonté de la loi, mais non point d'une volonté capricieuse et arbitraire, mais d'une volonté consciente de l'intérêt général, tenant compte des circonstances, du milieu social et des principes de justice dont elle est la sanction.

Enfin il ne faut pas croire non plus que le droit

1. Locré, t. X, p. 213, 279, t. XI, p. 487. — Fenet, t. XII, p. 161, 215, 389, 393.

de disposer de ses biens par testament soit un droit naturel. C'est encore parce que la loi l'y autorise que l'homme peut tester. « Le pouvoir de disposer de nos biens après notre mort ne nous appartient pas, disait l'avocat général Gilbert des Voisins ¹. La mort dépouille les hommes de tout ; et ce qu'ils n'ont point exécuté pendant leur vie, leur volonté ne peut le faire après leur mort, si la loi qui est immortelle ne prend pas soin de le faire accomplir. » Tronchet disait aussi à la tribune de la Constituante : « La loi immuable de la nature, qui a créé l'homme mortel, borne invinciblement son droit de propriété sinon à un simple usage, au moins dans les limites de son existence ². »

Et Mirabeau, dans son magnifique langage : « Voici donc la question fondamentale qui se présente : la loi doit-elle admettre chez nous la libre disposition des biens en ligne directe, c'est-à-dire un père ou une mère, un aïeul ou une aïeule, doivent-ils avoir le droit de disposer à leur gré de leur fortune par contrat ou par testament et d'établir ainsi l'inégalité dans la possession des biens domestiques.....

Il me semble, Messieurs, qu'il n'y a pas moins

1. Plaidoyer dans l'affaire Pommereuil. Merlin, *Rép. V^o Testament*.

2. Buchez et Roux, *Histoire parlementaire*, section II, § 4, n^o 2, t. IX, p. 305.

de différence entre le droit qu'à tout homme de disposer à son gré de tout ce qu'il possède de son vivant, et celui de disposer après sa mort, qu'il n'y en a entre la vie et la mort même. Cet abîme ouvert par la nature sous les pas de l'homme, engloutit également ses droits avec lui, de manière qu'à cet égard être mort ou n'avoir jamais été c'est la même chose ¹. » Dans son discours préliminaire au Code civil, Portalis ne s'exprime pas autrement que Tronchet, Mirabeau : « Nous convenons, dit-il, qu'aucun homme n'a, par un droit naturel et inné, le pouvoir de commander après sa mort et de se survivre à lui-même par un testament. Nous convenons, que c'est aux lois à établir l'ordre ou la manière de succéder et qu'il serait dérisoire et dangereux de laisser à chaque particulier la faculté illimitée de renverser arbitrairement l'ouvrage des lois. Mais les lois qui ne peuvent gouverner que par des principes généraux, constants et absolus, ne doivent-elles pas pour les circonstances variables de la vie, laisser quelque chose à l'arbitrage du citoyen ? *Le pouvoir qu'un testateur tient de la loi n'est-il pas le pouvoir de la loi même* ² ? » Ces idées ne sont pas seulement celles de Portalis, elles se trouvent

1. Buchez et Roux, t. IX, p. 288. Discours de Mirabeau sur l'égalité des successions en ligne directe, lu à l'Assemblée nationale, le 2 avril 1791, par de Talleyrand.

2. Locré, t. I, p. 313.

dans le discours de Chabot au Tribunat¹, dans celui de Siméon au Corps législatif² et dans le rapport de Jaubert au Tribunat sur le titre des donations et testaments. La pensée de la loi est donc bien claire ; le testament est une délégation donnée par la loi aux particuliers qui sont chargés de distribuer après eux leurs biens suivant les convenances de chaque cas particulier³.

1. Locré, t. X, p. 213.

2. Locré, t. X, p. 279.

3. De nos jours nous retrouvons des idées analogues dans l'exposé des motifs de l'avant-projet du Code civil suisse. La désignation du successeur peut être abandonnée à la volonté du défunt, ou bien être faite *de lege*. On invoquera en faveur de la liberté de tester le droit de propriété du défunt et aussi le fait qu'on peut en définitive, s'en remettre à lui de disposer judicieusement des valeurs qu'il a possédées et souvent même créées de son vivant... On peut dire, d'autre part, en faveur de la désignation par la loi, qu'après tout l'individu perd ses droits à sa mort. Il n'est pas possible de lui accorder sur ses biens un droit dont les effets se prolongeraient après son décès. Et à supposer qu'on le lui reconnut ; ce droit impliquerait des devoirs envers la famille et la communauté ; or la loi ne saurait tolérer que ces devoirs soient éludés comme à plaisir par des dispositions de dernière volonté (Code civil suisse. Exposé du motif de l'avant-projet du département fédéral de justice et police, t. II, *Des successions*. Berne, imprimerie Büchler, p. 6).

CHAPITRE V

DE LA DÉVOLUTION DES SUCCESSIONS EN FAVEUR DU GROUPE

On peut hériter aussi bien parce qu'on est du même sang que parce qu'on appartient à un groupe. — On peut fonder une présomption de volonté du défunt sur l'affection qu'il pouvait avoir pour le groupe auquel il appartenait. — Exemples de cas où l'ordre successoral est déterminé selon une affection présumée du défunt pour le groupe.

Comme nous venons de le voir, le droit de succession ne repose pas sur le droit naturel. Si la loi physiologique veut que le fils hérite des qualités, des vices et des maladies de ses ascendants, elle ne peut faire que le fils hérite des biens de ses parents. L'utilité sociale seule, selon les circonstances politiques, fait que les biens du défunt sont dévolus aux personnes qui lui sont attachées par les liens du sang. Nous allons voir maintenant qu'un droit de succession peut très bien exister entre certaines personnes, non pas parce qu'il existe entre elles une parenté créée par les liens du sang, mais parce

qu'elles appartiennent à un même groupe.

Cette idée qu'on hérite parce qu'on fait partie d'un même groupe n'est pas neuve. On peut dire, que de tout temps, le droit de succession s'est trouvé basé sur ces faits qu'on est du même sang ou qu'on fait partie du même groupe. Selon les circonstances sociales, l'un ou l'autre a été le principe essentiel déterminant l'ordre successoral. Ainsi dans l'antiquité, à Rome¹, nous avons vu que malgré leur étroite parenté le fils émancipé ne succédait pas à son père, ni celui-ci à ce fils sorti de sa puissance. De même, sous l'ancien régime et principalement sous la féodalité, le droit d'aînesse et la presque totale exhérédation de certains héritiers ne peuvent s'expliquer que parce que le régime successoral avait pour but essentiel le maintien de la grandeur de la famille. L'aîné des enfants héritait, parce qu'il devenait chef de la famille et non parce que les liens qui le rattachaient à sa famille étaient plus étroits que ceux qui rattachaient ses frères et ses sœurs à ses parents. De même encore de nos jours, pourquoi l'enfant naturel reçoit-il une part héréditaire moindre que celle de l'enfant légitime sinon parce qu'il est né en dehors du groupe qui est la famille.

1. Voir Fustel de Coulanges, *La cité antique*. — Sir Henry Summer Maine, *L'ancien droit*, traduction de M. Courcelle-Seneuil, p. 209.

Quoique l'esprit soit moins habitué à cette idée, le droit de succession basé sur le fait qu'on fait partie d'un groupe s'explique aussi facilement que le droit de succession basé sur les liens du sang. En effet nous le savons, le droit de succession ne se légitime que par l'utilité sociale. C'est un puissant moyen pour entretenir l'activité humaine. On pense que l'homme travaillera, produira, économisera d'autant plus qu'il sera sûr qu'après sa mort ses biens profiteront à des êtres qui lui sont chers. Or il peut arriver qu'en dehors de l'affection créée par les liens du sang, le fait pour un homme d'appartenir à un groupe lui crée, des affections et des intérêts aussi puissants, sinon plus, que ceux créés par la parenté. Cela est si vrai, que tous les jours nous voyons certaines personnes déshériter leurs parents, pour donner leurs biens à certaines associations dont elles font partie.

Aussi, puisque la dévolution des biens d'une succession *ab intestat* est opérée selon la volonté présumée du défunt, volonté basée sur l'affection créée par les liens du sang, pourquoi ne serait-il pas tout aussi naturel de présumer qu'un homme mort *ab intestat*, sans laisser d'héritiers de son sang, ait voulu laisser ses biens au groupe auquel il appartenait. Car l'affection créée par les liens du sang ne peut-elle pas être rempla-

cée par une affection pour un groupe, affection née d'une communauté de sentiments, d'intérêts et d'aspiration. Pourquoi ne pas supposer en cas de succession en faveur d'un groupement que, si le *de cujus* avait voulu voir opérer autrement la dévolution de ses biens, il n'aurait pas manifesté sa volonté par testament, comme le fait celui qui ne veut pas laisser à la loi le soin de la dévolution de sa succession *ab intestat*.

Cette présomption particulière d'affection que pouvait avoir le défunt pour son groupe, est dans presque toutes les législations, le principe sur lequel repose la dévolution des biens de certaines personnes mortes *ab intestat*, sans laisser d'héritiers de leur sang. En effet, à qui donc la loi va-t-elle attribuer la succession, si aucun parent ne peut invoquer l'affection présumée du défunt ? C'est en principe au profit de l'Etat qu'elle opère cette dévolution, car elle a estimé qu'il y avait justice, à considérer la société à laquelle il appartenait comme héritière de celui qui n'a conservé que des liens sociaux. De même qu'il existe différentes classes d'héritiers, d'après leur degré de parenté avec le défunt, de même on peut trouver quelque chose d'analogue dans une succession dont la dévolution s'opère d'après cette idée, qu'il peut exister une affection créée par le fait d'ap-

partenir à un groupe. En effet, un individu peut faire partie d'une corporation professionnelle, la corporation fait elle-même partie d'une commune, la commune d'un département ou d'un district, et le département ou le district de la nation. Ne peut-on concevoir ces différents groupes, comme autant de classes d'héritiers formant des degrés dans l'affection présumée du défunt.

Cette conception d'un système successoral n'est pas d'ailleurs purement théorique. Nous l'avons tiré de l'étude de faits qui nous semblent probants. Nous allons citer des exemples pris dans les différentes législations, exemples qui nous montreront des successions dont la dévolution s'opère d'après le principe qu'on fait partie d'un groupe.

En droit romain, les biens des soldats décédés sans héritiers légitimes ou testamentaires appartenaient à la légion ou au corps auxquels appartenait le *de cuius* (Code Théodonien, loi 1 *de bonis milit.* — Code Justinien, loi 2, livre 6, titre 52, *de hered. decur.*). Mais si le militaire était condamné à mort, le fisc par droit de confiscation, appréhendait la succession (D. loi 2, *de veter milit.*; loi 6, *de injusto rupto*). De même les *bona vacantia* des décurions étaient dévolus à la curie. Théodore le Jeune établit même, en faveur de la curie, une réserve pour le cas où l'héritier

du décurion, n'appartenait pas au collège des curiales (Code Théod. *de bonis decurion*). Si la peine de confiscation était prononcée contre un décurion qui n'avait pas d'enfants, l'entière hérédité appartenait à la curie. Si le décurion n'avait que des filles pour héritières, la curie recueillait la moitié de la succession, à moins qu'il n'existât des agnats, membres de la curie, auquel cas la succession était partagée entre eux et les filles (Cod. Théod. livre, V 2). De même la dévolution des biens en faveur du groupe auxquels ils appartenaient avait lieu pour les fabricants d'armes (Code de fabricentibus, livre XI, tit. 9) pour les évêques, les prêtres, les diacres, sous-diacres, moines ou religieux (loi 20 de *episcopis*, C..., livre I, titre 3) et pour les nautoniers ¹ (livre VI, titre 52, Code, loi 1 ²).

En Suisse ³, nous trouvons dans certains can-

1. On trouve dans une loi de Constance : « Si quelqu'un de la corporation des bateliers *naviculariorum* meurt sans avoir fait de testament et sans laisser d'enfant ni autre héritier, nous voulons que sa succession soit déférée non pas au fisc mais à la corporation à laquelle un sort fatal l'a ravi. »

2. Voir les thèses de Gide, *De la liberté d'association en matière religieuse*, p. 114. Paris, 1872. — De Coulondre (Paris 1886), *Des acquisitions des biens par les établissements de la religion chrétienne*, p. 110 et suivantes. — De Gaston de Buretel de Chassey, *Condition fiscale des congrégations religieuses en France* (Paris 1893), p. 83 et suivantes.

3. Le droit de successibilité s'exercera, en outre, par des collectivités lorsque les individus auxquels il appartenait ont disparu ou lorsqu'il n'y a plus assez de raisons de le leur réserver. Alors la communauté intervient, mais son droit demeure réglé sur le modèle de celui des individus, tant et si bien que la communauté comme personne juridique acquiert une propriété individuelle, à l'égal de tout autre héritier. Nous avons en vue le droit de succes-

tons ce droit de succession en faveur du groupe. Dans le canton de Soleure (art. 747 et 748 du C. de 1887, traduit par Lehr), la succession en déshérence est dévolue à la commune du dernier domicile du défunt, mais la commune est obligée d'en faire bénéficier son hôpital ou les autres établissements de charité. C'est également à la commune qu'est déférée la succession dans le canton de Soleure (art. 553). Dans le canton d'Appenzel, l'article 462 attribue par égale part la succession aux établissements cantonaux, publics d'instruction et de bienfaisance.

En Russie (*Éléments du droit civil russe*, Ernest Lehr), les successions en déshérence des fonctionnaires de l'Université ou de l'instruction publique (art. 982) sont dévolus aux établissements dont ils dépendent ; celle des ecclésiastiques à la caisse ecclésiastique, les religieux du culte romain au couvent dont ils dépendent ; les bourgeois à la ville à laquelle ils appartiennent (art. 885). En résumé, en Russie, on trouve appelées comme héritières, les Universités, les

sion de l'État, des communes, et d'autres corporations... et plus loin page 7 : « Avec les proches parents légitimes, on devra ranger parmi les héritiers l'époux survivant, à raison de la situation faite au conjoint dans la famille moderne ; et les parents naturels de même que la *communauté* de droit public à laquelle appartenait le défunt devrait être compris également parmi les successibles du rang qu'il conviendra de leur assigner. » (Code civil. *Exposé des motifs de l'avant-projet du département fédéral de justice et police*, t. II. *Des successions*. Berne, imprimerie Büchler, p. 5.)

églises orthodoxes ou catholiques, les villes, la caisse des invalides, et même la caisse d'épargne, s'il ne s'est pas présenté d'héritiers dans le délai légal, a droit d'appréhender le capital déposé.

Enfin en France, nous trouvons aussi de nombreux exemples qui prouvent que le groupe peut très bien se voir attribuer une vocation héréditaire sur les biens des personnes qui le composent.

1) *Hospices*. — Les hospices sont des établissements qui ont pour but de soulager les malades, et de venir en aide à certaines infortunes privées (indigents, enfants trouvés ou abandonnés, vieillards dénués de moyens d'existence). Inconnus en droit romain, ils ont été créés dans l'ancien droit. La plupart des anciens statuts leur concédaient un droit de succession sur les biens meubles des personnes qui y décédaient. Telle était la disposition de l'article 34 du règlement de 1522 sur l'hospice des Quinze-Vingts à Paris et celle des statuts de l'hospice de la charité à Lyon, approuvée par lettres patentes du 5 janvier 1729. L'article 17 de ces derniers statuts, accordait un droit d'hérédité à la maison, à l'exclusion des collatéraux sur les biens « meubles et effets mobiliers que les pauvres avaient lors de leur rentrée à l'hôpital, sans qu'ils en puissent disposer entre vifs ou à cause de mort, ni faire aucune promesse,

obligation ou autre contrat, ni acte quelconque sans consentement de l'hospice, à peine de nullité, sauf aux dites personnes à disposer de leurs immeubles ainsi qu'elles aviseront ».

Cette interdiction de disposer a été abrogée virtuellement par la loi du 30 ventôse an XII, article 7 ; la loi civile ayant réglé la question de capacité de disposer et de recevoir ; par suite les statuts, les règlements, les lois romaines, ordonnances coutumes générales et locales en la matière cessent d'avoir force de loi (Cass., 20 juillet 1831, J. E. 10.123, 29 janvier 1836, etc., etc...).

Les hospices ont de nos jours un droit à exercer sur une partie de la succession, en vertu de l'avis du Conseil d'Etat du 14 octobre 1809, approuvé le 3 novembre, inséré au *Bulletin des lois* (B. 248, n° 4.778) et ayant force de loi. Cet avis est ainsi conçu : « Considérant que les droits de l'État sur les successions tombées en déshérence ont été reconnus de tout temps et que la loi des 22 novembre et 1^{er} décembre 1790 et le Code civil n'ont fait que confirmer ce principe incontestable ; que néanmoins les édits et les lettres patentes ont établi en faveur des hospices une exception pour les effets apportés par les malades décédés dans ces établissements ; que cet avantage a toujours été considéré comme un léger dédommagement des dépenses occasionnées par

les malades : Est d'avis que les effets mobiliers apportés par les malades décédés dans les hospices et qui y ont été traités gratuitement, doivent appartenir aux dits hospices, à l'exclusion des héritiers et du domaine en cas de déshérence. »

« Qu'à l'égard des malades, et des personnes valides dont le traitement et l'entretien ont été acquittés de quelque manière que ce soit, les héritiers et légataires peuvent exercer leurs droits sur tous les effets apportés dans les hospices, par les dites personnes malades ou valides, *et que dans le cas de déshérence, les mêmes effets doivent appartenir aux hospices au préjudice du domaine.* »

D'après la loi du 13 pluviôse an XIII, article 8, un droit de succession est encore attribué à l'hospice : « Lorsque les enfants admis dans les hospices décèdent avant leur sortie de l'hospice, leur émancipation et leur majorité, et qu'aucun héritier ne se présente, leurs biens appartiennent en propriété à l'hospice, lequel en pourra être envoyé en possession, à la diligence du receveur et sur les conclusions du ministère public. »

On dit que ce n'est pas à titre successif que les hospices recueillent les biens dont il s'agit. La succession, en effet, est une transmission à titre gratuit ; il n'y a donc pas de succession si l'hos-

pice recueille l'hérédité comme l'équivalent des soins donnés ; d'ailleurs le titre en vertu duquel s'opère cette mise en possession n'est pas qualifié par la loi de pluviôse¹. Enfin les valeurs attribuées aux hospices, en vertu d'une circulaire du 23 juin 1858, n° 2132², ne sont pas sujettes au droit de mutation par décès. Ce n'est donc pas à titre de succession que les hospices recueillent les biens³.

Nous n'admettons pas cette manière de voir. *A priori* on pourrait se demander à quel titre, si ce n'est à titre de succession, les hospices pourraient appréhender tout ou partie des biens du défunt. Ne sont-ils pas tenus comme les successeurs irréguliers de demander l'envoi en possession conformément à la loi de pluviôse. Si cette loi n'a pas qualifié le titre en vertu duquel s'opère la mise en possession, c'est qu'il faut induire, de son silence, qu'elle a entendu faire retour au droit commun de succession.

Dire que la succession est une transmission à titre gratuit et qu'il n'y a pas de succession si l'hospice recueille l'hérédité comme l'équivalent des soins donnés, c'est confondre le mode de dévolution avec le fondement de cette dévolu-

1. Voir Dalloz, 1859,3,55 et D. 1854,2,154.

2. Gaudry, t. II, p. 219.

3. En ce sens Tassain, *Le droit de déshérence*, p. 109 et suiv. Paris, 1897.

tion. Si le législateur a attribué aux hospices un droit héréditaire, c'est qu'il a été guidé par une pensée de justice en les indemnisant, dans une certaine mesure, des frais d'entretien occasionnés par ceux qu'ils ont recueillis ; de même qu'il a estimé conforme au principe de justice, l'attribution faite à la famille du défunt d'un droit héréditaire, de même il a trouvé conforme au principe d'équité, d'accorder à certaines personnes morales un droit sur tout ou partie de la succession ¹. L'argument, tiré de la circulaire du 23 juin 1858, exemptant des droits de mutation par décès, les biens attribués aux hospices, tombe devant cette considération que les circulaires ministérielles n'ont qu'une autorité administrative et n'ont aucun caractère obligatoire en dehors de l'administration chargée de les appliquer.

2) *Caisse des retraites pour la vieillesse*. — Ainsi que son nom l'indique cette caisse est instituée pour permettre aux travailleurs de placer leurs épargnes afin d'avoir une retraite sur leurs vieux jours : cette caisse a été créée par une loi du 18 juin 1850 et modifiée par les lois du 28 mai 1853, 7 juillet 1856, 12 juin 1861, 4 mai 1864,

1. Laurent, t. IV, p. 190. « Leur droit d'hérédité est en quelque sorte une indemnité... La raison en est que ce droit d'hérédité leur est accordé comme un léger *dédommagement* des dépenses que les malades occasionnent. » — Aubry et Rau, t. VI, p. 337, n° 2. — Demolombe, t. XIV, p. 243. — Demante, t. III, p. 130.

20 décembre 1872 et définitivement réorganisée sur de nouvelles bases par une nouvelle loi du 20 juillet 1886 (*Officiel*, 21 juillet 1886) et par un décret rendu en forme de règlement d'administration publique du 28 décembre 1886 (*Officiel*, 20 décembre 1886).

La loi de 1886, dans son article 18, accorde à la caisse un droit de déshérence sur les capitaux réservés dont la caisse eut été débitrice envers les héritiers et les légataires du crédit rentier s'ils se fussent présentés dans les trente ans.

Ces dispositions, qui ne sont que la reproduction de la loi du 10 juin 1850, article 7, et du 12 juin 1861 sont spéciales aux capitaux réservés (art. 7, loi 1850); en cas de déshérence, le capital fait retour à la caisse, art. 10, 12 juin 1861 : « Le capital réservé reste acquis à la caisse des retraites, en cas de déshérence ou par l'effet de la prescription, s'il n'a pas été réclamé dans les trente années qui auront suivi la mort du titulaire de la rente. »

3) *Caisse des invalides de la marine.* — Le droit de déshérence de la caisse des invalides de la marine est réglé par la loi du 30 avril 1791, article 4, n^o 8, qui attribue à ces établissements le produit des successions des marins et autres personnes mortes en mer, les sommes de parts de prises, gratifications, salaires et journées

d'ouvriers et autres objets de même nature concernant le service de la marine.

Les dispositions de la loi du 30 avril 1791 ont été reproduites dans l'ordonnance du 22 mai 1816 qui a établi la caisse des invalides et au terme de laquelle les revenus de cette caisse se composent notamment (art. 5, n° 4) du produit non réclamé des successions des marins et des personnes mortes en mer (Décret du 31 mai 1862, sur la comptabilité publique, art. 787).

Ces textes ont pour résultat d'affecter spécialement au profit de la caisse des invalides, certaines valeurs, dépendant de la succession des marins ou d'autres personnes décédées en mer, consistant en deniers et effets qui appartiennent aux marins ou autres personnes assimilées. Ils confèrent ainsi à la caisse pour les cas qu'ils prévoient, la qualité de successeur irrégulier, à l'exclusion de l'État.

Que faut-il conclure de tout ce que nous venons de dire ? C'est que le législateur par l'institution du droit de succession *ab intestat* s'efforce d'opérer la dévolution des biens du *de cuius ab intestat* selon sa volonté présumée, car une telle solution est conforme à l'utilité sociale. Mais si le législateur, guidé par l'intérêt social, s'efforce d'opérer la dévolution des successions *ab intestat*, de la manière qui croit être celle que

le *de cuius* aurait adopté ; dans la recherche de la volonté présumée du défunt, il se guide sur des principes d'équité et de justice. Parce qu'il croit qu'il peut fonder cette présomption de volonté sur les affections, les intérêts, les aspirations du défunt, il cherche qu'elles peuvent en être les causes. Ces causes, le législateur les tire de certains faits, de certaines situations, de certaines circonstances. Il n'a pas cru que le droit de succession *ab intestat* ne puisse pas exister en dehors de l'affection créée par les liens du sang. Ainsi, lorsque les circonstances créées par l'état social pourront faire considérer la famille, le groupe, comme plus capables d'être la source de l'affection que les liens du sang, le législateur établira la dévolution des successions non d'après une volonté basée sur une affection créée par la parenté, mais sur une affection fondée sur cette idée que le défunt pouvait préférer aux héritiers de son sang, les membres du groupe, parce qu'il a avec eux une communauté de sentiments, d'aspiration et d'intérêts et parce que la prospérité de la famille lui importe plus que celle de ses enfants qui ne sont pas membres de la famille. Nous en avons trouvé un exemple dans la législation romaine où la succession était dévolue non aux héritiers du sang, mais aux membres du groupe formé par la famille, qu'ils soient ou non

du même sang que le *de cujus*. De même lorsqu'un individu meurt sans qu'on puisse lui connaître d'affection créée par la parenté, le législateur croit bien interpréter la volonté du défunt, en attribuant ses biens au groupe auquel il appartenait. Car il est en droit de penser qu'à défaut d'affection pour les héritiers de son sang, le défunt a reporté cette affection sur ce groupe. Cette affection peut se fonder sur une communauté de sentiments d'aspiration et d'intérêts. C'est ainsi que, sous le Bas-Empire romain et en Russie, les biens des membres du clergé morts *ab intestat* sont attribués à l'église à laquelle ils appartenaient. Cette affection peut encore se baser sur des sentiments de reconnaissance, c'est ainsi que les biens des hospitalisés des Quinze-Vingts appartenaient à cet hôpital. Enfin le législateur trouve encore une présomption de volonté dans l'affection que pouvait avoir un défunt membre d'une corporation, pour cette même corporation; parce que les biens d'un membre d'une association professionnelle sont souvent acquis par des moyens que cette corporation met à sa disposition. C'est pourquoi, en Russie, les biens des professeurs morts *ab intestat* sont dévolus à l'université dont ils faisaient partie.

On voit donc qu'en dehors les liens du sang,

il est très facile d'expliquer et de comprendre un droit de succession *ab intestat*. En effet le législateur a institué le droit de succession pour cause d'utilité sociale. Comme nous l'avons dit, le droit de succession est un aliment puissant de l'activité humaine. Par son héritier, l'individu voit en quelque sorte sa personnalité se continuer, son œuvre se poursuivre, et ainsi tout de lui ne disparaît pas avec sa disparition corporelle. Son intérêt personnel d'individuel qu'il serait le plus souvent, devient, peut-on dire, un intérêt collectif. N'est-il pas vrai que presque tous les hommes s'ils n'étaient soutenus par cette idée qu'ils travaillent, non seulement pour eux mais encore pour leurs héritiers qui les continueront en quelque sorte, parce qu'ils recevront leurs biens après leur mort, cesseraient de faire effort et de travailler lorsqu'ils auraient acquis une aisance suffisante pour subvenir à leurs besoins jusqu'à la fin de leur vie. Et, si les hommes cessaient tout travail du jour où ils auraient leur existence assurée ; que de forces perdues pour la société, que d'énergies capables encore d'apporter leur concours au progrès se perdraient dans l'inaction. Aussi le législateur s'efforce d'opérer la dévolution des biens du défunt selon sa volonté présumée, volonté qu'il croit lui être indiquée par les affections que pouvait avoir ce *de*

cujus. Or pourquoi, le législateur ne verrait-il que dans l'affection créée par les liens du sang, l'unique moyen de faire produire à l'institution juridique du droit de succession toute son utilité sociale; pourquoi, à défaut d'une affection basée sur la parenté, ne verrait-il pas dans une affection, ayant d'autre source, un moyen de satisfaire l'intérêt social? Est-ce que l'affection qu'on peut avoir pour le groupe auquel on appartient, soit parce qu'on a avec lui une communauté d'intérêts et de sentiments, soit parce qu'on poursuit avec lui un même but, ne peut pas aussi bien que l'affection créée par les liens du sang, être un puissant moyen d'action pour l'homme. En communion d'idées avec le défunt, le groupe n'est-il pas l'héritier qui fera de ses biens l'emploi le plus conforme à ses désirs, qui continuera le mieux sa personnalité.

CHAPITRE VI

LE DROIT DE SUCCESSION ENTRE ASSOCIATIONS

Façon de le concevoir. — Exemples de cas de successions entre associations.

— Conclusion.

Maintenant, que nous avons vu, que non seulement il était facile d'expliquer, mais encore qu'il existait un droit de succession *ab intestat* fondé sur cette idée, qu'on hérite parce qu'on appartient à un groupe, nous allons montrer que fondé sur cette même idée, un droit de succession *ab intestat* peut exister entre associations.

Nous savons déjà qu'aucun droit ne répugne à la nature de l'association, que selon les exigences de l'utilité sociale on doit la doter d'une personnalité lui conférant plus ou moins de droits. Est-il donc utile que l'association soit dotée du droit de succéder à une autre association? Nous répondrons affirmativement. En effet, toute association cherche de son mieux à atteindre le but qu'elle se propose. Tous ces actes sont con-

formes à sa fin, tous les biens qu'elle acquiert sont employés en vue d'en faciliter la réalisation. Pourquoi lorsqu'elle disparaît ses biens recouvreraient-ils un emploi contraire au but pour lequel elle les a acquis. La société n'est-elle pas tout autant intéressée que l'association à ce que, par exemple, des biens dont les revenus sont employés au soulagement de la misère, soient toujours employés à ce même but. Or, pourquoi une association poursuivant le même but qu'une autre qui vient de disparaître, ne serait-elle pas appelée à lui succéder pour qu'elle puisse continuer à affecter au même usage les biens de l'association disparue. Pourquoi le législateur, qui s'efforce d'opérer la dévolution des successions, selon la volonté présumée du défunt, n'admettrait-il pas que la volonté d'une association qui disparaît est de choisir comme héritière, une autre association qui poursuit le même but qu'elle. Pourquoi, par exemple, une association s'occupant d'assistance n'hériterait-elle pas d'une autre association qui s'occupait elle aussi d'assistance. Ce droit de succession peut se baser sur cette idée qu'elles font partie l'une et l'autre d'un groupe formé d'associations poursuivant un même but. Est-ce que, en effet, la poursuite d'un même but ne peut pas créer une espèce de parenté, est-ce que toutes les associations ayant

pour but l'assistance ne sont pas parentes en quelque sorte.

En somme par ce droit de succession, nous voudrions que les biens d'une association qui disparaît soient dévolus à une ou plusieurs associations qui seraient indiquées par la similitude de leur but avec l'association qui est éteinte. Ainsi, une association d'assistance pourrait hériter d'une autre association s'occupant elle aussi d'assistance, une association protectrice des animaux d'une autre association similaire. Une telle solution serait conforme à la fois à la justice et au droit parce qu'elle éviterait l'arbitraire dans la dévolution des biens des associations.

Ce droit de succession d'association à association, n'est pas d'ailleurs une pure construction juridique, nous allons voir qu'on le trouve à l'état embryonnaire dans plusieurs législations. Nous allons citer de nombreux exemples où nous verrons que la dévolution des biens d'une association se fait en faveur d'une autre association en vertu de cette idée qu'elles poursuivent un but semblable ou à peu près semblable.

Au moyen âge de nombreux exemples de cette théorie s'offrent en grand nombre¹. Plusieurs

1. Ne doit-on pas voir une première application de cette idée dans le passage que nous tirons du Code Théodosien : les empereurs s'approprièrent les biens des temples païens qu'ils supprimaient et les consacrèrent en grande partie à la dotation des églises chrétiennes. N'est-ce pas une dévolution des

conciles ¹ s'émurent des désordres de confréries créées dans un but charitable et souvent religieux, frappèrent d'excommunication les fondateurs et les associés des congrégations illégales, prononcèrent la dissolution de celles-ci et décrétèrent l'emploi de leurs fonds *in pios usus*, c'est-à-dire de la façon dont ces biens auraient dû être employés, selon le but dans lequel ils avaient été acquis.

Un édit d'avril 1664, réunit à l'ordre de Saint-Lazare les léproseries et les maladreries, après la disparition de la maladie connue sous le nom de lèpre : elles en furent séparées en 1693 et leurs revenus affectés aux besoins des pauvres et à diverses œuvres pieuses.

Arrivons au célèbre édit de 1749, pour constater, même à cette époque d'arbitraire, les traces de la théorie que nous développons. L'art. 13 de l'édit, après avoir imposé sous peine de dissolution aux établissements de chapitres, collèges, communautés religieuses, hospices, congrégations, confréries, hôpitaux, etc..... existant antérieurement à 1749, l'obligation de solliciter des lettres patentes d'autorisation ajoute : « nous réservant néanmoins à l'égard de ceux des dits

biens en harmonie complète avec le système qui faisait de la religion chrétienne la religion de l'empire.

1. *Concilium Tolosanum* (1229), *Concilium apud-Campanicum* (1238) *Concilium Bituricense* (1528).

établissements qui subsistent paisiblement et sans aucune demande en nullité formée avant la publication du présent édit de nous faire rendre compte, tant de leur objet que de la nature et quantité de biens dont ils sont en possession pour y pourvoir ainsi qu'il appartiendra, soit en leur accordant nos lettres patentes s'il échet, soit en réunissant les dits biens à des hôpitaux ou autres établissements déjà autorisés, soit en ordonnant qu'ils seront vendus et que le prix en sera appliqué ainsi qu'il est porté en l'art. précédent, c'est-à-dire employé au soulagement des pauvres ou à tels ouvrages publics que nous jugerons convenable. » On voit par les termes de cet édit, que même à cette époque, on avait souci de donner aux biens des associations dissoutes en les attribuant à des associations similaires, le même emploi qu'ils avaient avant.

A la suite de nombreux décrets de suppression rendus pendant la période révolutionnaire, on voit de nouveau cette même idée réapparaître. C'est ainsi qu'un arrêté du 27 prairial an IX, décida que les biens, provenant des fondations relatives à des services de bienfaisance et de charité à quelque titre que ce fut, seraient remis, suivant la nature de leur fondation, aux hospices et aux bureaux de bienfaisance : « les consuls de la République ; vu les lois des 3 et 18 octobre, 5 no-

vembre 1790, 1^{er} mai 1793, 2 brumaire et 28 germinal an IV, vu pareillement les lois des 16 vendémiaire et 20 ventôse an V ; le Conseil d'État entendu ;

Arrêtent :

Art. 1^{er}. Les biens spécialement affectés à la nourriture, à l'entretien et au logement des hospitalières et des filles de charité attachées aux anciennes corporations, vouées au service des pauvres et des malades, font essentiellement partie des biens destinés aux besoins généraux de ces établissements. En conséquence et conformément aux lois des 16 vendémiaire et 20 ventôse de l'an V, l'administration en sera rendue aux commissions administratives des hospices et des établissements de secours à domicile.

« Sont également compris dans les dispositions précédentes, les biens affectés à l'acquit des fondations relatives à des services de bienfaisance et de charité à quelque titre et à quelque dénomination que ce soit. »

Un décret du 12 juillet 1807, appliqua cette idée à un cas particulier : Art. 1^{er}. « Conformément au décret du 27 prairial an IX, les biens et revenus qui ont appartenu à des établissements de bienfaisance, sous le nom de caisse de secours, de charité ou d'épargne, ayant en général pour but le soulagement de la classe

indigente, sous quelque dénomination qu'ils aient existé, sont mis à la disposition des bureaux de bienfaisance dans l'arrondissement desquels ils sont situés ; à la charge de ces administrations de se conformer dans l'emploi de ces biens au but institutif de chaque établissement. »

En 1807 encore, une question d'intérêt pratique considérable se présenta et reçut une solution qu'il importe de retenir, autant à cause des autorités qui eurent à statuer à ce sujet, qu'à raison du principe qu'elle établit désormais d'une façon définitive. On s'était demandé à qui de l'État ou du bureau de bienfaisance on attribuerait les biens et les revenus des caisses de secours affectés aux pauvres d'une communauté d'arts et métiers, quand cette communauté viendrait à se dissoudre. Il fut décidé, par décret en Conseil d'État du 12 juillet 1807, que ces biens faisant essentiellement partie du domaine des pauvres devaient être attribués au bureau de bienfaisance du siège de la société dissoute.

De ces nombreux documents, il ressort surabondamment ce que nous voulions établir : c'est-à-dire que de tout temps on a considéré, comme parentes en quelque sorte, toutes les associations formant un groupe d'êtres collectifs poursuivant un même but, et que sous l'influence de cette idée, le législateur a attribué les

biens d'une association qui disparaît à une autre association poursuivant un but semblable.

Mais, outre cela, il y a pour nous de véritables applications du droit de succession pour les êtres collectifs entre eux. Nous allons voir des exemples d'attribution de biens qui ne peuvent pas s'expliquer autrement.

La loi du 24 mai 1825, sur les congrégations et les communautés religieuses de femmes, art. 7, prévoit l'extinction de ces congrégations. A qui vont les biens ? D'abord à ceux qui les ont donnés. Mais certains biens, ceux acquis par la congrégation à titre onéreux, ne peuvent ainsi faire retour. Alors la loi les donne moitié aux établissements ecclésiastiques, moitié aux hospices du département.

Il semble que c'est bien là une succession. En effet, dans la loi de 1825, l'État n'est pas nommé, on ne peut pas le considérer, un seul instant, comme le propriétaire des biens de l'association défunte.

Le décret du 26 mars 1852, sur les sociétés de secours mutuels, art. 15, prévoit la dissolution. On va restituer aux sociétaires le montant de leurs cotisations, déduction faite des dépenses. S'il reste des fonds, on les distribuera entre les établissements du même genre, existant dans la commune et à défaut dans le département.

De même le décret, supprimant un établissement hospitalier, doit contenir en outre une disposition relative à l'attribution du patrimoine hospitalier. Ce patrimoine doit être dévolu à la personne morale dont le caractère et la spécialité se rapprochent le plus de l'établissement supprimé, s'il s'agit d'un hospice, la dévolution sera faite au profit d'un bureau de bienfaisance (C. d'Ét. int. 12 avr. 1892, legs Heyraud). S'il s'agit, au contraire, d'un hôpital la dévolution aura lieu, depuis la loi du 15 juillet 1893, au profit du bureau d'assistance, institué spécialement par cette loi pour représenter les indigents malades (Cons. d'Ét. int. 5 avr. 1895, hospice de Jussey).

Dans les sociétés de crédit corporatives allemandes du type Raffeisen, on ne fait pas de bénéfices. En cas de dissolution, on trouve seulement un fonds de réserve. Il est déposé à la Banque de l'Empire, et on attend qu'il se fonde dans le village une nouvelle caisse Raffeisen pour le lui attribuer¹.

1. Durand, *Le crédit agricole*, p. 234. » Les statuts des Darlehenskassen disposent donc qu'en cas de dissolution la réserve sera déposée à la banque de l'Empire (Reichsbank) jusqu'au jour où il se refonderait dans le même village une nouvelle caisse de prêts » ; p. 282 : « Puis pour qui donc ces paysans épargnent-ils, lorsqu'ils constituent un fonds de réserve ? Pour les générations qui se succéderont dans la commune ; mais ces générations ce seront leurs enfants, leurs petits enfants. Dans la campagne la population n'est pas flottante, comme dans les villes, et chacun sait bien qu'en travaillant pour la prospérité future de la commune, il travaille pour ses propres descendants. »

Conclusion. — Ces nombreux exemples que nous venons de citer nous montrent, que l'idée d'une succession *ab intestat* entre associations n'a rien de choquant et de paradoxal. Sans doute, si on part des principes, sur lesquels le Code civil a établi le droit de succession, pour analyser la dévolution des biens dans ces divers exemples, on ne peut y voir une succession au sens strict du mot. Mais, si on considère que le droit de succession est l'œuvre du législateur, il est fort raisonnable de dire que nous sommes dans ces divers cas en présence de véritables successions. Car, en somme, pourquoi n'y a-t-il pas succession selon les principes du Code civil, sinon parce que la loi a établi le droit de succession *ab intestat* sur une présomption de volonté basée sur l'affection créée sur les liens du sang. Or nous savons que le législateur a opté pour ce système parce qu'il l'a trouvé conforme à notre état social et à des principes de bien public et d'équité, mais que, si des circonstances nouvelles venaient à imposer une nouvelle solution, il n'hésiterait pas, d'après Portalis, à enlever tout droit à la famille pour donner la préférence à tout autre ordre d'héritiers. Nous sommes donc en droit de croire que, si au moment de la rédaction du Code civil les circonstances sociales l'avaient exigé, le législa-

teur aurait établi un droit de succession entre associations. Cette opinion se trouve confirmée par ce fait que dans un très grand nombre de cas où le législateur a eu à se prononcer sur la question de la dévolution des biens des associations, il a opté pour une solution qui ressemble bien à une succession. Et pour nous, si le législateur n'a pas érigé ces solutions en principe général, c'est parce qu'elles étaient nécessitées par des situations que l'état social d'alors rendait peu fréquentes.

Mais, comme de nos jours, cet état de choses a changé, comme les associations deviennent de plus en plus nombreuses et que par suite la question de la dévolution de leurs biens va se poser plus souvent, il est nécessaire que le législateur indique une solution de principe, qui devra satisfaire l'utilité sociale en même temps qu'elle empêchera tout arbitraire dans le mode de dévolution de leurs biens. Cette solution de principe nous pensons qu'elle doit consister en l'établissement d'un droit de succession entre associations.

DEUXIÈME PARTIE

DE LA DÉVOLUTION DES BIENS DES ASSOCIATIONS A BUT NON LUCRATIF

CHAPITRE PREMIER

POSITION DE LA QUESTION

La dévolution des biens ne se pose pas juridiquement de la même façon pour les associations douées de la personnalité et les associations non douées de la personnalité. — Influence des biens, quant à leur origine, sur la dévolution. — Charges pesant sur les biens de l'association.

Au point de vue juridique, la question de la dévolution des biens des associations à but non lucratif ne se pose pas toujours de la même façon. En effet on peut diviser les associations en deux grandes classes : *les associations douées de la personnalité juridique ou civile et les associations non douées de la personnalité*. Les premières seules sont des *personnes* du droit, c'est-à-dire seules peuvent avoir des droits subjectifs, être propriétaires, créancières... Les secondes sont le néant au regard de la loi, mais elles n'en existent pas moins en fait. Comme l'homme,

l'association a une existence de fait à côté de l'existence juridique ; qui donc songerait à le nier en présence de la puissante vitalité des congrégations non autorisées ? Mais s'il est permis de faire une telle comparaison, les associations non douées de personnalité sont aux associations personnes juridiques, ce que l'esclave est au citoyen, à l'homme libre, elles ne peuvent avoir ni la jouissance, ni l'exercice des droits civils, elles ne peuvent en particulier être propriétaires. Cependant, comme l'esclave, elles ont néanmoins une existence de fait que l'octroi de la personnalité ne saurait leur conférer en même temps que la capacité juridique. En effet, de même que la loi n'a pas le pouvoir de créer, d'appeler à la vie l'esclave ; de même elle n'a pas le pouvoir de créer et d'appeler à la vie l'association ; lorsque l'État confère l'exercice et la jouissance des droits civils à l'esclave et à l'association, il ne fait que compléter et faciliter leur vie réelle, par l'adjonction des prérogatives qui sont attachées à la vie juridique. C'est ce que constataient les grands juristes classiques de Rome, lorsqu'ils proclamaient l'esclave, en droit naturel, *sui juris*, tandis que le droit civil les rangeait parmi les choses. De nos jours certains auteurs, comme Gierke¹, voient dans l'association un or-

1. *Die Genossenschaftstheorie* (1887).

ganisme volontaire, basée sur une volonté commune distincte de celle des associés *ut singuli*². Il laisse de côté les analogies contestables pour s'en tenir logiquement à des principes certains. Les individus, en s'associant, forment une personne collective réelle. Donc en conclut-il, l'État ne crée point les personnes dites morales, elles sont œuvres de l'autonomie de la volonté des individus. La puissance publique, pas plus qu'elle ne tire du néant les personnes physiques, ne saurait en tirer les personnes morales (*reale gesammt person*). Lui reconnaître ce pouvoir exorbitant de créer des citoyens, c'est violer à la fois le bon sens et la raison juridique. Ce qui reste vrai, c'est que, comme organe du droit, elle peut poser une règle de droit reconnaissant l'existence d'un nouvel être juridique. Mais alors, elle ne fonctionne que comme organe du droit appliquant la loi ou l'étendant à une situation nouvelle.

La loi allemande sur les associations, en spécifiant dans son § 71, al. 1, que l'immatriculation d'une association ne change pas sa nature, n'a-t-elle pas reconnu ainsi, qu'après comme avant cette opération, il existe une personne juridique

2. D'après M. Boistel, l'élément réel qui constitue une personne morale est : « Le faisceau des volontés des associés, en tant que ces volontés se dirigent d'accord vers le but social. » (*Cours de philosophie de droit*, t. II, n° 314.)

dans toute l'acceptation du terme et que loin de tirer l'association du néant, l'approbation gouvernementale lui confère tout simplement une étiquette plus avantageuse ?

De même voici en quels termes s'exprime M. Saleilles dans une remarquable étude « sur le domaine public à Rome et son application en matière artistique » : « Aujourd'hui toute société » nous apparaît comme un faisceau d'intérêts » particuliers unis pour la réalisation d'un but » commun : la résultante se présente à nous » comme une volonté idéale et unique représentant l'intérêt général qui s'en dégage et » servant de fondement à tous les actes de la » vie juridique. C'est à peine si l'on peut encore » attribuer le caractère de fiction à une conception de ce genre, car très certainement cette » volonté idéale correspondant à la part d'intérêts » communs qui se retrouvent chez chacun » des ayants droit, est supposée exister réellement chez tous, et devrait s'y trouver à coup » sûr si tous étaient suffisamment éclairés et » pouvaient avoir la claire vue de ce qui revient » et convient à l'ensemble. Quoi qu'il en soit, il » y a bien réellement chez chacun comme un » dédoublement de la volonté et du sujet juridique, l'un qui concerne l'individu seul, l'autre » qui se considère comme membre d'une collec-

» tativité et qui agit comme partie de l'ensemble,
» rien de plus concret que toutes ces choses, ce
» sont des faits intimes qui relèvent de l'analyse
» psychologique autant que de l'analyse juridi-
» que. Une seule chose reste en défaut, c'est
» de donner une expression et des organes à
» cette volonté commune et unique, que chacun
» porte en soi et représente pour sa part ; c'est
» en cela et à cet égard seulement, que la per-
» sonne morale peut être considérée et dite arti-
» ficielle et de création juridique. Au fond elle
» existe à l'état virtuel, elle est de droit naturel
» et n'a rien de fictif. »

De même encore M. Lainé nous dit ¹ : « L'être
» juridique est composé d'éléments humains
» sans lesquels il ne sera pas né, dont le renou-
» vellement incessant lui donnera la durée, dont
» la force ou la faiblesse le rendra fort ou dé-
» bile, et dont la disparition, s'ils viennent à se
» dissoudre, le fera rentrer dans le néant. As-
» surément il a fallu la volonté et la puissance
» de la loi pour conférer à cet être la vie juridi-
» que ; c'est pourquoi ce n'est qu'une personne
» civile. Mais de son côté la loi n'aurait rien
» pu faire si elle n'avait pas eu sous la main la
» matière humaine qu'elle a mise en œuvre. »
Et plus loin « les personnes morales ne sont

1. Lainé, *Revue de droit international privé*, 1893, p. 279.

» que des modalités des personnes physiques. »

Mais en matière d'association, nous en sommes encore au temps de la République romaine où, à côté des citoyens (*civis Romanus*) on comptait une infinité d'autres catégories de personnes physiques : les *Latini Veteres*, les *Latini juniani*, les *perigrini cum et sine certa civitate*, les *dediti*, les gens des cités alliées ou sujettes, les esclaves, les affranchis et enfin les barbares. Chez nous à côté de la société commerciale, être moral du droit privé, du syndicat professionnel, ou de la commune ou de l'hospice, personnes morales publiques dûment reconnues, nous rencontrons la société de musique, approuvée par la préfecture de son département, la congrégation non autorisée, le syndicat irrégulier qui n'a pas effectué le dépôt de ses statuts à la mairie, et l'association de plus de vingt personnes, non habilitée par une autorisation préfectorale. Chacun a un statut personnel différent. Elles constituent des *cives minuto jure*. Il nous faut remarquer ici que nous avons une preuve que le droit est postérieur au fait¹. L'autorité publique en présence des nombreuses associations qui se créent pour satisfaire les nou-

1. M. Larnaude à son cours développe cette idée que le droit est postérieur au fait : « L'existence en commun des hommes, dit-il sur une partie limitée du monde, constitue un problème d'ordre politique, économique, religieux. Les rapports politiques, économiques, religieux préexistent au droit. Le droit ne peut que les suivre » (D'après les notes prises à son cours 1900-1901).

veaux besoins sociaux, doit mettre à leur service le droit qui leur donnera les moyens de remplir leur rôle social et qui règlera les rapports créés par l'existence de fait de ces nouveaux éléments de la société. C'est ainsi qu'en Allemagne, la théorie, connue sous le nom de *théorie de la main commune* (*Zur gesamten Hand*), a été construite par la coutume et la tradition avant d'être sanctionnée par l'art. 34 du Code civil ¹. De même une décision du 23 décembre 1887, du tribunal supérieur de Bavière, nous montre que l'autorité publique, après avoir été amenée par la force même des choses à constater l'existence réelle de fait de l'association, est insensiblement conduite à lui reconnaître la personnalité civile. Il s'agissait dans l'espèce d'une association de citoyens (*Bürger Verein*). Il n'y avait pas là, disent les attendus de l'arrêt, une société romaine à cause de l'influence prépondérante de la majorité, du manque de participation aux bénéfices, de la continuation en dépit de la mort d'un ou plusieurs des associés, et de la durée du lieu social dépendante de la majorité et non d'une volonté individuelle. Par conséquent, déclare la Cour, nous sommes en présence d'un être sujet de droits et

1. Voir l'exposé de la théorie de la main commune plus loin chapitre VI, p. 177. Et l'étude de M. G. Cahen dans la *Série d'études sur le droit d'association dans les législations étrangères*.

d'obligations, auquel s'appliqueront les règles de la personnalité juridique et qui sera complètement indépendant de la personnalité des membres de la société ou de son comité.

Mais, de même que pendant longtemps, il y a eu des hommes citoyens et des hommes esclaves, de nos jours il y a des associations qui sont personnes juridiques et d'autres qui ne le sont pas, c'est-à-dire qui ne peuvent pas avoir de droits civils. Ainsi il semble donc que la question de la dévolution des biens ne doive se poser que pour l'association douée de personnalité, puisque dans ce cas seulement nous sommes en présence de la mort d'un propriétaire. Cependant, dans la pratique cette question se pose pour les associations non douées de personnalité, lorsqu'elles disparaissent en tant qu'associations douées d'une existence de fait. Mais elle ne se pose pas juridiquement de la même façon et ne peut par cela même recevoir une même solution juridique. Aussi nous examinerons d'abord la question de la dévolution des biens des associations personnes juridiques et ensuite celle des associations non douées de la personnalité.

Mais avant d'aborder l'étude des principes sur lesquels peuvent se baser la dévolution des biens des associations, il faut examiner certains faits qui peuvent influencer sur le mode de dévolution.

Ainsi il faut examiner les biens possédés par l'association, car non pas leur nature, mais leur origine influe sur le mode de dévolution. Cela n'est d'ailleurs pas particulier à l'association, dans certaines législations¹ pour opérer la dévolution des biens d'un *de cujus*, il faut rechercher qu'elle est leur provenance pour attribuer aux héritiers de la ligne paternelle les biens venant de cette ligne et aux héritiers de la ligne maternelle ceux en provenant. Si on examine les biens d'une association, on peut les classer en trois catégories : 1° les biens acquis à titre gratuit, soit par donations, soit par legs ; 2° les biens provenant des cotisations payées par les associés ; et 3° les biens acquis à titre onéreux. Pour tous ces biens la dévolution peut ne pas être la même. Ainsi la dévolution des biens des deux premières catégories peut se trouver réglée, soit par une clause de retour en faveur du donateur ou de ses ayants droit, soit par une vocation particulière des membres de l'association sur le montant de leurs cotisations, comme dans les sociétés de secours mutuels. D'autres fois il peut y avoir des charges sur les biens de l'association. Ainsi, on considère qu'il est juste de four-

1. Ainsi dans notre ancien droit on appliquait la maxime *paterna paternis, materna maternis*. Au XVIII^e siècle, cette règle était admise dans tout le pays coutumier, à l'exception de quelques coutumes du Nord, dont Merlin nous donne l'énumération dans son répertoire. V. *Paterna, paternis*, sect. II, § 2.

nir une pension à ceux qui vivaient de l'association, comme on le fait, par exemple, pour les membres d'une congrégation dissoute.

Ce sont autant de questions, purement créées par les faits, que nous aurons à étudier.

Disons enfin que, naturellement, avant toute attribution de biens il faut réserver les droits des créanciers de l'association. Ainsi nous arrivons à poser la question de cette façon : à qui est dévolu l'actif libéré de toutes charges et sur quels principes cette dévolution sera-t-elle basée ? C'est par là que nous allons commencer.

Quand un individu meurt, la dévolution de ses biens est réglée par le Code civil. La loi, nous l'avons dit, dans notre première partie, pour des motifs d'utilité sociale, a voulu laisser à l'homme la libre disposition de ses biens. Mais que la succession soit dévolue d'après la volonté présumée du défunt, par un droit de succession *ab intestat*, ou qu'elle le soit d'après la volonté expresse du défunt exprimée dans son testament, on est toujours en présence de la loi. Il ne faut pas craindre de le répéter, si le défunt peut disposer de ses biens par testament, c'est parce que la loi l'y autorise¹. En dehors de celle créée par la loi², il

1. Voir notre première partie le développement de cette idée, chapitre IV, p. 52.

2. « La société est donc en droit de refuser à ses membres, dans tel ou tel cas, la faculté de disposer arbitrairement de leur fortune. Le même pouvoir

ne peut exister de vocation héréditaire, et on peut dire que chaque testament est une loi, en ce sens que le législateur, au lieu de faire une loi pour sanctionner l'attribution des biens pour chaque succession, a dit une fois pour toutes, que l'homme aurait la libre disposition de ses biens. Une telle opinion est conforme à la fois avec les principes de l'histoire du droit et avec ceux de notre droit positif. Ainsi pour la majorité des auteurs, en droit romain, le testament *calatis comitiis* est une loi véritable¹. Le testateur communique au peuple et aux pontifes ses dernières volontés. Le peuple et les pontifes en apprécient l'opportunité et l'équité. Ils jugent et ils prononcent ; par un vote, ils ratifient ou ils repoussent les dispositions testamentaires qui leur sont communiquées. Le testament est un acte législatif, aussi Papinien pouvait-il dire que le testament relève du droit public et non du droit privé. (Dig. 1,3 — XXVIII — 1.) Dans notre droit positif, le législateur a renoncé à apprécier

qui fixe les règles testamentaires, peut interdire en certaines circonstances, les testaments mêmes ou en limiter étroitement les dispositions, il peut déterminer par sa volonté souveraine un ordre constant et régulier dans les successions et les partages. » Discours de Mirabeau lu par de Talleyrand, déjà cité.

1. Voir thèse de M. Querenet, *Études sur les différentes formes du testament à Rome*. Paris, 1881, p. 17. — « Le consentement (des curies) pouvait être refusé et il l'a même été souvent » dit Mommsen, *Histoire romaine*, t. I, p. 207. — « Sur l'avis des pontifes, dit M. Accarias, les curies rejetaient ou votaient les dispositions du *pater familias* qui, dans ce dernier cas, se transformaient en une véritable loi. »

l'opportunité et l'équité des dispositions testamentaires. Mais au fond on peut dire que la situation est toujours la même, au lieu d'une approbation expresse, nous sommes en présence d'une approbation tacite¹. Nous en voyons une preuve dans l'institution juridique de la *réserve*. En effet, le législateur, par cette institution, semble bien dire, j'approuve et je sanctionne d'avance, comme opportunes et équitables, toutes les dispositions testamentaires, pourvu que dans certains cas une part soit attribuée à certaines personnes². Si le testateur ne respecte pas les conditions imposées par la loi, elle intervient alors pour modifier ses dispositions testamentaires. C'est-à-dire, tout testament est toujours sanctionné par la loi, qui n'intervient réellement que dans les cas où sa volonté est contraire à celle du testateur. En somme la loi est l'unique source à laquelle il faille remonter pour trouver les principes directeurs de la dévolution des successions.

Pour savoir comment doit se régler la dévolution des biens des associations, il faut donc interroger la loi. Mais, si depuis longtemps, les droits de l'homme ont été nettement définis, il

1. Pour le développement de cette idée voir dans notre première partie le chapitre IV : *Le droit de succession est l'œuvre du législateur*, p. 52. — Et Greif, thèse Paris, *Les droits de l'État en matière de succession*.

2. Celles que la loi désigne sous le nom d'héritiers réservataires.

n'en est pas de même de ceux de l'association. On le sait le droit est postérieur aux faits, et jusqu'alors les associations n'avaient pas joué un rôle assez important dans la société pour que le législateur ait eû à se préoccuper de déterminer leur condition juridique aussi nettement qu'il l'a fait pour celle de l'homme. D'un autre côté, nos institutions juridiques, qui règlent la condition de l'individu, ne se sont pas dégagées d'un seul coup, elles sont sorties d'une longue et patiente élaboration due à la fois à la législation, à la jurisprudence et à la doctrine. Il doit donc en être de même pour institutions qui régleront la condition juridique de l'association. En matière d'association, le droit est encore dans une période d'indécision et de tâtonnement. Ainsi jusqu'à la loi du 1^{er} juillet 1901, sauf quelques lois spéciales visant certaines associations, il n'y avait point dans nos codes de dispositions pour régler la dévolution des biens des associations. Cette loi même, n'a pas posé un principe unique, sur lequel on puisse baser le mode de dévolution de toutes les associations, car elle n'a pas abrogé certaines lois spéciales qui fixent pour les associations qu'elles visent, un mode particulier de dévolution. En un mot, le législateur n'est pas encore arrivé à dégager le principe juridique unique, sur lequel reposera la dévolution des

biens des associations comme il l'a fait pour la dévolution des biens de l'individu. Dans le silence de la loi ou en présence des solutions différentes données par elle, la doctrine propose divers systèmes. Ces divers systèmes de la législation et de la doctrine, nous allons les étudier et les apprécier, en essayant de voir s'il n'est pas possible d'en dégager une théorie, qui indiquera le principe juridique unique sur lequel doit être basée cette dévolution.

On peut classer les diverses solutions proposées en trois systèmes. Un premier, s'appuyant sur les art. 713 et 539 du Code civil, prétend que la dévolution des biens de l'association doit s'opérer en faveur de l'État. Un deuxième système laisse aux associations le droit de déterminer la dévolution de leurs biens, soit par une clause de leurs statuts, soit par une décision de l'assemblée générale. Et un dernier système¹, purement

1. Ainsi voici ce que dit M. Larnaude à son cours : « Un droit spécialement se rattache aux droits de famille : C'est le droit de succession. Ici encore on pose en axiome que le droit de succession *ab intestat* ne se conçoit pas pour les associations puisqu'il repose sur les liens du sang. C'est mal raisonner. On peut trouver dans les législations, des attributions de biens faites à des associations, et qui ne peuvent s'expliquer autrement que par l'idée large, de succession... Mais outre cela, il y a pour moi de véritables applications du droit de succession pour les êtres *collectifs entre eux*... Si l'association se développe, si elle se rattache plus étroitement à ceux qui la composent et inversement si ceux qui la composent se lient étroitement, il pourra se développer un véritable droit de succession dans le sens strict du mot. On peut préférer l'association, pour héritière, à des parents inconnus. En outre, ce droit de succession dans le sens strict du mot, pourra aussi se développer entre les asso-

doctrinal encore, croit voir dans un droit de succession fondé sur les mêmes principes que le droit de succession entre individus, la solution la plus conforme au droit, à l'équité et à l'utilité sociale. Les partisans de ce système prétendent trouver des tendances en ce sens dans certaines dispositions législatives, car selon eux, elles ne peuvent s'expliquer autrement au point de vue, non du droit positif, mais du droit pur. Quant à nous, nous croyons que c'est vers cette solution que le législateur devrait s'acheminer.

ciations entre elles. Cette idée n'est pas paradoxale. Car, dans la succession proprement dite, on succède parce qu'on fait partie d'un groupe, la famille. »

De même Gierke admet le droit de succession entre associations (*Die Genossenschaftstheorie*) : « L'être collectif dit-il peut être titulaire, même de droits de famille, car la famille que forme-t-elle en fait, sinon une association particulière. »

CHAPITRE II

DE LA DÉVOLUTION DES BIENS DES ASSOCIATIONS EN FAVEUR DE L'ÉTAT

D'après un premier système : en vertu des articles 713 et 539 du Code civil les biens doivent faire retour à l'État. — Discussion de l'Assemblée Constituante sur l'attribution des biens de l'église à l'État. — Les diverses formes de cette doctrine. — Leur réfutation.

D'après un premier système, à leur disparition, les associations n'ayant pas d'héritiers légitimes, rien ne s'oppose à faire à leurs biens l'application des articles 713 et 539 du Code civil, — Art. 713 : « Les biens qui n'ont pas de maître appartiennent à l'État. » Art. 539 : « Tous les biens vacants et sans maître, et ceux des personnes qui décèdent sans héritier ou dont les successions sont abandonnées appartiennent au domaine public. »

Ce système est très simple et très juridique puisqu'il s'appuie sur des principes du droit positif. Mais si au point de vue du droit abstrait on ne peut guère l'attaquer, il n'en est pas de même dans la réalité concrète des choses. En

effet, dans la pratique il se mêle une idée politique : l'État a le pouvoir de dissoudre les associations, ne peut-on pas craindre que le désir de s'emparer de leurs biens ne le pousse à abuser d'un tel droit. Voilà le grand danger présenté par ce système surtout dans les législations où le pouvoir exécutif a le droit de dissoudre les associations. Aussi nulle part, on a appliqué cette solution aussi radicalement. On a essayé d'en atténuer la rigueur et de la justifier par d'autres théories. Ce sont ces théories que nous allons pouvoir apprécier, en étudiant les discussions de l'Assemblée constituante, sur l'attribution des biens de l'église à l'État.

En présence des embarras financiers avec lesquels elle se trouvait aux prises, l'Assemblée constituante s'attaqua à la dotation du clergé, dont les richesses formaient un contraste frappant avec le délabrement des finances publiques. Le clergé, qui avait abandonné les dîmes et les droits casuels devant l'expression du vœu national, n'entendait point abandonner de même ses biens ou bénéfices. Mais l'Assemblée songea bien vite à s'emparer des biens du clergé pour combler le déficit. Une discussion s'engagea sur la motion de Talleyrand, évêque d'Autun, qui proposa la vente de ces biens. Mirabeau, après lui, demanda : « Qu'il soit déclaré que tous les

biens du clergé sont propriété de la nation, sauf à pourvoir d'une manière convenable à la décence du culte et à la subsistance des ministres des autels. » L'Assemblée adopta cette proposition, et décréta : « Que les biens ecclésiastiques sont à la disposition de la nation, à la charge de pourvoir d'une manière convenable, aux frais du culte, à l'entretien de ses ministres, et au soulagement des pauvres sous la surveillance et d'après les instructions des provinces. »

L'adoption de cette proposition donna lieu à des débats très intéressants à cause des théories émises pour la justifier. L'abbé Maury et Mira-beau y trouvèrent l'occasion de lutter de talent et nombreux furent les orateurs qui vinrent à la tribune parler pour ou contre la proposition ¹. L'abbé Maury, prenant la défense des biens du clergé, alléguait « que l'église avait acquis » très légitimement les biens qu'elle détenait, » que ces acquisitions n'avaient jamais été con- » testées par l'État et que si, en 1666 et en 1749 » des édits royaux avaient soumis à la nécessité » de l'autorisation royale l'acceptation des libé- » ralités faites à l'église, ces édits ne pouvaient » avoir d'effet rétroactif pour tout ce qui avait

1. A ce sujet voir *Assemblée nationale*, t. IV. — Imprimerie Mames, Angers. Les principaux orateurs furent d'un côté : Garat, de Montlosier, abbé Dillon, Barnave Thouret, Treilhard, Dupont ; de l'autre Le Camus, abbé d'Eymar etc... — Buchez et Roux. *Documents parlementaires*, t. VIII, IX, X.

» acquis antérieurement à leur date ». Il ajoutait :
« On nous a donné nos biens ; les actes des fon-
» dateurs existent, ce n'est point à la nation,
» qui n'est comme le clergé lui-même, comme les
» hôpitaux, comme les communes qu'un corps
» moral, ce n'est même pas au culte public que
» ces dons ont été faits ; tout a été individuel
» entre le donateur qui a légué et l'église qui a
» reçu ; on ne connaît aucun don générique fait
» à l'église. Si les rois ont donné à l'église, ils ont
» aussi gratifié la noblesse en lui accordant des
» fiefs ou des biens à cens ; ces bénéfices mili-
» taires qui sont héréditaires aujourd'hui, se-
» raient donc soumis au retrait absolu, comme
» les bénéfices ecclésiastiques ? » Mirabeau ré-
pondit que la société avait le droit incontestable
de détruire dans le clergé sa qualité d'ordre, de
corporation, de personne morale. Cette qualité
n'était, en effet, qu'un attribut politique et civil,
conféré par l'ancienne monarchie ; or, un attribut
politique et civil d'un corps de l'État, est livré
par sa nature à l'appréciation de la société léga-
lement représentée. Évidemment la société
n'avait pas le droit de détruire la religion elle-
même, mais elle pouvait détruire dans le clergé
sa qualité politique et civile d'ordre et de corpo-
ration ; de personne morale. Les individus
n'étant plus désormais que des citoyens par

rapport à la société, ne pouvaient plus posséder et acquérir qu'individuellement. Dès lors c'était à l'État que devait revenir naturellement par droit de déshérence, le patrimoine d'une corporation éteinte. « L'une des questions, disait Mirabeau, est de savoir si, en dissolvant le corps du clergé pour le réduire à ses premiers éléments, pour n'en former qu'une seule collection d'individus et de citoyens, les biens de l'église peuvent être regardés comme des propriétés particulières. Les rois n'ont pas doté les églises dans le même sens qu'ils ont enrichi la noblesse, ils n'ont voulu pourvoir qu'à une dépense publique. Aucune loi nationale n'a constitué le clergé en corps permanent dans l'État; aucune loi n'a privé la nation du droit d'examiner s'il convenait que les ministres de sa religion formassent une aggrégation politique, existante par elle-même, capable d'acquérir et de posséder; de simples citoyens en donnant leurs biens au clergé, et le clergé en les recevant, ont-ils pu créer un corps dans l'État, lui donner la capacité d'acquérir, priver la nation du droit de le dissoudre? Tous les membres du clergé sont des officiers de l'État, le service de l'autel est une fonction publique, comme le magistrat et le soldat, le prêtre est à la solde de la nation. » Donc, pour Mirabeau,

si l'église a reçu des dons, c'est parce qu'elle remplit une fonction sociale et cette idée une fois émise on en tire les conséquences suivantes.

L'église ne possède qu'à titre de fonction sociale et même elle n'est qu'une distributrice ; et la nation qui est souveraine, peut changer en la dépossédant, le mode de distribution, à la condition de pourvoir à l'accomplissement de la fonction. Poussant encore plus loin le développement de cette idée, on en arrive à dire que puisque l'État peut reprendre ces biens quand bon lui semble, l'église n'est nullement propriétaire, mais que ses biens appartiennent à l'État qui lui en a délégué la jouissance. Ainsi Barnave dit : « Deux questions paraissent naître de la » motion présentée. Le clergé est-il propriétaire » et la nation peut-elle fixer les fonds pour la » dépense du culte ? Les biens du clergé lui » viennent de deux sources, ou bien la nation » les lui a attribués et c'est là un salaire, où ils » ont été donnés par les fondateurs. Or les fondations sont pour les pauvres et les hôpitaux ; » dans les mains du clergé c'est un dépôt et rien » de plus.

» Mais si c'est à la nation de soulager les » pauvres, à fournir à l'entretien des églises, » c'est à la nation que ces biens ont été donnés, » le clergé n'est que le distributeur ; la nation

» peut donc changer le mode de distribution. »

Après Barnave, Tieilhard pourra dire naturellement : « Si un établissement public est sup-
» primé, à qui passe la disposition des biens ? A
» la nation. Elle est donc propriétaire de ces
» biens puisqu'elle est libre de les prendre quand
» elle veut. Il est plus simple et plus loyal de
» déclarer, dès à présent la nation propriétaire
» que de reconnaître dans les hospices un droit
» de propriété dérisoire, car celui-là seul est
» véritablement propriétaire qui peut user,
» abuser et disposer. »

Ces théories, émises pour justifier l'attribution des biens de l'église à l'État, sont aussi celles invoquées pour légitimer le retour des biens de l'association à l'État. On dit que les personnes juridiques ne sont pas propriétaires. Elles possèdent par délégation de l'État, en son nom, à titre de fonction sociale. Donc l'État, organe essentiel, général, et impérissable de la société, prendra les biens de ces personnes morales à leur dissolution.

Si au point de vue juridique, on ne peut guère attaquer le raisonnement qui consiste à dire que les biens des associations doivent faire retour à l'État comme biens sans maître, il n'en est pas de même de celui qui consiste à dire que les personnes juridiques n'ont pas un véritable droit

de propriété sur leurs biens. Étrange manière de voir en effet ! tant qu'elles existent les associations peuvent user, abuser et disposer de leurs biens, donc elles en sont propriétaires. Quant à la nation elle ne peut les prendre qu'après avoir supprimé la personne civile et non pas directement ; ce n'est pas comme propriétaire qu'elle recueille, mais c'est par suite du droit de déshérence. Pourquoi d'ailleurs l'État pourrait-il être propriétaire et non pas l'association, puisque en somme l'un et l'autre sont des personnes morales ; nous ne voyons pas les raisons pour lesquelles l'État pourrait posséder comme personne morale et l'association ne le pourrait pas étant elle aussi une personne morale. D'autre part qu'une association possède parce qu'elle doit remplir une fonction sociale ; cela ne peut l'empêcher d'être propriétaire réellement, car si cela pouvait l'en empêcher, on pourrait dire encore que l'État n'est pas propriétaire non plus, puisqu'il possède, lui surtout, à titre de fonction sociale. Mais, comme on croit nécessaire à la justification de ce système, de ne pas reconnaître à l'association un droit de propriété ; on cherche un autre propriétaire des biens. Le propriétaire, dit-on, n'est pas l'association c'est le but poursuivi par elle. C'est la fonction elle-même qui possède et non pas l'association qui n'est que

son représentant. Aussi quand une association disparaît, c'est le distributeur qui disparaît et tout simplement l'État intervient, parce qu'il représente la fonction sociale par excellence. D'ailleurs, ajoute les partisans de cette théorie, pour parer au danger qu'on peut voir dans le pouvoir de dissolution qui appartient à l'État, lorsqu'il recueille les biens d'une association, il doit leur conserver l'affectation qu'ils avaient avant.

Cette doctrine est sans doute fort ingénieuse. Mais on ne saurait admettre que le but de l'association soit propriétaire et non l'association ¹. C'est confondre la destination des biens avec la volonté qui les attribue à leur destination. Si l'association acquiert des biens pour les employer à un but déterminé, ce n'est pas une raison suffisante pour dire que c'est le but auquel ils sont affectés qui en est le propriétaire. Si cela était vrai, du fait même que des biens seraient affectés à un but quelconque, leur propriété passerait à ce but ; ainsi les crédits affectés

1. D'après Puchta (*Rechtslex*, III, 65) et Windscheid *Pand.*, §§ 49 et 57). Le but que la personne morale est destinée à réaliser constitue lui-même l'être fictif auquel les droits sont attachés. C'est à ce but, à la raison d'être de la personne morale qu'appartiendrait la propriété. Ainsi dans les fondations de bienfaisance ce serait le désir de secourir les pauvres, l'idée de charité qui serait personnifiée. C'est avec raison qu'Unger (*Kritische Ueberschau*, VI, 171) fait observer qu'un but est toujours quelque chose d'objectif, quelque chose à poursuivre, à atteindre et qu'il n'est pas possible de le considérer comme étant à la fois sujet et objet, puisqu'un but ne se poursuit pas, ne s'atteint pas lui-même.

à une dépense publique ne seraient plus possédés par l'État, mais par la dépense à laquelle ils ont été affectés. On ne peut voir tout au plus dans cette affectation qu'une charge sur les biens.

Enfin les partisans du retour des biens de l'association à l'État donnent une autre justification de leur doctrine. Ils ne contestent pas le droit de propriété de l'association sur ses biens, mais disent-ils, cela est indiscutable, ces biens doivent faire retour à l'État en vertu des articles 713 et 539 du Code civil. Cependant si ce droit de retour est indiscutable on peut néanmoins le réglementer : « Le plus souvent, dit M. Piebourg ¹, l'acte » de suppression contiendra le mode d'emploi et » l'affectation des biens recueillis par l'État ; » son devoir sera de les appliquer, dans les » limites du possible, à satisfaire le but cherché » par les fondateurs ou les corporations.

» Envisagé sous cet aspect, l'État n'apparaît » plus comme un spoliateur, mais comme un » grand auxiliaire.

» Ainsi que l'État supprime un hospice, » il n'y aura pas pour cela, absorption des biens » de l'hospice dans le domaine de l'État ; car » le service de la charité publique n'est pas sup- » primé du même coup. L'État en réunissant » les biens de l'hospice à son domaine, leur

1. Piebourg, *De quelques questions sur les personnes civiles.*

» conserve leur destination et transporte simple-
» ment des attributions de l'hospice dans celle
» du gouvernement la mission d'employer ces
» biens en vue de leur affectation charitable. »

« Tel est ou tel devrait être le régime
appliqué à toutes les personnes civiles. »

Cette doctrine, ainsi présentée, a le mérite de mettre d'accord les principes du droit civil et les principes d'équité, puisqu'elle pare le danger de spoliation de la part de l'État. Mais nous ne pouvons l'admettre et d'ailleurs sauf la loi de 1875 (art. 12), qui, après avoir décidé que les biens acquis à titre onéreux par les établissements d'enseignement supérieur seraient, *sauf en cas de dévolution réglée par les statuts*, attribués à l'État, ajoute : « Il sera fait emploi de ces biens pour les besoins de l'enseignement supérieur par décrets rendus en Conseil d'État, après avis du conseil supérieur de l'instruction publique », lorsque le législateur s'est occupé de donner une solution à notre question, il ne l'a pas fait en ce sens. D'ailleurs ce que nous reprochons à cette doctrine, ce n'est pas de n'être pas conforme aux principes du droit civil, c'est au contraire de l'y être trop. En effet, il n'y a pas dans notre droit civil de disposition s'occupant de la dévolution des biens des associations, or pour la trancher

il ne faut donc pas invoquer des principes posés pour d'autres matières, mais rechercher quels sont les principes que le législateur doit introduire dans le code pour la régler. En effet chaque matière spéciale, doit être réglée par des principes juridiques particuliers, en rapport avec sa nature. D'ailleurs, si l'État doit recueillir les biens de l'association pour les attribuer à des associations poursuivant un but semblable à celui de l'association défunte, ou pour n'en avoir pas la libre disposition puisqu'il doit continuer leur affectation ; pourquoi le conserver comme intermédiaire. Pourquoi, par exemple, la loi ne poserait-elle pas en principe général ce qu'elle a déjà fait pour un cas particulier dans la loi du 24 mai 1825¹ sur la dévolution des biens des congrégations de femmes (art. 7)... « Quand aux biens qui ne feraient pas retour, ou qui auraient été acquis à titre onéreux, ils seront attribués et répartis, moitié aux établissements ecclésiastiques et moitié aux hospices des départements dans lesquels seraient situés les établissements². » Cette solution évite le reproche que nous allons encore faire à cette théorie, qui ne fait que parer en apparence au

1. De même l'art. 15 du décret du 26 mars 1852 sur les sociétés de secours mutuels.

2. Remarquons que ce n'est pas à l'État, mais *directement* à d'autres établissements que sont attribués les biens.

danger de confiscation par l'État. En effet, ou l'État, comme il l'a fait pour les biens de l'Église, gardera les biens en prenant l'engagement de continuer leur affectation et il sera tenté de faillir un jour ou l'autre à son engagement, ainsi on parle tous les jours de supprimer le budget des cultes ; ou bien il attribuera les biens de l'association à une autre dont le but sera sans doute semblable, mais qui cependant, n'aura pas, dans la poursuite du but un même esprit et alors il pourra y avoir une spoliation d'un genre particulier. C'est ce qu'a dit fort bien M. Lucien Brun, lors de la discussion de la loi de 1875, sur la Liberté de l'enseignement supérieur : « Un établissement » d'enseignement supérieur est fondé, disait » M. Lucien Brun, il est fondé par des dona- » tions, par des souscriptions. Il possède des » immeubles ; ces immeubles se sont accrus » par le travail pendant un certain nombre » d'années et puis cet établissement demande » la déclaration d'utilité publique..... Plusieurs » années se passent, le bénéfice de la déclara- » tion d'utilité publique est retiré à l'établis- » sement dont il s'agit, et alors, si telle qu'il est, » vous maintenez l'article 12 du projet de la » commission, voici ce qui va arriver..... Les » biens vont à l'État, qui en disposera en faveur » de l'établissement supérieur officiel. Or je

» demande si cela ne ressemble pas un peu à
» une confiscation. » De même lors de l'extinction ou de la dissolution d'une association politique, ayant pour but, par exemple, la propagation d'idées monarchistes, nous ne nous représentons pas bien un gouvernement républicain attribuant les biens de l'association défunte à une autre association poursuivant un même but. Il lui sera trop facile, et cela serait trop tentant, d'attribuer ces biens à une association politique dont le but sera la propagation d'idées conformes aux siennes. La légalité serait sauve, puisque l'État ne garderait rien et attribuerait les biens à une association poursuivant elle aussi un but politique.

En somme, nous n'acceptons sous aucune de ses formes, le système qui consiste à opérer la dévolution des biens de l'association en faveur de l'État, comme étant le système que le législateur devrait appliquer d'une manière générale. Cependant, il est vrai de dire que dans l'état actuel de notre législation, la dévolution doit se faire en faveur de l'État en vertu des articles 713 et 539 du Code civil, lorsque la loi ne fixe pas le mode de la dévolution, ou lorsque l'association n'a pas fixé elle-même la dévolution de ses biens, malgré l'autorisation qui lui en est donnée par le législateur.

CHAPITRE III

L'ASSOCIATION DOIT ÊTRE LIBRE DE DISPOSER DE SES BIENS

Généralement toutes les législations ont reconnu à l'association le droit de disposer de ses biens. — Loi de 1875. — Loi de 1901. — Examen des législations étrangères. — L'idée générale qui se dégage de cette vue d'ensemble sur les législations est que le législateur s'efforce de conserver aux biens des associations une même affectation en les attribuant à d'autres associations.

La question de la dévolution des biens des associations est dominée par ce fait, que l'État a le droit de dissoudre les associations. Ce droit est incontestable et incontesté, on ne discute que sur la façon dont il doit s'exercer. Quelles que soient les règles imposées pour que la dissolution puisse être prononcée, il n'en est pas moins toujours vrai que l'État, par ses représentants, joue un rôle prépondérant dans la dissolution. Or, sans vouloir préjuger que l'État pourrait faire abus de son autorité pour faire disparaître les associations, parce qu'il sait qu'il doit recueillir leurs biens, il est nécessaire que, dans

cette matière où la politique joue toujours un très grand rôle, les conséquences de la dissolution soient réglées de façon que, lorsque l'État intervient pour demander ou prononcer la dissolution d'une association, on ne puisse pas croire qu'il agit poussé, non par des motifs d'intérêt public, mais par le désir de réaliser un bénéfice. Pour nous le rôle de l'État ne doit pas aller plus loin que de faire disparaître, par les moyens que lui donne la loi, les associations qu'il croit contraires à l'intérêt et à l'ordre public. Son rôle de gardien vigilant des intérêts de la société ne serait pas affermi et facilité, s'il lui était donné la possibilité de recueillir les biens de l'association en même temps qu'il pourrait la dissoudre. Ce n'est pas le moment, croyons-nous, de venir invoquer les dangers des biens de mainmorte. L'État maître d'accorder la personnalité quand bon lui semble, doit se prémunir contre ces dangers de la mainmorte, lorsqu'il confère la personnalité. D'autre part, même si on croit être débarrassé de la crainte que le désir de s'enrichir puisse être le mobile déterminant l'État à dissoudre les associations, parce qu'on lui attribue les biens de l'association avec la charge de les employer à un but analogue, cela n'est pas vrai dans la réalité. En effet, si pour certaines associations,

cet emploi des biens peut s'effectuer sans qu'on puisse craindre de la partialité de la part de l'État, il n'en est pas de même pour toutes. Aussi, on a proposé, comme étant le système, le seul capable de parer à tous ces dangers purement pratiques et d'assurer aux biens leur véritable affectation, de laisser à l'association la liberté de disposer de ses biens, soit par une clause de ses statuts, soit par une délibération de son assemblée générale. C'est d'ailleurs ainsi que presque toutes les législations ont tranché la question de la dévolution des biens des associations et c'est le système qui semble triompher dans la pratique. L'examen des différentes législations va nous montrer que le législateur a souci de sauvegarder avant tout l'affectation des biens, en laissant aux associations la libre disposition de leurs biens, et que ce n'est qu'exceptionnellement qu'il fixe un autre mode de dévolution. Après avoir montré que ce système est presque unanimement admis dans la pratique, nous chercherons comment il doit s'expliquer et se fonder juridiquement.

Pour la première fois en France, lors de la discussion de la loi des 2-27 juillet 1875, sur la Liberté de l'enseignement supérieur, il fut proposé de laisser à l'association la libre disposition de ses biens. Mais, pour des raisons que nous exa-

minerons plus tard, ce système ne fut pas appliqué d'une façon intégrale par le législateur ; ainsi l'article 12 de cette loi dispose : « En cas d'extinction d'un établissement d'enseignement supérieur reconnu, soit par l'expiration de la société, soit par la révocation de la déclaration d'utilité publique, les biens acquis par donation entre-vifs et par dispositions à cause de mort, feront retour aux donateurs et aux successeurs des donateurs et testateurs, dans l'ordre réglé par la loi, et, à défaut des successeurs à l'État. Les biens acquis à titre onéreux feront également retour à l'État *si les statuts ne contiennent à cet égard aucune disposition*. Il sera fait emploi de ces biens pour les besoins de l'enseignement supérieur par décrets rendus en Conseil d'État après avis du Conseil supérieur de l'instruction publique ¹. » Ce n'est que la loi du 1^{er} juillet 1901, sur la liberté d'association, loi applicable à toutes les associations, à

1. Voici comment M. de Varcilles-Sommières apprécie cette loi dans son livre, *Les personnes morales*, p. 446 : Les règles sont encore plus mauvaises que les précédentes. Non seulement elles ne tiennent pas compte du droit de propriété des associés actuels, mais elles fixent *a priori* un successeur et un emploi des biens qui ne répondent certainement pas aux désirs de ceux qui ont constitué l'avoir social. C'est à d'autres établissements libres d'enseignement supérieur, et à leur défaut, à des établissements libres d'enseignement secondaire ou même primaire que les biens devraient être attribués. De plus la loi dépouille de tout droit de résolution les associés anciens et leurs héritiers et les associés actuels : or nous avons vu que rationnellement ce droit leur appartient dans certains cas. Enfin la loi de 1875 n'accorde pas d'indemnité alimentaire à ceux des associés ou des employés de l'association que la suppression de l'établissement prive de leurs moyens d'existence.

l'exception de celles dont la condition est déjà réglée par des lois spéciales, qui appliqua ce système, sans distinguer les biens d'après leur origine, par son article 9 : « En cas de dissolution volontaire, statutaire ou prononcée par justice, les biens de l'association seront dévolus conformément aux statuts, ou à défaut de disposition statutaire suivant les règles déterminées en assemblée générale. » Cependant, entre ces deux lois, il y eut des associations déclarées d'utilité publique dont les statuts contenaient un article réglant la dévolution des biens. Ainsi d'après les statuts de l'OEuvre des enfants tuberculeux, l'assemblée générale en prononçant la dissolution devra attribuer l'actif net à un ou plusieurs établissements du même ordre. De même les statuts de l'Association générale des étudiants de Paris prévoient art. 32 : « En cas de dissolution prononcée par cette assemblée (assemblée générale extraordinaire) l'actif d'association est attribué aux Facultés de l'Université de Paris. » Art. 33 : « En cas de retrait de l'autorisation donnée par le gouvernement, l'actif de l'association est attribué, par délibération de l'assemblée générale, à un ou plusieurs établissements analogues et reconnus d'utilité publique. Cette délibération est soumise à l'approbation du gouvernement. » Ici on distingue, on le voit, la dissolution

du retrait de reconnaissance d'utilité publique.

M. de Vareilles-Sommières dans son nouvel ouvrage, *Les personnes morales*, traite longuement la question de la dévolution des biens des associations à but non lucratif. « Si les statuts, dit-il¹, règlent leur sort il faut suivre les statuts, » mais si les statuts sont muets, voici comment doit s'opérer, d'après lui, l'attribution des biens :
« D'abord², comme les intérêts en jeu ne sont pas
» seulement ceux des associés actuels, mais aussi
» ceux des anciens associés et des donateurs, et
» encore ceux du public, un liquidateur judiciaire
» doit être nommé ; il fait l'inventaire, il détermine exactement le patrimoine social, il l'administre.

» Puis ce patrimoine doit être transféré à un
» ou plusieurs établissements semblables ou ressemblants à l'association dissoute, et sous la
» condition de poursuivre avec ces biens la
» même entreprise ou une entreprise similaire.

» Qui peut choisir ce ou ces établissements ?
» En principe ce sont les associés, car, d'une
» part, ils sont propriétaires et, d'autre part, ils
» savent mieux que tout autre quelles étaient
» les vues des fondateurs de l'association, quels
» étaient son esprit et ses traditions, et par

1. De Vareilles-Sommières, *Les personnes morales*, p. 431.

2. De Vareilles-Sommières, *Les personnes morales*, p. 439, 440.

» suite quel successeur il convient de lui donner.

» Suivant les cas, ils remettront les biens
» soient à une association nouvelle qui se fonde
» tout exprès pour remplacer celle qui vient de
» se dissoudre, soit à une association déjà exis-
» tante qui poursuivait le même but. Cette asso-
» ciation déjà existante sera tantôt une associa-
» tion libre, tantôt un établissement public, une
» commune, un département, l'État lui-même.

» Les associés font cette aliénation totale et
» suprême comme ils faisaient d'après les statuts,
» les aliénations partielles. L'organe social qui
» avait le pouvoir de disposer, le conserve pour
» ce dernier acte social. Le plus souvent, c'est
» l'assemblée générale des associés qui, d'après
» les statuts, doit, à la majorité, consentir les
» aliénations.

» C'est une sorte de licitation que les associés
» sont ainsi obligés de faire. L'affectation et les
» charges dont est grevé l'avoir social en font
» un bloc impartageable. Mais c'est une licitation
» toute particulière, où le seul prix stipulable est
» le maintien de l'affectation et l'accomplisse-
» ment des charges, car un prix en argent serait
» l'avoir social, sous une autre forme et c'est le
» fond de cet avoir, sa valeur beaucoup plus que
» sa forme qui est grevée d'affectation et de
» charges.

.
» Si les associés renoncent à choisir eux-
» mêmes l'établissement qui recevra les biens
» sociaux, ou s'ils font un choix évidemment
» contraire au but et à l'esprit de l'association
» dissoute, le liquidateur judiciaire doit prendre
» l'initiative de l'opération et assigner les admi-
» nistrateurs de l'association devant le tribunal,
» pour faire approuver par la justice la combi-
» naison qu'il propose.

» Que le choix du successeur soit fait par les
» associés ou par le liquidateur avec homologa-
» tion du tribunal, il faut réserver le droit de ré-
» solution au profit de ceux des anciens associés
» et de ceux des donateurs qui par eux-mêmes
» ou leurs héritiers, démontreraient péremptoi-
» rement que la cause impulsive et déterminante
» de l'apport ou de la libéralité est vraiment mé-
» connue et détruite dans le nouvel état de chose.

» Ces demandes seront peu nombreuses,
» d'abord pour les raisons qu'on peut déduire
» de ce qui a été constaté aux pages précédentes,
» et aussi, parce que si le choix du successeur a
» été fait avec conscience et intelligence, les
» volontés essentielles de l'auteur de l'apport
» ou de la donation paraissent vraiment respec-
» tées, et qu'il est bien difficile à lui et surtout à
» ses héritiers de prouver que les nuances, par

» lesquelles l'association dissoute diffèrent de
» l'association qui lui succède, ont été la cause
» impulsive et déterminante du consentement à
» l'accroissement ou à la libéralité.

» Qu'on oublie pas en effet, qu'il s'agit d'asso-
» ciations qui admettent le renouvellement du
» personnel. Le transfert de l'apport ou de la
» libéralité des mains de certaines personnes
» dans les mains de certaines autres n'est donc
» pas un phénomène qui, en soi, trompe les pré-
» visions des anciens associés ou des donateurs.
» Si le nouveau groupe de personnes qui détient
» les apports et les dons les applique à la pour-
» suite du même but, ou des mêmes buts que le
» groupe précédent, on peut presque dire que
» c'est la même association qui continue, qu'il y
» a eu seulement un renouvellement du person-
» nel plus rapide qu'à l'ordinaire. »

D'une façon générale, la dévolution des biens des associations a été réglée avec plus de précision par les législations étrangères, et toujours en s'efforçant de respecter le plus scrupuleusement possible la destination première des biens en laissant aux associations la libre disposition de leurs biens. Cependant, de même que la législation française, aucune législation ne nous présente une solution unique pour toutes les associations. Il y a une certaine variation dans le

mode de dévolution appliqué à des associations différentes. Comme sur ce sujet notre exposé doit être assez succinct, nous exposerons, par pays, en une seule fois, l'ensemble des solutions données, de façon que par une vue d'ensemble il soit plus facile d'en dégager les principes.

Allemagne ¹. — a) En Bavière et en Saxe (sauf quelques différences de détail) la direction doit, dans les huit jours de la dissolution, présenter au tribunal l'inventaire de l'actif et du passif, ainsi que le bilan de l'association. La liquidation s'opère d'une façon analogue à celle des sociétés commerciales. En cas de déficit, on fait une répartition proportionnelle entre les créanciers ; il peut même y avoir une véritable *faillite*, prononcée par le tribunal, sur la demande des tiers ou à la requête de l'association elle-même. Si la liquidation se solde, au contraire, par un actif il est partagé entre tous les membres de l'association et par tête, à moins qu'il n'y ait une *prescription contraire contenue dans les statuts*. Dans l'un comme dans l'autre cas, le partage ne peut commencer avant une année à dater de la dissolution.

b) Le Code civil règle la succession des per-

1. Voir *Série d'études sur le droit d'association dans les législations étrangères*. — En ce qui concerne l'Allemagne l'étude de M. Georges Cahen, — *Le code civil allemand*, traduction de O. Mennelaere. — Marquis de Vareilles-Sommières, *Les personnes morales*, p. 441 et suiv.

sonnes morales suivant un mode sensiblement analogue, mais en se préoccupant d'en organiser tous les détails, et surtout en observant un respect plus scrupuleux de la destination des biens à répartir (art. 45 à 54, 76 et 77).

1° Les statuts peuvent prévoir que les successeurs seront désignés par l'assemblée générale ou tout autre organe de l'association, au moment même de son extinction ¹ ;

2° Pour les associations à but non lucratif, l'assemblée générale peut, même sans clause statutaire, attribuer l'actif à une fondation ou à un établissement public ;

3° A défaut de désignation de ce genre, l'actif des associations, qui existaient dans l'intérêt exclusif de leurs membres, est attribué par parts égales aux membres associés au moment de la dissolution ;

4° Dans les autres cas, la succession échoit au

1. Article 45 du Code allemand : « Par la dissolution de l'association ou la suppression de sa capacité juridique, son patrimoine est dévolu aux personnes juridiques désignées dans les statuts. Les statuts peuvent prescrire que les successeurs seront déterminés par résolution de l'Assemblée des associés ou d'un autre organe de l'association. Si l'association n'a pas pour but des opérations économiques, l'assemblée des associés peut, même sans prescription statutaire, attribuer le patrimoine à une fondation ou institution publique. A défaut de détermination des successeurs, si l'association servait exclusivement d'après ses statuts les intérêts de ses membres, le patrimoine social est dévolu par portions viriles aux associés existants lors de la dissolution, ou de la suppression de la capacité juridique et en tout autre cas, au fisc confédéré dans le ressort duquel l'association avait son siège. » Et l'art. 46 ajoute : « Le fisc applique autant que possible ce patrimoine à un usage répondant au but de l'association. »

fisc de l'État dans le ressort duquel l'association avait son siège, ou bien à une *corporation*¹, une *fondation*, un *établissement public* si les lois des États prévoient expressément cette dévolution pour certaines associations (art. 75 de la loi d'introduction). Le fisc, dans ces cas, considéré comme héritier légitime, doit employer ces biens à une destination conforme au but même de l'association dissoute (art. 45 et 46²).

Dans toutes les hypothèses où le patrimoine n'est pas attribué au fisc, il y a lieu à liquidation. Les opérations en sont faites par les directeurs ou par d'autres membres, nommés à cet effet, et connus du public par l'enregistrement (art. 76). Les liquidateurs qui, en principe, doivent prendre leurs décisions à l'unanimité, sauf dispositions contraires dûment enregistrées et publiées (art. 76), ont pour mission de terminer les affaires en cours, recouvrer les créances, convertir l'actif en argent liquide, désintéresser les créanciers et distribuer le surplus aux ayants droit. L'association est réputée fictivement encore vivante jusqu'à la fin de la liquidation. Quand les opérations l'exigent, (art. 47, 48, 49,) tous les actes sont rendus publics par des inser-

1. En France, art. 7 de la loi de 1825 et art. 15 du décret du 26 mars 1852.

2. Il faut remarquer que le Code allemand ne réserve en aucun cas le droit de retour ou de répétition en faveur des anciens associés ou des donateurs. A ce sujet voir de Vareilles-Sommières, *Les personnes morales*, p. 444.

tions dans les journaux (art. 50). Le partage de l'actif ne peut, en tout cas, avoir lieu avant l'expiration de l'année qui suit la publication de la dissolution ou du retrait de la capacité civile. Les liquidateurs qui ne font pas les déclarations ou les publications, ou qui contreviennent à la dernière disposition précitée, sont responsables envers les tiers et tenus solidairement des dommages-intérêts encourus.

Angleterre ¹. — L'obtention de la personnalité civile n'est pas subordonnée à une reconnaissance d'utilité publique, à une autorisation du gouvernement ; elle s'acquiert par un simple dépôt et un enregistrement des statuts. Les associations qui peuvent profiter de ce régime de faveur sont : 1^o les Trade-Unions ; 2^o les associations exclusivement littéraires, scientifiques ou artistiques (acte du 28 juillet 1843, 6 et 7, Victoria, c. 36) qui par l'enregistrement acquièrent même le privilège d'être exemptées de toute taxe locale pour les immeubles qu'elles possèdent ; 3^o les sociétés amicales, ce qui comprend les sociétés de secours mutuels en cas de

1. *Série d'études sur les droits d'associations dans les législations étrangères*, par Jean Clos, maître des requêtes au Conseil d'Etat. — *Bulletin de la Société de législation comparée*, année 1878, p. 126, article de M. du Buit, *La situation légale des associations politiques en Angleterre*. — *Bulletin de la Société de législation comparée*, t. X, p. 507. Note de M. Bourdanchon relative aux lois anglaises sur les associations.

chômage ; les sociétés d'assurance contre la mortalité du bétail, les clubs d'ouvriers, qui tendent à donner à leurs membres des moyens de récréations rationnelles, de perfectionnement mental et moral ; les sociétés de bienfaisance fondées pour un but quelconque de bienfaisance ou de charité, enfin, toute société à laquelle la trésoreier voudra accorder le bénéfice des dispositions de l'acte du 7 août 1896.

En ce qui concerne la dévolution des biens des sociétés dissoutes, il faut distinguer plusieurs hypothèses. Si la société a été dissoute par une décision du Chief Registrar, cette décision détermine le mode suivant lequel sera réparti l'actif social. Si la dissolution de la société a été volontaire, la dévolution des biens est réglée par une délibération des associés.

Il peut enfin arriver que les membres d'une société disparaissent peu à peu, et, à la mort du dernier survivant, se pose le problème de la dévolution de l'actif social. Ici encore une nouvelle distinction doit être faite, si la société disparue avait un but charitable, les tribunaux estiment qu'il importe avant tout de maintenir l'affectation des biens à un usage charitable, et ils les attribuent à une association ayant un but analogue à celle disparue. Si, au contraire, cette dernière n'était pas une institution charitable, la

jurisprudence décide que ses biens sont devenus *bona vacantia* et doivent faire retour à la Couronne qui, en vertu de sa prérogative est déclarée propriétaire des biens vacants et sans maître.

*Belgique*¹. — Les auteurs sont d'accord pour décider qu'en cas de retrait de la reconnaissance légale pour les congrégations, ce serait au gouvernement à régler leur dévolution. Dans les autres cas, les uns admettent que les biens doivent revenir à l'État, comme bien sans maître, les autres, qu'ils doivent être partagés entre les membres de la congrégation.

Pour les sociétés mutualistes (loi de 1894), en ce qui concerne la dévolution des biens, une distinction est faite entre ceux qui proviennent des libéralités et ceux qui résultent des versements des membres. Sauf stipulation d'une clause de retour ou autre, par les donateurs ou testateurs, le montant des dons et des legs faits à la société doit être remis à l'État et affecté à un but de mutualité analogue à celui que la société poursuivait². Le surplus de l'actif est réparti entre les membres de la société dans les proportions déterminées par les statuts, et en cas de silence des

1. *Série d'études sur le droit d'association dans les législations étrangères*, Marcel Peschaud.

2. En France d'après l'art. 31 de la loi du 1^{er} avril 1898 les fonds libres sont attribués au fond de dotation des dites sociétés.

statuts, au prorata des cotisations payées par chaque membre.

La loi de 1898 sur les Unions professionnelles, ne reproduit pas la distinction faite par la loi sur les sociétés mutualistes, en ce qui concerne la dévolution des libéralités et du restant de l'actif social. Bien entendu, les dons et legs comportant une clause de retour peuvent être revendiqués par le disposant ou ses héritiers. Mais cette dévolution opérée, la dévolution de l'ensemble du patrimoine est faite, d'après un mode unique. L'actif net est attribué en entier à une œuvre similaire ou connexe désignée soit par les statuts, soit par une décision de l'assemblée générale, à condition toutefois que cette affectation soit reconnue conforme à la loi par la commission d'entérinement. Lorsque la destination de l'actif n'a pas été réglée, ou si elle l'a été contrairement à la loi, les biens de l'union sont recueillis par l'État, pour être affectés à des buts d'enseignements professionnels (art. 16).

*Italie*¹. — Le législateur italien s'est efforcé de respecter les clauses des statuts, des règlements, des testaments ou actes de donation qui réservaient expressément des droits aux sociétaires

1. *Série d'études sur le droit d'association dans les législations étrangères*. Paul Grunnebaum. — *Code civil italien*, traduction Huc Giorgi, *la dottrina delle persone giuridiche*.

sur leurs apports, aux donateurs¹, testateurs ou aux héritiers sur leurs libéralités. En l'absence de disposition réglant le sort de tout ou partie du patrimoine social, il avait seul à se prononcer. Il a compris qu'il était inique d'assimiler complètement les biens d'une association, dont la personnalité juridique a disparu, à des biens vacants et sans maître, dévolus au fisc sans condition, ni restriction, mais il a pensé aussi, qu'il n'était ni conforme à l'équité, de répartir le patrimoine accumulé par des générations de sociétaires entre les membres existant au moment où la personnalité juridique disparaît², ni conforme à une saine interprétation des intentions des bienfaiteurs, de faire revenir à leurs héritiers des biens, dont ils les avaient dépouillés irrévocablement en leur assignant une destination déterminée. Une troisième solution a presque toujours prévalu. Les biens d'une association, qu'ils aient été apportés par des sociétaires disparus, donnés ou légués

1. Art. 2, loi du 29 mai 1864 et art. 22, loi du 7 juillet 1866.

2. Cette solution que M. Giorgi approuve (*La dottrina delle persone giuridiche*, I, 500, 501) n'est sans doute pas absolument interdite aux associations douées de la personnalité civile qui se dissoudraient volontairement. Pourtant beaucoup de décrets conférant la personnalité juridique à des associations, approuvent en même temps des statuts qui prévoient, en cas de dissolution, l'attribution du patrimoine de l'association à une institution analogue, et non la répartition de ce patrimoine entre les membres. Dans les cas de suppression d'office de la personnalité civile, la répartition entre les sociétaires n'a pas été admise. Les religieux appartenant aux ordres supprimés n'ont reçu que des pensions viagères non une part du patrimoine de l'ordre.

par des bienfaiteurs, ont été considérés comme grevés d'une affectation au but ou à l'un des buts poursuivis par l'association. On a, dans la plupart des cas, transmis ce patrimoine ou sa contre-valeur non pas au fisc, à proprement parler, mais à l'État ou à d'autres personnes morales de droit public, chargées de maintenir soit cette affectation, soit une affectation équivalente ¹. Sans doute le fisc a prélevé sa part, mais il n'a pas été regardé comme le légataire universel des corporations et congrégations supprimées.

Enfin, quand il est apparu au législateur, que les biens d'une personne morale se trouvaient affectés à un besoin disparu, ou « auquel il était pleinement et définitivement pourvu d'une autre manière » (art. 70, loi du 17 juillet 1890), on a cru devoir supprimer précisément pour ce motif cette personne morale, mais on s'est attaché, en réglant la dévolution de ses biens, à concilier l'intérêt public avec les volontés particulières ; on a modifié l'affectation, en s'écartant le moins

1. Art. XI de la loi du 7 juillet 1866 ; en principe les biens des corporations supprimées sont dévolus au domaine de l'État, avec charge d'inscrire en faveur du fonds pour le culte une rente de 50/0 égale au revenu de ces biens, art. 19, les biens mobiliers et la vente correspondant aux immeubles qui, en vertu de titres légitimes, étaient destinés aux soins des malades, à l'instruction publique, sont dévolus aux communes à charge de maintenir l'affectation ou une affectation équivalente. D'après l'art. 8 de la loi sur les sociétés de secours mutuels, à la dissolution, les biens donnés ou légués, qui ont une affectation particulière, conservent cette affectation et sont administrés comme des fondations, conformément à la loi du 17 juill. 1890.

possible de l'intention présumée du disposant primitif. C'est cette idée, qui domine toute la loi du 17 juillet 1890, qui y est nettement dans l'art. 70 applicable, en vertu de l'art. 91, aux confréries et associations pieuses, qui est ingénieusement développée dans divers articles. Citons un exemple, bien que s'appliquant à des fondations, (dont beaucoup d'ailleurs ont pour origine une association), il est topique : les fondations en faveur des prisonniers et des condamnés, fort utiles dans un temps où le régime pénitentiaire était atroce, sont devenues tout à fait superflues, l'art. 90 les convertit en fondations de patronages pour les détenus libérés, ce qui correspond à une idée toute moderne.

*Suisse*¹. — Le principe qui a inspiré les dispositions prises au sujet de la dévolution des biens des associations semble être le même, soit que l'on étudie le Code fédéral des obligations, soit que l'on s'en réfère aux lois cantonales.

On applique d'abord les statuts, lorsqu'ils ont prévu le cas ; mais s'ils sont muets, le législateur s'attache à conserver aux biens la destination même qu'ils avaient entre les mains de la société dissoute.

1. Baron Hulot, *Le régime légal des associations en Suisse*, article paru dans les *Annales de l'école libre des sciences politiques*, année 1886, t. I, p. 249. — M. Hannotin, *Série d'études sur le droit d'association dans les législations étrangères*.

Examinons par exemple l'art. 37 du Code civil du canton de Zurich. Il décide, il est vrai, que dans les sociétés qui n'ont pas un but « d'intérêt général », l'actif est au moment de la dissolution, partagé par tête entre les membres.

Mais cette réserve vise uniquement en réalité les sociétés qui ont en vue un but lucratif, toutes les associations, par leur caractère même, peuvent rentrer dans la catégorie des sociétés qui ont « un but d'intérêt général ». Or, quand il s'agit de ces sociétés, les biens sont attribués à l'État ou à la commune avec affectation spéciale.

Lorsque, dit l'art. 38, les biens d'une corporation sont dévolus à une commune ou à l'État, on les incorpore à ceux des biens dont la destination a le plus d'analogie avec leur affectation antérieure.

Ainsi les biens des corporations, qui avaient pour objet le soulagement des pauvres, ou des malades d'une commune, ou des personnes appartenant à un établissement charitable dans une commune, sont réunis aux biens des pauvres de la commune intéressée ; ceux qui étaient destinés à assister les habitants d'une circonscription plus étendue ou à favoriser des institutions cantonales, sont attribués à l'institution de l'État qui se rapproche le plus de leur destination.

Si nous passons maintenant aux dispositions du Code fédéral des obligations, nous trouvons à l'article 716, d'une façon plus précise encore, des indications semblables.

Le législateur permet au juge, qui prononce la dissolution d'une société à raison de son caractère illicite ou immoral, de « décider que l'actif... sera remis à un établissement public reconnu du canton ou de la Confédération poursuivant le même but ou un but analogue ». Lorsque la société dissoute poursuivait « un but d'intérêt public », cette faculté se change pour le juge en une stricte obligation¹.

Enfin le même article prévoit le cas de dissolution volontaire, et il autorise l'assemblée générale à décider, en l'absence de toute disposition des statuts, que l'actif au lieu d'être partagé, sera attribué comme ci-dessus.

On peut donc dire, que le législateur suisse se préoccupe de respecter l'initiative des sociétés

1. Art. 716 du Code fédéral : « Sauf disposition contraire dans les statuts ou autres règlements constitutifs, l'assemblée générale peut, lors de la dissolution de ces sociétés, décider à la majorité que l'actif ne sera pas partagé entre les sociétaires, mais qu'il sera remis à un établissement public reconnu du canton ou de la confédération poursuivant le même but ou un but analogue. » Et rejetant ensuite la théorie du retour à l'État des biens vacants et sans maître, il décide que : « Dans le cas où la dissolution aurait été prononcée par jugement à raison du caractère illicite ou immoral du but que la société poursuit des moyens dont elle se sert, le juge a le droit de déterminer l'emploi de l'actif lorsque les statuts n'en disposent pas autrement et il est tenu de le faire lorsque la société poursuit un but d'intérêt public » (*Code fédéral*, tit. XXVIII).

jusqu'après leur mort et jusque dans l'affectation des biens qu'elles possédaient.

Enfin voici comment l'acte du 27 avril 1872 (Comté de New-York) organise la dissolution des sociétés religieuses, la vente de leurs biens et la disposition de leur actif :

Article 1^{er}. — « La dissolution des sociétés religieuses légalement reconnues hors de la ville et du comté de New-York, qui cesseraient d'agir en tant que personnes civiles et d'entretenir le culte, sera provoquée par la majorité des administrateurs institués par l'acte de fondation, et prononcée, s'il y a lieu, par la Cour suprême de l'État.

» La Cour règlera la vente des biens de la communauté, et après avoir pourvu, dans les limites de l'actif, au paiement des dettes ainsi qu'aux frais de vente et de liquidation, autorisera, s'il y a lieu, sur la proposition des administrateurs, l'affectation de l'excédent à une œuvre de religion, de bienfaisance ou de charité. »

Article 2. — « La Cour suprême est saisie de l'affaire par la remise d'un mémoire signé des administrateurs, indiquant les motifs de la dissolution demandée, l'état des biens de la société et l'œuvre à laquelle l'actif pourrait être attribué¹.

1. Il faut rapprocher ce système de celui préconisé par M. de Vareilles-Sommières (Voir plus haut, page 121).

Il sera en outre justifié de la publication du mémoire par la voix des journaux, au moins une fois par semaine dans le mois précédent. »

En somme de l'examen que nous venons de faire de ces différentes législations, on peut considérer comme acquis les points suivants. D'une façon presque unanime, le droit de retour des biens de l'association sans charge d'emploi à l'État, a été écarté. La préoccupation constante du législateur, a été d'assurer aux biens de l'association une affectation analogue à celle qu'ils avaient. Pour cela il a employé deux moyens. Il a laissé à l'association la liberté de disposer de ses biens, soit par une clause de ses statuts, soit par une décision de son assemblée générale, en faveur d'une ou plusieurs associations poursuivant le même but qu'elle.

Dans les cas où l'association n'a pas profité de la liberté qui lui était laissée, le législateur effectue, on peut le dire, la dévolution des biens, suivant la volonté présumée de l'association défunte, en s'efforçant de conserver aux biens une même affectation. En effet, ou il attribue directement (quelquefois cependant par l'intermédiaire des tribunaux), ces biens à des associations du même genre, ou il admet la dévolution en faveur de l'État, mais dans ce cas, il règle leur emploi d'une telle façon, que l'État ne

peut pas être regardé comme un héritier mais plutôt comme un exécuteur testamentaire.

Mais il ne suffit pas de constater que des associations analogues à l'association défunte recueillent ses biens, il faut se demander à quel titre elles les recueillent. C'est ce que nous allons examiner, après avoir réfuté certaines objections faites au système de la dévolution par les statuts.

CHAPITRE IV

EXPLICATION DE L'ATTRIBUTION DES BIENS D'UNE ASSOCIATION A UNE AUTRE ASSOCIATION

De quelques objections faites au système de la dévolution par les statuts. —
Leur réfutation : c'est toujours la loi qui fixe la dévolution. — C'est à titre
d'héritier que l'association recueille les biens d'une autre association. —
Conclusion : État actuel de la législation française.

Lorsque, pour la première fois, on demanda de permettre aux associations de disposer de leurs biens par une clause de leurs statuts, c'était une innovation capitale qui ne pouvait pas manquer de soulever de sérieuses objections, car dit M. Piebourg, c'était créer « une sorte de droit de succession réciproque » entre établissements analogues. Aussi, l'examen des opinions émises dans la discussion qui eut lieu en 1875 au Parlement français, à propos de l'article 12 de la loi sur la liberté de l'enseignement supérieur, présente-t-il un grand intérêt.

L'article 12 de la loi tel qu'il était rédigé par la commission décidait que les biens de l'établis-

sement dissout, qui ne feraient pas de retour aux donateurs ou à leurs ayants droit, seraient dévolus à l'État, qui devrait les attribuer à un autre établissement d'enseignement supérieur par décrets rendus en Conseil d'État, après avis du Conseil supérieur de l'instruction publique. Dans la crainte que l'État, lors de la dissolution d'une Université catholique libre, n'attribue ses biens à un établissement d'enseignement supérieur officiel, M. Lucien Brun proposa l'amendement suivant : « En cas d'extinction d'un établissement supérieur reconnu, soit par l'expiration de la société, soit par la révocation de l'utilité publique, les biens de l'établissement, après la liquidation et le paiement des dettes, recevront la destination prévue par les statuts. » Cet amendement, qui avait pour but de laisser à l'association la libre disposition de ses biens, fut très vivement combattu comme contraire au principe du droit civil.

La clause des statuts disaient les uns, contenant l'indication d'une destination future, ne saurait être admise, car ce serait un testament collectif. D'autres prétendaient que c'était un retour pur et simple au régime des substitutions, régime proscrit par le Code civil.

Ces diverses objections faites à l'amendement présenté par M. Lucien Brun, M. Piebourg les examine dans un ouvrage : « De quelques ques-

tions sur les personnes civiles », et, après les avoir réfutées, il conclut néanmoins au rejet de la proposition.

Voici comment d'après M. Piebourg, on doit réfuter les objections faites à l'amendement : « Ce » n'est pas un testament, car l'être moral n'en » peut pas faire ; le droit de tester est, en effet, l'un » de ceux dont l'exercice et la jouissance sont » intimement liés l'un à l'autre ; on n'a jamais » pu tester pour autrui en France. Donc les » fondateurs qui règlent dans les statuts la suc- » cession de la personne civile ne testent pas, » puisqu'ils assignent une destination à des biens » dont ils ne sont pas propriétaires.

» Que si, par une fiction excessive, on soutenait » que les représentants de l'être moral ont qua- » lité pour le représenter même dans l'exercice » du droit de tester, alors on se trouverait à la » vérité en face d'un testament, mais non pas » d'un testament collectif ; car les représentants » de l'être moral sont envisagés en ce cas comme » l'être juridique lui-même. En résumé où les » fondateurs et représentants testent au nom de » la personne civile et le testament n'est pas col- » lectif, ou bien ils agissent en leur propre nom » et il n'y a pas de testament. »

» Une autre objection, dit M. Piebourg, peut » sembler plus sérieuse, elle est tirée de la théo-

» rie des substitutions. Elle n'a cependant pas
» plus de portée que la précédente.

» On a proclamé bien haut et plusieurs fois que
» la clause des statuts dont nous parlons serait
» un retour pur et simple au régime des substi-
» tutions supprimé par le Code civil.

» Non ! il n'y a pas de substitution, car les sta-
» tuts n'imposent nullement à la personne civile
» la charge de conserver ses biens donnés, pour
» les remettre, à sa mort, entre les mains d'une
» autre personne juridique. Or, la charge de con-
» server pour rendre est un des signes caracté-
» ristiques de la substitution. Et d'autre part,
» qu'au jour de sa mort des biens quelconques
» existent dans son patrimoine, ils passeront
» d'où qu'ils viennent sur la tête de l'être moral
» désigné dans les statuts comme son successeur.
» Où voit-on là quelque chose qui ressemble à
» une substitution ?

» Voilà ce qu'aurait pu dire M. Lucien Brun :
» mais il préféra reculer un peu, pour s'assurer
» la victoire et la limitation la portée de son
» amendement aux biens acquis à titre onéreux.
» Cette réserve posée et ce point entendu, toute
» méprise avec la substitution devenait impossi-
» sible, car on sait que celle-ci suppose néces-
» sairement que les biens reçus par le grevé
» proviennent d'une libéralité.

» Il serait puéril d'insister davantage sur ce
» point technique, si nous n'avions à répondre à
» un argument tiré de la jurisprudence du Con-
» seil d'État. Dans un arrêt du 30 mars 1830, se
» basant sur l'article 896 du Code civil qui interdit
» les substitutions, les comités de législation
» et de l'intérieur déclarent qu'ils sont d'avis que
» le retour, en cas de suppression de l'établisse-
» ment ecclésiastique donataire, ne peut être sti-
» pulé, ni au profit des héritiers du donataire,
» ni au profit d'un autre établissement d'utilité
» publique, mais seulement au profit du dona-
» teur.

» Il nous semble que cet arrêt dont la solution
» est excellente, est basé sur des motifs contes-
» tables ; c'est l'article 951 et non l'article 896
» qu'il devait invoquer. Sans doute, il est inter-
» dit de stipuler le droit au profit d'une autre
» personne que le donateur, mais l'infraction à
» cette règle de l'article 951 ne constitue une
» substitution, qu'autant que la convention de
» retour contiendrait tous les caractères de la
» substitution. Or il n'en est rien dans l'espèce
» qui nous occupe, puisqu'il n'y a pas de charge
» de conserver pour rendre. Cette manière de
» voir je le sais est fort contestée en doctrine,
» mais quand même on n'admettrait pas la dis-
» tinction que nous présentons, il n'en serait pas

» moins hasardé d'argumenter pour trancher
» une question d'une théorie sujette elle-même
» à caution. »

Si M. Piebourg prétend que les objections
faites à l'amendement de M. Lucien Brun ne
portent pas, pour lui les observations présentées
pour le soutenir ne sont pas non plus satisfai-
santes. Aussi il réfute les arguments donnés par
M. Grivart qui disait : « Les associés qui consti-
» tuent une société quelconque, civile ou com-
» merciale, ont parfaitement le droit de prévoir
» la dissolution de la société et de régler à
» l'avance la dévolution du patrimoine social.
» Une société qui se constitue peut, accessoire-
» ment à ses statuts, stipuler en faveur d'une
» personne civile..... ce droit existe, il est écrit
» dans notre Code civil à l'article 1121, lorsque
» se forme un contrat à titre onéreux, et je pense
» qu'on ne contestera pas qu'ici il s'agit bien
» d'un acte à titre onéreux. On a le droit de
» stipuler à titre gratuit en faveur d'un tiers. »

M. Piebourg dit : « Malgré tous mes efforts, je
» n'ai pu comprendre ici l'intervention de l'ar-
» ticle 1121 du Code civil, qui parle d'une con-
» vention, il ne s'agit pas ici d'un contrat mais
» d'une succession à régler, je ne vois pas les
» stipulants, je ne vois pas les promettants, je
» ne vois pas d'opération synallagmatique ; je

» vois seulement un propriétaire manifestant le
» désir que ses biens soient recueillis à sa mort
» par telle personne déterminée. L'article 1121
» n'a pas à intervenir ; car la clause d'un statut
» n'est pas une convention, c'est à vrai dire un
» texte de loi. »

Que faut-il penser de ces arguments présentés pour ou contre l'amendement de M. Lucien Brun et des commentaires qu'en donne M. Picbourg. C'est qu'ils sont sans doute très intéressants et c'est pour cela que nous les avons rapportés, et qu'ils peuvent être aussi très judicieux, mais qu'ils n'en sont pas moins à côté de la question et qu'après comme avant la question reste entière. En effet la question posée par l'amendement de M. Lucien Brun est celle-ci : le législateur doit-il, oui ou non, accorder à l'association la libre disposition de ses biens et les paroles suivantes de M. Brun nous le prouve : « Est-il
» possible qu'en France le droit civil interdise
» à des personnes qui se sont associées, qui ont
» travaillé dans un but déterminé, de prendre des
» moyens pour que le produit de leur épargne
» ne soit pas détourné du but qu'elles ont voulu,
» et employé à un but contraire ? »

Pour y répondre il n'y a pas besoin de tant de règles et d'explications. Si le législateur ne veut pas laisser à l'association la libre disposition

de ses biens ; c'est lui-même qui indique par la loi à qui ils doivent être dévolus. Si, au contraire, le législateur pense qu'il est inutile de laisser à l'association la liberté de disposer de ses biens par ses statuts, c'est encore la loi qui agit indirectement, puisque c'est la loi qui exige les statuts et leur approbation et qui autorise l'affectation des biens par les statuts en donnant la reconnaissance d'utilité publique et la personnalité.

Au fond la question est identique à celle que le législateur a résolue, lorsqu'il a adopté pour principe de laisser à l'homme la libre disposition de ses biens. En effet, nous l'avons déjà dit, que la succession soit dévolue d'après la volonté présumée du défunt par un droit de succession *ab intestat*, ou qu'elle le soit d'après la volonté expresse du défunt exprimée dans un testament, on est toujours en présence de la loi¹. Il en est de même pour l'association ; lorsqu'une clause de ses statuts ou une délibération de son assemblée générale fixe la dévolution des biens, c'est parce que la loi lui donne ce droit et comme nous l'avons dit pour le testament, M. Piebourg dit très justement qu'un statut est « à vrai dire un texte de loi ». La question ainsi précisée on

1. « Le pouvoir qu'un testateur tient de la loi, n'est-il pas le pouvoir de la loi même ? » Portalis, déjà cité.

voit qu'il était inutile pour la trancher de parler soit de testament collectif, soit de substitution, soit de stipulation pour autrui. Ce qu'il fallait se demander, c'était si l'utilité sociale exigeait que l'association soit laissée libre de disposer de ses biens, ce qui est une question politique et non pas tant une question de droit. D'ailleurs c'est ce que paraît avoir compris M. Piebourg qui, après avoir réfuté comme nous l'avons indiqué, ces divers arguments, rejette le système de la dévolution par les statuts parce qu'il prétend, que laisser l'association libre de disposer de ses biens, c'est courir le danger de voir démesurément augmenter les biens de mainmorte.

Pour nous, il ne saurait donc y avoir de difficulté, au point de vue juridique, dans le système qui consiste à laisser les associations libres de disposer de leurs biens par leurs statuts puisqu'au fond on est en présence de la volonté, de la loi qui sanctionne, sinon expressément du moins tacitement la dévolution. Et nous l'avons vu c'est le système qui triomphe aujourd'hui dans les législations française et étrangère.

Mais maintenant, il nous faut chercher quelle est l'explication juridique, qu'on doit donner à cette attribution des biens d'une association à une autre association, que cette attribution soit fixée par la loi, directement ou par l'intermé-

diaire d'une clause des statuts ou d'une délibération de l'assemblée générale.

On explique souvent cette attribution des biens d'une association à une autre association de la façon suivante : ces biens, dit-on, sont toujours grevés d'une affectation à un but déterminé et lorsque l'association meurt, l'affectation reste. Comme le législateur cherche avant tout à ce que les biens aient leur véritable affectation, il faut donc les donner à d'autres associations du même genre. Pour nous, nous ne pouvons accepter cette explication, parce qu'elle n'en est pas une, et parce qu'elle peut prêter à équivoque. En effet cette explication n'explique rien du tout. Elle nous dit bien pourquoi une association recueille les biens d'une autre association, mais elle ne nous indique pas la nature juridique de cette attribution et c'est justement ce qu'il importe de savoir. Un exemple va faire bien comprendre ce que nous voulons dire. Ainsi, on dit, l'enfant recueille les biens de son père parce que telle est la volonté de ce dernier, et cela c'est le pourquoi, et on ajoute : il y a dans cette attribution des biens du père à son enfant un droit de succession, et cela pour indiquer la nature juridique de cette attribution.

De plus, en disant que ces biens sont ainsi dévolus, parce qu'ils sont grevés d'une affecta-

tion à un but déterminé, on peut faire croire que leur propriétaire est le but auquel ils sont affectés et non pas l'association, et nous savons déjà pourquoi on doit repousser une telle théorie. Enfin, selon nous, il ne faut pas dire que ces biens sont ainsi dévolus parce qu'ils sont grevés d'une affectation à un but déterminé, car cela même est inexact, mais parce que leur propriétaire, qui est l'association, l'a voulu ainsi, pour qu'ils gardent une même affectation. En effet, si les biens sont dévolus suivant une clause des statuts ou suivant une délibération de l'assemblée générale, on est en présence de la volonté de l'association¹, et celle-ci peut vouloir, si par exemple, elle se dissout parce que son but est atteint, que ces biens soient attribués à une autre association qui ne poursuit pas le même but qu'elle. Dans ce cas on ne peut donc dire que c'est parce que les biens sont grevés d'une affectation à un but déterminé qu'ils sont dévolus à une autre association. De même encore, si en l'absence d'une clause des statuts ou d'une délibération de l'assemblée générale, le législateur attribue les biens d'une association à une autre association du même genre, ce n'est pas seulement parce qu'il veut que les biens conservent une même affectation,

1. Volonté d'avance sanctionnée par la loi.

mais parce qu'il veut les attribuer selon la volonté présumée de l'association défunte, volonté qu'il présume être, de conserver aux biens une même affectation. En un mot, si le législateur attribue les biens d'une association à une autre association du même genre, ce n'est pas tant pour conserver aux biens leur affectation que pour respecter la volonté de l'association. Mais comme le résultat est toujours le même il est facile d'en confondre les causes.

Quelle est donc la bonne explication ? Pour nous si la loi attribue les biens d'une association défunte à une autre association analogue, et si elle permet à l'association d'attribuer elle-même ses biens à d'autres associations, ce n'est pas parce qu'il importe surtout de conserver aux biens une même affectation, mais parce qu'il existe entre associations un droit de succession, car la similitude du but a créé entre elles une véritable *parenté*¹. C'est à titre d'héritière qu'une association reçoit les biens d'une autre association. En effet, le législateur, après avoir compris que l'intérêt public exigeait de laisser à l'homme la libre disposition de ses biens, a remarqué que l'homme disposait de ses biens en faveur de ceux qui lui étaient chers, et c'est pour cela qu'il a établi un droit de succession

1. M. Larnaude à son cours (1900-1901).

fondé sur les liens du sang. Serait-on dans la vérité, si on prétendait que le législateur, a uniquement attribué les biens de l'homme à ses enfants, parce qu'il importe de conserver une même affectation aux biens, que l'homme avait acquis pour subvenir à l'entretien de sa famille et à l'éducation de ses enfants. De même, puisqu'on a compris, que l'intérêt social exigeait de laisser à l'association la libre disposition de ses biens, et qu'on a remarqué que la volonté de l'association était de les attribuer à d'autres associations avec lesquelles une similitude de but lui a créé de l'affection ; pourquoi ne serait-il pas juste de penser que le législateur a voulu établir un droit de succession entre associations, droit de succession fondé sur une affection créée non par une parenté naturelle, mais par une parenté civile. En effet, nous avons assez longuement expliqué, dans la première partie de cette étude, de quelle façon on pouvait comprendre le droit de succession entre associations.

Nous savons qu'à côté d'une parenté naturelle il est très facile de concevoir une parenté civile, et que le droit de succession peut se fonder autrement que sur l'affection créée par les liens du sang. Ainsi à Rome, dans la période patricienne, représentée par la loi des XII Tables, la dévolution des

héritages ne suit pas l'ordre présumé des affections, elle est indépendante des liens du sang et de la nature. Elle repose uniquement sur la constitution civile et religieuse de la famille. La famille civile ne représente pas la famille naturelle, c'est une création de droit. Elle repose sur la puissance du *pater familias*, est-on soumis à cette puissance on est de la famille ; est-on sorti de cette puissance on en fait plus partie. Les *agnats* sont les représentants de cette famille civile, les *cognats* sont les parents par le sang. Aux premiers seuls, la loi reconnaît des droits sur le patrimoine du *pater familias*. Il n'y a donc rien de paradoxal, à considérer les associations d'un même genre comme parentes civilement, et comme formant une grande famille, dont les membres sont doués d'une vocation héréditaire entre eux ? On peut dire que le législateur a consacré en fait ce système ; car, selon nous, on ne peut expliquer autrement certaines dispositions législatives, comme l'article 15 du décret du 26 mars 1852¹, sur les sociétés de secours mutuels, qui dispose : « en cas de dissolution d'une société de secours mutuels, il sera restitué aux sociétaires faisant à ce moment partie de la société, le montant de leurs versements respectifs, jusqu'à

1. De même l'art. 7 de la loi de 1852 sur les Congrégations de femmes. De même aussi en Allemagne (Voir p. 125).

concurrence des fonds existants et déduction faite des dépenses occasionnées par chacun d'eux. Les fonds restés libres après cette restitution, seront partagés entre les sociétés du même genre ou établissements de bienfaisance situés dans la commune, à leur défaut, entre les sociétés de secours mutuels approuvées du même département, au prorata du nombre de leurs membres. »

Sans doute une telle manière de voir n'est pas conforme à notre droit civil, mais nous croyons qu'elle est conforme aux faits. C'est une explication fort simple et très naturelle de certaines décisions du législateur, qu'il est difficile d'expliquer autrement. D'ailleurs, on le sait, le droit est postérieur aux faits et nous croyons que le droit en matière d'association est encore dans une période de formation. Or les doctrines qui semblent devoir triompher en cette matière, indiquent que l'évolution conduira le législateur à consacrer législativement le droit de succession entre associations. Car, il ne faut pas l'oublier, l'association est au même titre que l'homme une personne juridique et la personnalité peut lui conférer toutes espèces de droits, selon qu'ils lui sont utiles pour remplir son rôle social, et c'est pour cela qu'il ne serait pas inutile de placer à côté de la déclaration des droits de l'homme, la déclaration des droits de l'association.

Conclusion. — Après l'examen de ces différents systèmes, et avant de conclure il nous paraît utile d'exposer quel est, à ce sujet, l'état actuel de la législation française. Nous l'avons dit, l'article 9 de la loi du 1^{er} juillet 1901, donne d'une façon générale, à toutes les associations le droit de disposer de leurs biens, soit par une clause de leurs statuts, soit par une délibération de leur assemblée générale. Mais plusieurs questions se posent du fait de cette nouvelle loi.

D'abord, est-ce que ce mode de dévolution peut s'appliquer aux sociétés de secours mutuels. Nous croyons que non. Car l'article 21 de la loi du 1^{er} juillet 1901 dit qu'il n'est rien changé aux dispositions visant les dites sociétés. L'article 31 de la loi du 1^{er} avril 1898, fixant pour les sociétés de secours mutuels un mode de dévolution particulier, reste donc applicable. Au contraire, quoique ce même article 21 dise aussi qu'il n'est rien changé aux dispositions visant les syndicats professionnels, l'article 9 de la loi de 1901 doit être applicable aux syndicats, car la loi de 1884 est muette au sujet de la dévolution des biens. En fait, d'ailleurs, les statuts de certains syndicats et de certaines autres associations qui avaient été approuvés par l'État, contenaient déjà avant la loi de 1901 une clause fixant la dévolution de leurs biens.

Cet article 9 s'applique-t-il aux congrégations de femmes autorisées avant 1901. L'article 21 n'abroge pas expressément l'article 7 de la loi de 1825, il dit seulement : sont abrogées les dispositions contraires à la présente loi. L'article 7 de la loi de 1825 est-il contraire à l'article 9 de la loi de 1901 ? Les congrégations de femmes ont-elles un droit acquis à se réclamer des dispositions de l'article 7, ou peuvent-elles profiter de l'article 9. Il semble que lorsqu'une congrégation de femmes vient à se dissoudre, on doit encore appliquer l'article 7 de la loi de 1825, car de l'esprit général de la loi de 1901 on peut tirer ; que les dispositions qu'elle abroge sont celles visant le mode d'acquisition de la personnalité. Cependant, nous croyons que les congrégations de femmes peuvent profiter des dispositions de l'article 9, et que l'article 7 de la loi de 1825 ne doit recevoir son application que dans le cas où la congrégation n'aurait pas disposé de ses biens. Bien entendu, cet article 7 ne pourrait s'appliquer aux congrégations de femmes autorisées à l'avenir, à moins cependant que la loi les autorisant ne les prévoie.

Les associations d'enseignement supérieur, autorisées en vertu de la loi de 1875 ¹, peuvent-elles invoquer les dispositions de cet article 9 ?

1. Modifié par la loi du 20 mars 1880.

Peuvent-elles disposer des biens acquis à titre gratuit qui ne feraient pas retour ? Comme il faut une loi¹ pour les autoriser, nous croyons qu'une loi seule puisse changer le mode de dévolution prévu, mais nous ne voyons pas de raison pour que la loi leur refuse un droit qu'elle leur a déjà reconnu pour les biens acquis à titre onéreux.

Enfin nous croyons que toutes les associations, autres que celles dont le sort est réglé par une loi spéciale, peuvent profiter de l'article 9 de la loi de 1901, dans le cas où leurs statuts qui ont été approuvés ne contiennent aucune disposition, car en cas de dissolution, elles peuvent toujours déterminer l'attribution de leurs biens par une décision de l'assemblée générale.

Quel est le sort fait par la loi de 1901, aux congrégations d'hommes autorisées antérieurement à 1901. « En ce qui concerne les congrégations d'hommes autorisées antérieurement à 1901, écrivent MM. Trouillot et Chapsal dans les *Lois Nouvelles*², les textes qui les régissent ne contiennent aucune prescription relative à la dévolution de leurs biens en cas de révocation d'autorisation. Force est donc de recourir au droit

1. Il semble que la loi de 1901 n'abroge pas celle de 1880.

2. MM. Trouillot et Fernand Chapsal, *Du contrat d'association. Commentaire de la loi du 1^{er} juillet 1901 et des règlements d'administration publique du 16 août suivant*. (*Les lois nouvelles analysées et expliquées*, n° du 15 mars 1902, p. 110).

commun pour opérer cette dévolution, les biens étant la propriété exclusive de l'être moral congrégation et celle-ci venant à disparaître, ils appartiennent à l'État comme biens vacants et sans maître. Toutefois, nous serions disposés à admettre que ce dernier renonçant à se prévaloir de son droit strict, consentit à étendre à ces instituts congréganistes, les dispositions de l'article 18, afin de se conformer au sentiment d'équité qui les a dictées. » Nous ne partageons pas cette façon de voir. En effet, si le législateur a jugé bon d'imposer pour l'avenir aux congrégations un régime spécial pour se prémunir contre le danger qu'il croit voir dans ces sortes d'associations, nous ne voyons pas pour quelles raisons il aurait voulu refuser aux congrégations déjà autorisées le pouvoir de disposer de leurs biens. Si en cas de révocation de l'autorisation les biens devaient faire retour à l'État, à juste titre on pourrait croire qu'il y a confiscation. Quant à leur faire l'application de l'article 18, nous ne voyons pas quel bénéfice pourrait en retirer les congrégations. De plus l'article 18 détermine selon nous, le mode de liquidation d'une congrégation non autorisée et non celui d'une congrégation autorisée. Quant à l'avenir, nous pensons que la loi autorisant une congrégation, devra fixer le mode de dévolution de ses biens, puisque la

loi de 1901 est muette à ce sujet. Et comme la révocation de cette autorisation peut être prononcée par décret rendu en conseil des ministres, la dévolution devra être réglée de façon à ce que toute crainte de spoliation soit évitée.

Il y a une lacune dans la loi de 1901. Elle ne nous dit pas comment s'opèrera la dévolution des biens lorsque, ni les statuts, ni l'assemblée générale n'auront indiqué à qui on devra les attribuer. Cette disposition a été complétée par l'article 14 du règlement d'administration publique : « Si les statuts n'ont pas prévu les conditions de liquidation et de dévolution des biens d'une association en cas de dissolution par quelque mode que ce soit, ou si l'assemblée générale qui a prononcé la dissolution volontaire n'a pas pris de décision à cet égard, le tribunal, à la requête du ministère public, nomme un curateur. Ce curateur provoque, dans le délai déterminé par le tribunal, la réunion d'une assemblée générale dont le mandat est uniquement de statuer sur la dévolution des biens ; il exerce les pouvoirs conférés par l'article 813 du Code civil aux curateurs des successions vacantes. » Mais qu'arrivera-t-il s'il ne reste plus d'associés vivants ou s'ils ne répondent pas à la convocation ? Il est certain que dans ce cas on doit appliquer les articles 713

et 539 du Code civil¹. Aussi nous voudrions que la loi sur les associations soit complétée par une addition réglementant un droit de succession *ab intestat* entre associations, droit de succession basé sur une parenté créée par la similitude du but. Nous croyons d'ailleurs que dans aucun cas le droit de déshérence ne doit s'appliquer en matière d'association. Car le législateur, guidé par l'intérêt social, devrait prendre exemple sur le législateur italien. Ainsi, quand il est apparu au législateur italien que les biens d'une personne morale se trouvaient affectés à un besoin disparu ou « auquel il était pleinement et définitivement pourvu d'une autre manière » (art. 70, loi du 17 juillet 1890), on a cru devoir supprimer précisément pour ce motif cette personne morale ; mais on s'est attaché, en réglant la dévolution de ses biens, à concilier l'intérêt public avec les volontés des fondateurs de l'association. On a modifié l'affectation en s'écartant le moins possible de

1. « Ces droits, de retour, disent MM. Trouillot et Chapsal, ayant été exercés conformément aux règles du Code civil, quel sera le sort des biens acquis à titre gratuit, pour lesquels la clause de retour n'a pas été stipulée et de ceux acquis à titre onéreux avec les économies de l'association ? L'être moral disparaît par l'effet de la dissolution sans laisser d'héritiers ; ses biens en cessant de l'avoir pour propriétaire, n'en retrouvent pas d'individuels, ils sont sans maître comme ceux d'une personne morte sans postérité, la succession s'ouvre au profit de l'Etat en vertu des art. 539 et 713 du Code civil. Cette solution n'est-elle pas de nature à faire redouter les dangers de confiscation ? Non assurément, car la dissolution est une mesure grave que les tribunaux ne prononceront jamais sans motif sérieux » (*Lois nouvelles*, n° du 15 janvier 1902, p. 20 et n° du 1^{er} février 1902, p. 21).

l'intention présumée des disposants primitifs. Ainsi voici un exemple : les fondations en faveur des prisonniers et des condamnés, fort utiles dans un temps où le régime pénitentiaire était atroce, sont devenues tout à fait superflues, l'article 90 les convertit en fondations de patronages pour les détenus libérés, ce qui répond à une idée toute moderne.

Il faut faire enfin une dernière remarque au sujet de cet article 9 de la loi de 1901. Il semble résulter, de la façon dont il est rédigé, que les statuts ou l'assemblée générale peuvent autoriser, en cas de dissolution, le partage des biens entre les associés¹. Or, nous le savons, rien n'est plus injuste et rien n'est plus contraire à la nature de l'association que ce partage des biens entre les membres. En effet, aucune

1. Ce danger a été clairement vu et évité par le législateur lorsqu'il a été appelé à régler la dévolution des biens des sociétés de secours mutuels : « Un danger, écrivait dans son rapport M. Benoit d'Azy (*Moniteur*, 23 octobre 1849, p. 3294, col. 2) menace les sociétés de secours mutuels : lorsqu'un capital se trouve accumulé, quelques-uns des membres sont tentés d'en jouir immédiatement plutôt que de le réserver pour un avenir éloigné ; on s'arrange pour se faire une majorité par l'adjonction de nouveaux membres, et alors, sans égard pour les droits acquis, et cette majorité opprimant la minorité, on décide la dissolution et le partage très profitable à ceux qui reçoivent plus qu'ils ont apporté. » Et, plus loin expliquant le détail des règles admises pour la dissolution (*Ibid.*, p. 3295, col. 3) : « Il ne faut pas que de misérables spéculations puissent venir s'exercer au détriment des pauvres. Pour éviter toute chance de spéculation nous avons admis... que, dans le cas de dissolution, chacun des membres alors existants retirerait ce qu'il aurait apporté, déduction faite de ce qu'il aurait lui-même coûté et que le surplus serait réparti entre les établissements du même genre. »

association à but non lucratif n'existe dans l'intérêt exclusif de ses membres. Elle représente un intérêt social qui ne se confond pas avec l'intérêt collectif de ses membres actuels. Ses biens n'ont pas été acquis par la génération présente de ses membres, mais aussi par les générations passées. Mais il est inutile de revenir davantage sur ce mode de dévolution que nous avons déjà critiqué, pour constater qu'il y a là un oubli très regrettable du législateur. Au moment de l'extinction de l'association, les membres peuvent tout au plus avoir le droit de recueillir les biens qu'ils ont donnés. Ils n'ont aucun droit sur les autres biens de l'association qui doivent être attribués à une autre association du même genre que la défunte.

Il est vrai que, le décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi, essaie encore dans son article 15 de corriger ce défaut. Il décide : « L'assemblée générale ne peut attribuer aux associés, en dehors de la reprise des apports, une part quelconque des biens de l'association. » Mais le décret nous semble ici modifier la loi et non l'exécuter. Il a bien soin, à la vérité, de rattacher cette solution « aux dispositions de l'article. 1^{er} de la loi » c'est-à-dire à la définition légale d'après laquelle l'association ne poursuit pas de bénéfices. Mais le

décret n'ose pas aller jusqu'à interdire à l'association d'attribuer statutairement les biens aux associés.

« Hormis cette faculté d'affectation à une
» œuvre similaire, écrivent MM. Trouillot et
» Chapsal ¹, les associés possèdent-ils d'autres
» pouvoirs, et peuvent-ils, comme dans les
» sociétés civiles, partager entre eux le fonds
» social ? A notre avis ce droit ne leur appartient
» pas, parce qu'il aboutirait à un accroissement
» de leur patrimoine personnel. Or ce résultat
» est contraire à la nature de l'association qui,
» ainsi que nous l'avons vu en étudiant l'arti-
» cle 1^{er}, n'est pas comme les sociétés de gain,
» formée en vue d'un partage des bénéfices, et
» ne tend point à l'enrichissement de ses mem-
» bres. Ceux-ci n'ont pas le droit de copropriété
» sur les biens sociaux et ne peuvent pas se les
» approprier en cas de dissolution, pas plus
» qu'ils n'ont le pouvoir d'en disposer au profit
» d'un intérêt privé ou individuel. Tout ce que
» l'on peut équitablement leur concéder, c'est la
» faculté de reprendre dans l'actif, ce que chacun
» d'eux a versé à titre d'apport sous forme de
» cotisation, ou sous toute autre forme, selon
» l'étendue de la capacité juridique de l'asso-
» ciation, car ils peuvent être regardés comme

1. *Lois nouvelles*, n° du 15 janvier 1902, p. 17, 18, 19, 20.

» n'ayant conféré à l'être moral sur leurs
» apports qu'une sorte de droit de jouissance,
» avec réserve d'en reprendre la pleine propriété,
» si celui-ci vient à cesser de fonctionner.

» Ce droit de reprise se justifie encore par la
» raison qu'il est corrélatif à l'obligation qui
» incombe aux parties de supporter les dettes
» sociales, jusqu'à concurrence des sommes
» qu'elles se sont engagées à verser.

» Aussi sommes-nous d'avis que le règlement
» d'administration publique a fait une exacte
» application des principes de la loi en disposant
» par son article 15 que : « Lorsque l'assemblée
» générale est appelée à se prononcer sur la
» dévolution des biens, quel que soit le mode de
» dévolution, elle ne peut conformément aux dis-
» positions de l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} juillet
» 1901 attribuer aux associés en dehors de la
» reprise des apports une part quelconque des
» biens de l'association. » La prohibition rappe-
» lée dans cette disposition conforme à l'essence
» du contrat d'association, empêche les parties
» de provoquer la dissolution dans des vues
» intéressées et pour se partager les sommes
» parfois considérables recueillies dans un but
» de bienfaisance. »

Enfin en ce qui concerne les associations recon-
nues d'utilité publique, la loi se tait sur la desti-

née de leurs biens, en cas de dissolution. Nous pensons qu'il faut par analogie et presque *a fortiori*, leur appliquer l'article 9 et décider que l'assemblée générale des associés actuels, à défaut des statuts, règle souverainement le sort des biens. On ne comprendrait pas que la reconnaissance d'utilité publique privât d'un droit important les associés et rendit à ce point de vue leur situation moins bonne.

Le décret réglementaire du 16 août 1901, a compris les choses comme nous : il soumet exactement aux mêmes règles, dans l'article 11 du titre premier, la liquidation et la dévolution des biens des associations déclarées à celles des biens des associations reconnues d'utilité publique.

Il faut donc conclure que la législation en cette matière est encore bien imparfaite. Aussi, en dehors des préoccupations politiques, le législateur guidé par l'intérêt social, doit-il s'efforcer de faire pénétrer le droit dans les faits pour régler la dévolution des biens des associations par une institution juridique nette et précise, comme il l'a fait pour la dévolution des biens de l'homme. Et pour cela, le meilleur moyen est, croyons-nous, d'établir un droit de succession entre associations.

CHAPITRE V

ATTRIBUTION PARTICULIÈRE DE CERTAINS BIENS

Des clauses de retour en faveur des testateurs, donateurs et de leurs héritiers. — Diverses charges pouvant exister sur les biens de l'association.

Nous avons dit que l'origine des biens possédés par l'association avait une influence sur leur dévolution. En effet nous allons voir, que presque toujours, la loi a réservé les droits des donateurs, des testateurs et de leurs héritiers.

Dans certaines législations pour que les biens fassent retour aux donateurs, testateurs ou à leurs héritiers, il faut une stipulation expresse. Ainsi nous avons vu que la loi belge, sur les Unions professionnelles et sur les sociétés de secours mutuels (loi du 1898 et loi de 1894), exigeait, pour que les biens fassent retour, qu'il y ait eu une clause expresse de retour. Dans d'autres législations, comme la législation française ¹,

1. L'article 31 de la loi du 1^{er} avril 1898 exige cependant une clause de retour.

ce droit est inscrit dans la loi en dehors de toute réserve faite par les donateurs ou les testateurs. Ainsi, la loi de 1825 et celle de 1875, consacrent ce système, mais ni l'une ni l'autre n'indiquent de quelle manière ce droit s'exercera. Sera-ce un droit de retour conventionnel ou un droit de retour successoral ? (art. 951 et 747 du Code civil). Si dans la donation ou le testament il y a une clause de retour, ce droit sans doute sera un retour conventionnel et il s'exercera en faveur du donateur, du testateur ou de leurs héritiers puisque la loi le permet, mais ce n'est point le droit de retour prévu par l'article 951 qui dispose : « Le donateur pourra stipuler le droit de retour des objets donnés, soit pour le cas de précédés du donataire seul, soit pour le cas de précédés du donataire et de ses descendants. *Ce droit ne pourra être stipulé qu'au profit du donateur seul.* » Il semble d'ailleurs que les lois de 1825 et de 1875 visent un cas de retour successoral, car elles ne font allusion à aucune convention. Or, si l'article 747 s'applique, le donateur sera exposé à ne plus rien trouver en nature dans le patrimoine de l'association. Il faut donc dire que le droit de retour prévu par ces lois est gouverné par des principes différents de ceux dont parlent les articles 747 et 951 du Code civil.

De ces deux systèmes nous préférons le pre-

mier. On dit, il est vrai, que dans le second système, la loi fait une interprétation très raisonnable de la volonté des donateurs; mais nous croyons qu'il est plus raisonnable de penser que la volonté des donateurs ou testateurs était que ces biens fussent attribués à une association analogue, puisqu'ils ont dépouillé leurs héritiers sans même stipuler, en cas de dissolution de l'association, un droit de retour en leur faveur.

D'ailleurs, pour nous, si l'association est libre de disposer de ses biens et s'il existe un droit de succession entre associations, nous croyons qu'on ne doit autoriser la clause de retour que pour le cas prévu par l'article 951 du Code civil (retour en faveur du donateur seul). En effet, les raisons données pour légitimer ce droit de retour n'ont plus de portée. On ne peut plus dire qu'il est juste de penser que le donateur a bien voulu déshériter les siens en faveur de l'association et non en faveur de l'État, puisque ces biens ne feront plus retour à l'État, l'association ayant la faculté de les léguer à une autre association du même genre. Il n'est pas non plus, juste de dire que le donateur a voulu gratifier une association déterminée et non pas une association quelconque. En effet ou le donateur a donné sans dire qu'il donnait les biens pour qu'ils soient employés à un but déterminé, et alors nous ne

voyons pas pourquoi ses héritiers seraient plus favorisés que si leur auteur avait fait une pareille libéralité, à des individus ; ou le donateur a donné les biens pour qu'ils soient employés à un but déterminé, et alors nous ne voyons pas plus de raison pour qu'ils fassent retour à ses héritiers, puisque l'association les attribuera à une autre poursuivant le même but ¹. D'ailleurs, selon nous, l'article 9 de la loi du 1^{er} juillet 1901 a consacré cette manière de voir, car il ne fait pas mention d'un tel droit de retour en faveur des héritiers des testateurs ou des donateurs. Comme ce droit de retour, autorisé par diverses lois, est une exception et qu'il déroge aux art. 747 et 951 du Code civil, il semble bien qu'en présence du silence de la loi, il ne faille pas l'admettre ².

1. En sens contraire M. de Vareilles-Sommières dit (*Les personnes morales*, p. 444) : « Le législateur allemand ne réserve en aucun cas le droit de résolution ou de répétition au profit des anciens associés ou des donateurs. C'est injuste. Il faut restituer le reliquat de l'apport ou de la libéralité à l'associé ou au donateur qui démontre péremptoirement qu'il n'a consenti à l'accroissement ou à la donation qu'à une condition ou charge non remplie par le successeur de l'association. L'associé et le donateur ont incontestablement le droit de résolution contre l'association, tant qu'elle existe, dans le cas où elle n'applique pas le bien reçu au but convenu : la dissolution de l'association et le transport de ses biens aux mains d'une autre association, choisie par les associés, ou par la justice ou par la loi, ne peuvent pas logiquement avoir pour effet de les dépouiller de ce droit. »

2. Nous avons vu d'ailleurs que le Code allemand était muet à ce sujet. M. de Vareilles-Sommières reproche à l'article 9 de ne pas réserver le droit des donateurs : « Ce que nous reprochons ensuite, écrit-il dans *Les personnes morales*, p. 448, c'est de ne pas réserver si ce n'est tacitement peut-être le droit de résolution au profit des anciens associés et des donateurs dont les inten-

Pour conclure, nous dirons qu'en dehors du droit de retour de droit commun (articles 747 et 951 du Code civil) il n'y a pas de raison pour admettre un autre droit de retour gouverné par des principes différents. C'est d'ailleurs par le droit de retour du droit commun que nous expliquons le droit de retour sur le montant de leurs cotisations des membres d'une société de secours mutuels. Mais ce droit (prévu par le décret du 26 mars 1852 et la loi du 1^{er} avril 1898) doit, pour des motifs particuliers, s'exercer en dehors de toute clause expresse. En effet, pour encourager la prévoyance, il est nécessaire, croyons-nous, que les membres d'une société de secours mutuels sachent bien, que, même en cas de dis-

tions certaines seraient violées par le choix que fait l'assemblée générale du successeur de l'association. »

Messieurs Trouillot et Chapsal (*op. déjà cité*) n'admettent le droit de résolution des donateurs ou de leurs ayants droit qu'au cas où ni les statuts, ni l'assemblée générale n'ont indiqué l'attribution des biens : « Mais à défaut » d'une décision d'affectation à une œuvre similaire et une fois le droit de re- » prise des apports exercé par les associés que va devenir le surplus de l'actif » social ?

» Tout d'abord les biens acquis entre vifs par donation, ou à cause de mort » font retour aux donateurs ou à leurs ayants droit, ou aux héritiers testateurs, lorsque ce retour a été stipulé dans l'acte en cas de dissolution ou » d'extinction de l'être moral.

» Lors même que cette stipulation n'a pas été explicitement insérée dans » l'acte de retour peut être prononcée s'il est conforme à la véritable intention des parties. On peut soutenir en effet que les donateurs et testateurs » n'ont fait leurs libéralités que sous la condition qu'elles seraient destinées » à l'œuvre entreprise par l'association. Or l'être fictif étant anéanti, leurs » libéralités n'ont plus d'objet, il y a inexécution de conditions et par suite révocation des donations et legs au profit des bienfaiteurs ou de leurs ayants » droit par application des art. 954 et 1046 du Code civil. »

solution de la société, ils rentreront dans leur déboursé.

Nous savons aussi que les associés peuvent avoir certains droits sur les biens de l'association, même lorsque ces biens n'ont pas été donnés par eux. Mais nous avons aussi repoussé la théorie qui prétend que les biens doivent se partager entre les membres de l'association. Car l'assimilation avec les sociétés à but lucratif ne peut se faire. Dire que les biens de l'association sont le résultat du travail des associés, c'est exclure les biens donnés, c'est exclure encore l'idée que l'acquisition de ces biens n'est possible que par une personne juridique différente de celles des associés. Il serait aussi très injuste de répartir entre les membres actuels, des biens accumulés par plusieurs générations. Ceci ne veut pas dire que l'on ne doive rien aux membres de certaines associations. On doit une pension à ceux qui vivaient de l'association. Il y a là une charge sur les biens. Il paraît juste, en effet, que ceux qui ont volontairement abandonnés leurs biens au profit du domaine d'une association, ou consacré leur vie et leurs soins à faire prospérer un établissement d'utilité publique, retrouvent au moins au moment de sa dissolution, l'assurance des secours indispensables à leurs besoins. De tout temps d'ailleurs, ces principes

de justice ont été appliqués par le législateur.

Les assemblées de la Révolution, sentant ce que pouvait avoir d'excessif leur toute puissance, introduisirent dans leurs lois de suppression, des palliatifs sous forme d'attribution de secours. Ainsi, le décret des 13-19 février 1790 qui prohibe en France les vœux monastiques, dispose dans son article 2 : « Tous les individus de l'un ou de l'autre sexe, existant dans les monastères et maisons religieuses pourront en sortir en faisant leur déclaration devant la municipalité du lieu, et il sera pourvu nécessairement à leur sort par une pension convenable ¹. Il sera pareillement indiqué des maisons où seront tenus de se retirer les religieux qui ne voudront pas profiter du présent. »

La loi des 2-17 mars 1791, supprimant les maîtrises et les jurandes, ordonne que des indemnités seront accordés aux possesseurs des offices et des brevets supprimés.

L'application de cette idée fort légitime fut reprise en 1825, et la loi relative aux congrégations et communautés religieuses de femmes porte dans son article 7 qu'en cas de révocation « les membres de la congrégation ou maison religieuse de femmes auront droit à une pension alimentaire qui sera prélevée : 1^o sur les biens

1. Le décret du 18 août 1792 (titre 3) fixe le montant de ces pensions.

acquis à titre onéreux ; 2^o subsidiairement sur les biens acquis à titre onéreux, lesquels dans ce cas ne feront retour aux familles des donateurs ou testateurs qu'après l'extinction des dites pensions ».

Enfin la loi du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels, prévoit en cas de dissolution le prélèvement : « des sommes nécessaires pour remplir les engagements contractés vis-à-vis des membres participants, notamment en ce qui concerne les pensions viagères et les assurances en cas de décès, de vie ou d'accidents ». Il est vrai que dans cette hypothèse, il y a un véritable droit acquis de la part des bénéficiaires des pensions ou des contrats d'assurance.

Une dernière réserve doit être faite avant de procéder à toute attribution des biens, c'est lorsque l'association poursuivant un but de bienfaisance entretient des enfants, des malades ou des vieillards. Dans tous les cas, la justice exige qu'une même existence et les mêmes soins soient assurés à ces personnes.

CHAPITRE VI

DE LA DÉVOLUTION DES BIENS DES ASSOCIATIONS NON AUTORISÉES

Position de la question. — Les différents systèmes sur la capacité juridique des associations non douées de la personnalité. — Leurs conséquences quant à la dévolution des biens. — Étude de l'article 18 de loi du 1^{er} juillet 1901.

Quand sans parti pris et au seul point de vue juridique, on cherche quelle est la solution du problème de la dévolution des biens des associations qui n'ont pas la personnalité, on s'aperçoit qu'il n'y a peut-être pas de question plus délicate à résoudre. En effet, le plus difficile n'est pas de trouver une solution, mais de savoir comment doit se poser la question. « Poser le problème, dit-on, c'est le résoudre ; » ce dicton ne peut pas mieux s'appliquer qu'à notre question.

Quand il s'agit d'une association autorisée, on peut dire qu'il y a décès d'une personne juridique et ouverture d'une succession, mais quand il s'agit de la dissolution d'une association non au-

torisée, on doit dire qu'il y a simplement dissolution d'une association de fait. Or, dans ce cas, l'association, n'existant pas en droit, n'a jamais pu être propriétaire. Tous les biens étaient entre les mains des membres de l'association qui, sans doute en fait, ne les possédaient que pour le compte de l'association, mais qui, en droit, en étaient titulaires. Ou les biens ont été acquis par tel ou tel membre de l'association, auquel cas ce membre en est personnellement propriétaire, ou bien ils ont été acquis par tous les membres de l'association, auquel cas ils appartiennent par indivis à tous ces membres. Dans aucun cas, ils n'ont appartenu à une personne juridique distincte, comme dans les associations douées de la personnalité. Mais il ne faut pas s'arrêter à cette apparence de propriété des associés, il faut aller au fond des choses. Avant de chercher quelle est la solution qu'on doit admettre pour la dévolution des biens des associations non autorisées, il faut se demander dans quels termes se pose ce problème, en indiquant quelle est la condition juridique des associations non autorisées.

En réalité, nous sommes en présence de deux problèmes ; et la solution du premier doit nécessairement être connue pour trouver la solution du second. Or, d'un côté l'étude de la condition juridique des associations non autorisées est une

question en dehors de notre thèse et sa solution comporte autant sinon plus de développements que celle de la dévolution de leurs biens. D'un autre côté, cependant, il nous est nécessaire d'être fixé au sujet de la condition juridique de ces associations, tout au moins sur les points qui intéressent plus particulièrement la question de la dévolution de leurs biens. Aussi, comme l'étude de la condition juridique de ces associations est une question trop délicate et trop vaste pour qu'il soit possible de la traiter brièvement, comme aussi elle a déjà été longuement traitée par les auteurs et qu'elle a fait l'objet d'un grand nombre de thèses, nous nous contenterons d'exposer les principaux systèmes proposés sans entrer dans les détails. Par de nombreuses références, nous indiquerons les ouvrages et les thèses qui traitent de cette question. Nous ne ferons qu'approfondir ces systèmes à ce seul point de vue : quelle est la situation juridique des biens, comment doit s'opérer leur dévolution au moment de la dissolution de l'association douée seulement d'une existence de fait.

Comme la question de la condition juridique des associations non douées de la personnalité a surtout été discutée au sujet des congrégations religieuses non autorisées, pour faciliter et simplifier notre exposé, nous indiquerons les divers

systèmes proposés au sujet de la condition juridique des congrégations non autorisées, car ils s'appliquent aussi à la condition juridique de toutes les associations non douées de la personnalité.

Les associations non autorisées n'ayant pas la personnalité, comment vont-elles exister, posséder en fait? Elles ont des *intérêts corporatifs sans droits corporatifs* ¹. Il n'y a pas un sujet de droit et cependant ces associations, ces congrégations existent en fait. En France, on n'a pas prévu cette hypothèse, comme cela a été fait dans certains pays ². Aussi deux principes se heurtent.

1. M. Larnaudé à son cours (1900-1901).

2. En Allemagne on a prévu cette hypothèse. Le nouveau Code civil allemand nous présente la théorie de la *main commune* (Zur Gesamnten Hand). Les associations vivant sous ce régime ont une ressemblance : 1° avec les associations personnalysées. Elles ont un patrimoine social véritable, c'est-à-dire affecté à l'existence même de la société. Aucun associé ne peut disposer de sa part ni demander le partage. Aucune compensation n'est possible entre les créances de l'un des associés et celles de la société. Un créancier personnel de l'associé ne peut le saisir dans le patrimoine social. En outre, on ajoute généralement que la retraite d'un associé n'entraînera pas la dissolution de la société, et que, même en se retirant, il pourra demander sa part ; 2° d'autre part voici des règles qui rapprochent ces sociétés des associations non personnalysées. L'association a des gérants, qui ne représentent pas l'association mais les associés. Tous les actes juridiques auxquels prennent part les associés touchent chaque associé individuellement et proportionnellement. Les gérants sont tenus personnellement et solidairement chaque fois qu'ils auront traité. Si l'association a des propriétés immobilières, l'inscription de ces propriétés, qui, dans les pays ayant des *livres fonciers* doit être faite sur ces livres y sera faite au nom personnel des associés. Enfin si cette association a un procès, l'association comme telle pourra être demanderesse ou défenderesse. Cette règle est dans l'intérêt des tiers afin qu'ils ne soient pas obligés de citer tous les associés. Ce sont là des règles formées traditionnellement que l'art. 54 du Code civil allemand a consacré (Voir sur la situation

Lorsque l'État a établi une prohibition, il veut la faire respecter. D'autre part, les congrégations et les associations n'ayant pas la personnalité, trouvent dans le droit commun des lignes de défense que l'État ne peut guère franchir. L'État a aboli la mort civile, mais cette suppression le met dans l'impossibilité de sanctionner les prohibitions qu'il édicte.

Cette situation n'étant pas réglée par le Code, on ne trouve que des constructions de la doctrine ou de la jurisprudence. Cependant tout le monde est d'accord sur un point, l'association, n'ayant pas la personnalité civile, ne peut être propriétaire. Mais alors à qui appartiennent les biens ? Ici les doctrines répondent différemment, et selon la réponse au moment de la dissolution, leur dévolution est réglée d'une façon ou d'une autre. Il nous faut donc chercher quel est le véritable propriétaire d'après les divers systèmes proposés.

1) D'après la jurisprudence, les congrégations ont besoin pour être érigées en personnes civiles d'une autorisation régulière, elles ne peuvent donc ni posséder, ni acquérir, ni même ester en justice. Tous les actes faits par elles ou à leur profit, soit directement et en leur propre nom, soit indirectement par l'intermédiaire d'un de

juridique des associations non pourvues de la personnalité l'étude de M. Georges Cahen dans la *Série d'études sur le droit d'association dans les législations étrangères*, op. déjà cité).

leurs membres sont nuls, d'une nullité irréparable. Mais elle admet qu'à défaut de l'aptitude juridique, les congrégations non reconnues ont au moins le droit d'exister et qu'elles constituent des sociétés de fait licites. Les congrégations non autorisées constituant des sociétés de fait ont, comme telles, quoique dépourvues de toute individualité corporative, des droits qui sont la conséquence et comme la condition de leur existence même. Les tiers sont tenus de respecter l'état de fait qui en résulte. Si elles n'ont point en elles-mêmes l'aptitude juridique, elles n'en constituent pas moins, quant à leurs biens et aux actions qui s'y rapportent, des sociétés de fait qui ont qualité pour se défendre contre les usurpations des tiers. C'est ce que la Cour d'Alger a décidé, le 27 mai dans l'affaire Parabère : « Attendu qu'à côté de la non-existence légale des congrégations dépourvues d'autorisation, il y a leur existence de fait, que les tribunaux ne sauraient admettre qu'une association religieuse non reconnue, mais existant au grand jour et avec la tolérance de l'État, puisse être dépouillée par tout venant des biens qu'elle détient, et cela sans justification d'aucun droit dans la personne des réclamants » (Dall. 69,1,312). C'est ce que la Cour de Toulouse a décidé le 24 juin 1878, dans l'affaire Lacordaire (D. 78,1,277) : « Que la jus-

tice ne saurait investir les héritiers sans substituer une possession injuste à une possession irrégulière. » C'est ce qu'avait jugé le 30 décembre 1857, la Cour de Cassation elle-même : « Attendu qu'une communauté religieuse non autorisée, si elle n'a pas d'existence légale et si elle ne présente aucun des caractères d'une véritable personne civile, constitue cependant, entre ceux qui ont concouru à sa formation, une société de fait, nécessairement responsable vis-à-vis des tiers de ses engagements (Dal. 58,1,21) ; Comp. civ. req. 12 mars 1866 (Dal. 66,1,193) ; Aubry et Rau (5^e édition, t. I, p. 179).

Le système ainsi admis par la jurisprudence a été vivement combattu par MM. Ollivier¹, Clamageran² et Beudant³, à juste titre selon nous.

« Pour qui ne se paye pas de mot, dit M. Beudant⁴, la jurisprudence par l'ensemble et la suite de ses décisions est arrivée à créer, pour les congrégations non reconnues, une situation intermédiaire entre celles des particuliers et celles des personnes civiles ; elle s'est par là placée en dehors de la loi, car l'article 537 du Code civil n'admet pas d'autres sujets possibles de droit que

1. E. Ollivier, *Des congrégations religieuses non autorisées. Revue pratique*, 1858, t. V, p. 100.

2. Clamageran, *Des congrégations religieuses non autorisées. Revue pratique*, 1857, t. III, p. 3.

3. Beudant, Note sous Dalloz, 1579,2,225.

4. Note sous Dalloz, 1879,2,225.

les particuliers et les personnes civiles. Prenons par exemple l'affaire Parabère, celle de toutes où éclatent plus saisissantes les conséquences du système. Si on admet, sous prétexte de société de fait, que l'abbé Parabère n'est devenu ni propriétaire, ni co-propriétaire des biens acquis par lui, quoiqu'il les ait acquis en son nom personnel, et que, par suite ses héritiers n'y ont aucun droit à sa mort, on décidera de même à l'égard des autres membres de l'ordre à plus forte raison, puisqu'ils n'auront pas figuré individuellement dans l'acte d'acquisition ; qui donc alors est le propriétaire ? ce n'est pas la société de fait, tout le monde le reconnaît, puisqu'elle n'est pas une personne civile. Voilà par suite un *droit sans sujet* qui se tient en l'air par un procédé mystérieux, voilà des biens qui échappent aux particuliers pour former un patrimoine indépendant qui survivra aux individus et se perpétuera ! Si ce n'est pas la mainmorte, il faut au moins convenir que cela y ressemble singulièrement... Il y a évidemment un vice dans cette conception de la jurisprudence, et ce vice, le voici. Ce qu'on a pris l'habitude d'appeler société de fait, ce sont des sociétés formées par le consentement exprès, mais sans les formalités nécessaires ; il en résulte qu'une société de fait n'est possible que là où une société formelle pourrait être légalement établie.»

Nous ne pouvons donc admettre ce système qui crée une situation intermédiaire entre les particuliers et les personnes civiles, un être juridique intermédiaire. Cette troisième situation n'est pas reconnue dans notre législation, c'est le rétablissement très apparent de la mainmorte, par la création de droits sans sujets. D'ailleurs nous allons voir que ce système au premier abord si favorable aux congrégations, n'est pas sans présenter de grands dangers pour elles en cas de dissolution.

En effet, admettons, par hypothèse, qu'au moment de la dissolution de la congrégation, pour la liquider, il faille la considérer comme une société ayant existé en fait. Ce qui d'ailleurs n'est pas la même chose que de la considérer comme société de fait pendant son existence. Car, sans admettre qu'une congrégation non reconnue est une société de fait, on peut néanmoins admettre qu'on est en présence d'une société qui a voulu se fonder sans y parvenir, et pour la liquider on peut la considérer comme une société de fait à l'égard des membres qui la composent. Une telle hypothèse ne fait pas préjuger qu'on considère un patrimoine de la société distinct de celui des associés, qu'on reconnaît des droits à la société. C'est simplement admettre le genre de liquidation que d'une façon générale la juris-

prudence applique à toutes les sociétés illégales. Il y a de nombreux arrêts en ce sens : ainsi voici un arrêt de la Cour de Cassation de 1876. « Pour qu'il y ait lieu à liquidation, il n'est pas nécessaire que la société soit valable. Ainsi il a été jugé que la nullité d'une société, créée pour un objet licite en lui-même, n'empêche pas que jusqu'au moment où cette nullité est demandée par les intéressés, il ait pu y avoir entre les associés des rapports de faits qui ouvrent à chacun le droit de provoquer le partage de l'actif et du passif résultant des opérations faites en commun. » Un autre arrêt de 1899 dit : « Une société nulle peut être mise en liquidation ; elle doit être liquidée suivant les règles ordinaires en matières de société. »

Que vont devenir les biens si on applique le système de la jurisprudence, et si on liquide la congrégation comme une société ayant existé en fait. Si l'on admet que les religieux ne peuvent revendiquer les biens dont ils ne sont que propriétaires apparents, il faut bien admettre qu'en cas de dissolution de la congrégation, ils ne pourront pas les revendiquer davantage. Il faut être logique en effet : ou les biens appartiennent aux membres de la congrégation et dans ce cas ils peuvent les revendiquer et leurs héritiers

également¹ ; ou bien ils appartiennent à la congrégation elle-même, et alors quand la congrégation sera dissoute, ils feront retour aux donateurs comme dans la loi de 1815, ou seront pris par l'État comme biens vacants, sans que dans aucun cas les membres de la congrégation aient rien à réclamer. Les membres d'une association non propriétaire des biens pendant son existence, ne peuvent le devenir au moment de sa dissolution, car ils n'ont aucun droit sur le patrimoine de la congrégation. C'est une conséquence nécessaire et logique de cet attendu de l'arrêt de la Cour d'Alger du 24 mai 1868, dans l'affaire Parabère² : « Attendu que de l'ensemble de ces faits, il ressort jusqu'à l'évidence que la maison revendiquée et le mobilier garnissant ne peuvent être considérés comme ayant appartenu à l'abbé Parabère, et comme faisant partie de sa succession, que, par suite, ses héritiers réclament une chose au regard de laquelle, ils se trouvent absolument dans la même condition que les per-

1. Ainsi, la Cour d'Alger aurait dû reconnaître aux héritiers du P. Parabère certains droits sur le patrimoine de la congrégation.

2. Voir de même l'arrêt de la Cour de Toulouse du 24 juin 1878, dans l'affaire Lacordaire (Dal. 78,1,277). — « Attendu que Léon Lacordaire puisant ses droits dans sa qualité d'héritier de son frère est passible des exceptions qui pourraient lui être opposées ; qu'il est lié par ses déclarations et par ses actes, et que, s'il résulte nettement du langage et des écrits de ce dernier que les biens qu'il apportait dans la société était un simple dépôt entre ses mains, il ne peut revendiquer une propriété à laquelle son auteur reconnaissait n'avoir aucun droit personnel. »

sonnes les plus étrangères à la famille du décédé... » Sans doute la Cour d'Alger a raison de prétendre qu'on ne peut dépouiller la congrégation si le réclamant ne justifie d'aucun droit¹ : « que réclamant (les consorts Toudeur) une chose qui n'a pas été celle de leur auteur, ils sont sans qualité pour opposer aux détenteurs de cette chose leur incapacité légale ; que la justice ne saurait investir les héritiers sans substituer une possession injuste à une *possession irrégulière* ». (Dal. 1869,1,313). Mais alors, si en cas de dissolution ni le congréganiste, ni ses héritiers ne peuvent pas réclamer les mêmes biens. Que vont-ils devenir ? Quelle est leur propriétaire ? ce n'est pas la congrégation qui n'a pas la personnalité civile. Est-ce que l'État, gardien de l'ordre public, n'interviendra pas avec plus de droit qu'un simple particulier pour revendiquer des biens qui n'appartiennent à personne ou dont les propriétaires n'ont qu'une propriété apparente et irrégulière.

« La thèse à laquelle je me rallie, dit M. l'avocat général Dubois², la jurisprudence à la main, n'a pas pour objet, ni pour effet de régulariser,

1. En effet le défendeur pour triompher contre une revendication n'a pas besoin de prouver qu'il est lui-même propriétaire ; il lui suffit de prouver que le demandeur ne l'est pas.

2. Voir dans le journal *le Droit* du 22 février 1879 ; le réquisitoire de M. l'avocat général Dubois.

contrairement aux prescriptions légales, les acquisitions faites à titre gratuit, ni même à titre onéreux, par des communautés simplement tolérées, » et il ajoute « mais les tiers qui n'ont point été parties au contrat sont tenus de reconnaître l'état de fait qui en résulte ». Cette citation nous semble bien résumer l'esprit général de la jurisprudence : la question de savoir quel est le véritable propriétaire n'est pas tranchée, un point seul est acquis : les simples particuliers ne peuvent pas revendiquer sans droits les biens des congrégations. Nous en sommes donc toujours là : Les congréganistes n'ont qu'une propriété apparente et irrégulière, la congrégation n'est pas propriétaire. Quel est donc le propriétaire ? Qui donc doit prendre les biens au moment de la dissolution ?

En résumé, selon nous, en cas de dissolution, d'après le système de la jurisprudence, on doit seulement permettre au congréganiste de revendiquer les biens dont il est réellement propriétaire. Il ne peut reprendre que les biens qu'il a apportés ¹, il n'a aucun droit sur les biens dont il n'est que propriétaire apparent ; « il ne peut revendiquer (Léon Lacordaire), dit l'arrêt de la

1. Ainsi la marquise de Guerry, en quittant la communauté de Picpus, a repris 700,000 fr. qu'elle avait apportés.

2. Dalloz, 78,1,277.

Cour de Toulouse, une propriété à laquelle son auteur (le père Lacordaire) reconnaissait n'avoir aucun droit ». Comme tous les biens composant le patrimoine de la congrégation n'appartiennent pas tous réellement aux congréganistes, qu'un grand nombre proviennent de donations et n'ont que des propriétaires apparents auxquels la jurisprudence refuse tout droit ; comment seront-ils dévolus et à qui ?

Doivent-ils se partager entre les membres de l'association ? C'est ce que prétend l'éminent avocat M. Barboux. « Nous disons, écrit-il dans un article paru le 10 mars 1900 dans la *Semaine politique et littéraire* des religieux et non des associations religieuses ; car toute propriété suppose un propriétaire et les associations non reconnues, ne constituant pas une personne morale, ne sauraient avoir de propriété. Les religieux sont des associés de fait, et les difficultés qui peuvent s'élever soit entre eux, soit avec les tiers, sont réglées de la façon la plus simple par les principes du droit civil. S'agit-il d'immeubles, la propriété repose nécessairement sur la tête d'un ou de plusieurs religieux ; le ou les propriétaires exercent les droits et remplissent les obligations que la propriété imposerait à des laïques ; car la loi civile ignore et doit ignorer la profession religieuse du propriétaire et l'usage

qu'il fait de sa propriété, dès que cet usage n'est pas contraire aux lois qui défendent l'ordre public et les bonnes mœurs. S'agit-il de valeurs mobilières, la propriété en est établie pour le religieux comme pour tous les autres ; car la loi civile ne connaît que des citoyens et le religieux est un citoyen. Le religieux veut-il se retirer de la communauté, il en a le droit ; car la loi civile ne reconnaît pas le vœu qu'il a fait. S'il a apporté des biens, il les emporte avec lui, et c'est ainsi que la marquise de Guerri, en quittant la communauté de Picpus, a repris les 700,000 francs qu'elle avait apportés. Le religieux vient à mourir, ses héritiers exercent les mêmes droits qu'il avait lui-même, et s'il a voulu, par un testament, assurer la propriété de ses biens personnels à cette communauté non autorisée qui ne peut pas les accueillir (art. 911 du C. civil), les héritiers demanderont la nullité du testament et le sol des tribunaux est jonché des débris de testaments ainsi déchirés. Enfin, supposons qu'une association religieuse se dissolve, la liquidation en sera faite comme celle d'une société laïque. Ainsi, quelle que soit l'hypothèse qu'on envisage, elle sera réglée comme si l'association religieuse était une association laïque, et jamais l'État n'interviendra pour s'emparer des biens qu'il n'a pas créés et sur lesquels il ne peut avoir d'autre

droit que celui de la force foulant aux pieds les règles les plus élémentaires de l'équité. Ce n'est ici que l'analyse rapide de toute la jurisprudence des Cours d'appel et de la Cour de Cassation '... »

Nous ne pouvons admettre comme le fait M. Barboux que le système de la jurisprudence puisse conduire en cas de dissolution de la congrégation au partage des biens entre les associés. En effet, en nous basant sur certains arrêts (affaire Lacordaire et affaire Parabère), nous avons montré que la jurisprudence refusait aux congréganistes tout droit de copropriété sur le patrimoine de la congrégation. Or, si l'on prétend que la jurisprudence admet le partage entre associés au moment de la dissolution, c'est arriver à un résultat bizarre et contradictoire. C'est dire que, suivant les circonstances, l'associé aura ou n'aura pas de droit de copropriété sur le patrimoine de la congrégation. C'est dire que lorsqu'un congréganiste vient à mourir, la jurisprudence la regardera comme n'ayant aucun droit de copropriété sur le patrimoine de la congrégation, puisqu'elle refuse à ses héritiers tout droit sur ces mêmes biens ; et que lorsque la congrégation vient à se dissoudre ou à être

1. Voir le *projet de loi sur les associations*, par M. Henri Barboux. Opuscule publié par la *Semaine politique et littéraire*.

dissoute, la jurisprudence reconnaîtra à ce même congréganiste un droit de copropriété sur le patrimoine de la congrégation en l'admettant au partage des biens.

D'ailleurs, le système de la jurisprudence n'aboutirait-il pas à cet étrange résultat, nous croyons qu'il ne faut pas admettre comme modèle de dévolution le partage des biens entre les membres de la congrégation, parce qu'on prétend qu'il y avait une société de fait entre eux. Ce serait forcément aboutir à une injustice et à une iniquité. En effet les congréganistes se partageraient des biens provenant de donations, d'aumônes et de quêtes, des biens amassés par de longues générations, pour le service de la religion et le soulagement des pauvres. Sans doute nous pensons que la plupart des congréganistes continueraient, à leur donner une même affectation, mais ce n'est pas une raison pour leur attribuer des biens sur lesquels ils n'ont aucun droit. Nous verrons qu'il y a une autre solution beaucoup plus conforme à la fois à l'intérêt de la congrégation et à la justice ¹.

2) Un autre système voyant la gêne que suscite la question de la personnalité, nie et sup-

1. Nous verrons plus loin que M. de Vareilles-Sommières, qui admet le partage des biens indivis entre les associés, réglemente le partage de tout autre façon que pour une simple société commerciale.

prime la personnalité pour toutes les associations. Ce système a été brillamment développé par M. Van den Heuvel et M. de Vareilles-Sommières. « La fiction de la personnalité civile nous apparaît, dit M. Van den Heuvel, comme un legs malheureux de la subtilité romaine. La fiction et la légende vont de pair, elles ne conviennent qu'à des peuples enfants. Nous disons en empruntant le style de Comte qu'elles appartiennent à la première étape de l'évolution humanitaire ¹. » Et d'après M. de Vareilles-Sommières : « Une société n'est pas plus une personne de fait qu'une personne de droit : elle n'est personne... Il n'y a rien autre chose que des associés : il suffit d'ouvrir les yeux pour le voir ². »

Pour vivre, les associations, les congrégations, vont former, non pas un contrat de société civile ou commerciale, mais un *contrat innomé d'association*, l'article 1107 du Code civil le permet formellement. « Un des principes incontestés du droit civil, dit M. de Vareilles-Sommières ³, est que tous les contrats dont il n'est pas parlé dans le Code civil ou dans quelque autre loi sont

1. Vanden Heuvel, *De la situation légale des associations sans but lucratif*, p. 34.

2. De Vareilles-Sommières, *Du contrat d'association ou la loi française permet-elle aux associations non reconnues de posséder*, p. 35.

3. *Idem*, p. 7.

néanmoins valables, pourvu qu'ils satisfassent aux conditions essentielles à tout contrat. Le Code civil lui-même proclame leur validité et les désigne sous le nom de contrats innomés dans l'article 1107. »

On va donc faire un contrat innomé permis. Il sera soumis aux règles générales du Code civil, il ne devra pas violer les bonnes mœurs et l'ordre public. Ainsi l'association ne va pas former une personne morale, mais une masse d'associés, et elle se confond avec les individus qui la composent. Elle n'aura aucun droit propre, mais elle va acquérir, aliéner par les membres qui la composent et à leur profit. Ils deviennent propriétaires *ut singuli*, mais sont associés. Dans ces conditions, une congrégation pourra, par ses membres, faire librement les actes de la vie civile, notamment acquérir sans autorisation à titre gratuit. Sans doute cette situation n'est pas sans danger, et l'association vivra moins bien que si elle avait la personnalité¹, mais elle vivra. Ainsi il y a le danger que les religieux ayant une véritable propriété, ne la dissipent ou ne demandent le partage. Mais on l'évitera par certaines clauses de droit commun. En résumé, le sort de l'association non reconnue

1. « La personnalité, dit M. de Varcilles-Sommières, est un utile ornement. *Op. déjà cité* ».

sera meilleur que celui de l'association reconnue. M. de Vareilles-Sommières ne le dit pas, mais cela ressort clairement de l'esprit général de son ouvrage sur le *Contrat d'association*¹.

Si séduisant que soit ce système nous ne pouvons l'accepter². Sa réfutation nous la trouvons dans les conséquences mêmes qu'il produit : il donne les moyens de vivre illégalement sous le couvert de la légalité. Ainsi en 1830, en Belgique, on craignait la mainmorte. On décida que les associations seraient libres, mais on régla strictement la personnalité, en visant surtout les congrégations. Or, avec ce système, la mainmorte a revécu plus que jamais : une congrégation non reconnue a une situation meilleure qu'une congrégation reconnue, elle peut en effet acquérir et aliéner sans autorisation et sans contrôle.

En outre les partisans de cette théorie sont bien obligés de raisonner pour les autres associations comme pour les congrégations. Ils doivent nier partout la personnalité juridique

1. M. de Vareilles-Sommières s'en défend dans sa réponse à M. Beudaut, (*Revue critique*, année 1895, cet article a été publié à la librairie Pichon, p. 9). « Il n'y a qu'un droit, écrit-il, dont on puisse dire que, d'après mon livre, l'association possède plus complètement que l'association reconnue : c'est le droit de recevoir des libéralités. »

2. Il a été vivement critiqué par M. Beudaut (note sous Dalloz, 1894, 2, 239) et par M. Epinay, *De la capacité juridique des associations formées sans but lucratif*. Thèse, Lille, 1897.

et dire que dans l'État, la commune, il n'y a pas de personnalité : l'État, la commune ne seraient que des groupes d'associés vivant, *hic* et *nunc*, et par suite on pourrait partager tous les biens des communes et de l'État entre les associés actuels !

Enfin une dernière remarque s'impose ; s'il est vrai que les associations peuvent vivre sous l'empire du Code civil, pourquoi est-il nécessaire de réclamer la liberté d'association ? L'État ne devrait-il pas plus tôt demander une rectification de certains articles du Code civil pour pouvoir se garantir contre la puissance de l'association et les dangers de la mainmorte ?

D'ailleurs, comme le système de la jurisprudence, ce système arrive au moment de la dissolution de l'association à une contradiction. En effet tout le système repose sur cette idée que ce n'est pas l'association, mais les associés qui possèdent le patrimoine social. Or logiquement, au moment de la dissolution ils doivent se partager les biens et après le partage, chaque associé doit pouvoir en jouir comme si ces biens n'avaient jamais eu d'affectation spéciale. C'est alors qu'apparaît le point faible du système. En effet, les associés, après la dissolution, n'auront pas la libre disposition des biens ou du moins de certains biens qui leur auront été dis-

tribus en partage, car en réalité ces biens ne sont pas à eux. Et pour sauvegarder l'équité on fait alors appel au *deus ex machina* en la personne du ministère public. C'est ce que nous allons bien comprendre en lisant le passage suivant extrait de l'ouvrage de M. de Vareilles-Sommières¹ : « Les membres de l'association dis-
» soute se partagent l'avoir social tout entier.
» Chacun d'eux a la libre disposition de ce qui,
» dans son lot, peut être regardé comme pro-
» venant de son apport. En ce qui concerne les
» biens qui leur avaient été donnés, il faut exa-
» miner sous quelle condition au juste ils les
» ont reçus.

» Si le donateur n'a voulu grever sa libéralité
» que d'une charge temporaire et ne l'affecter
» à l'œuvre de charité, d'étude, d'enseignement,
» poursuivie par les associés, que pendant la
» durée de leur association, le bien devient
» libre aux mains de celui dont la part le com-
» prend.

» Si le donateur a entendu grever la donation
» d'une charge indéfinie, l'affecter pour tou-
» jours, par exemple, à la fondation et à l'entre-
» tien d'un hospice ou d'une école gratuite, les
» ex-associés doivent s'arranger pour que la

1. De Vareilles-Sommières, *Le contrat d'association ou la loi française permet-elle aux associations non reconnues de posséder*, p. 190 et 191.

» condition de la libéralité continue, si c'est
» possible, d'être remplie. En se chargeant de
» subvenir désormais à lui seul aux frais de
» l'œuvre, l'associé dans le lot duquel est placé
» le bien donné pourra le plus souvent y par-
» venir. S'il ne peut ou ne veut pas le faire, le
» droit de révocation pour inexécution des
» charges s'ouvre au profit du donateur ou de
» ses héritiers.

» Nos lois n'organisent aucun autre moyen
» de garantir l'exécution des volontés du dona-
» teur. Dans une législation bien faite, le minis-
» tère public devrait avoir la mission de faire
» respecter, dans certains cas, les charges im-
» posées par le disposant non seulement à des
» donataires associés, mais à tout donataire.
» Le ministère public devrait être armé de ce
» pouvoir, soit quand la donation a été faite par
» une foule de petits souscripteurs dont chacun
» a un intérêt trop minime dans la résolution
» pour s'occuper de la réclamer, soit lorsque le
» donateur est mort sans héritiers connus, soit
» lorsque ses héritiers par négligence, igno-
» rance ou complicité, ne veillent pas à l'exécu-
» tion de la charge. Sur les conclusions du
» ministère public, faute par le donataire de se
» mettre en règle dans un certain délai, la dona-
» tion serait transférée à un établissement

» public ou d'utilité publique capable d'exécuter
» la charge ¹. »

Pour mieux faire saisir combien le mode de dévolution préconisé par M. de Vareilles-Sommières se concilie mal avec son système, il nous paraît tout à fait intéressant de rapporter un passage de M. Van den Heuvel que M. de Vareilles-Sommières cite tout au long dans son ouvrage le *Contrat d'association* : « L'homme du peuple qui ignore le droit, dit M. Van den Heuvel ², et qui contracte en qualité de président ou de trésorier d'une société de fanfare ou d'une association ouvrière, n'a probablement jamais entendu parler de la personnalité civile. Qui lui aurait révélé l'existence de cette subtilité juridique ? Ce n'est pas la réalité, la vie pratique, puisque cette personnalité ne constitue, à ce que l'on dit, qu'une fiction légale. Ce n'est pas même le Code, car on chercherait vainement à travers toute la série de ses articles, les expressions de « personnes civiles » et « d'être moral ». Ce ne sont pas les auteurs, car il faut bien lui pardonner de n'avoir pas eu le temps de les ouvrir et de les méditer. Et l'on viendrait sérieusement prétendre que cet homme entend repré-

1. De Vareilles-Sommières, *Le contrat d'association*, p. 190 et 191.

2. Van den Heuvel, *De la situation légale des associations sans but lucratif*, p. 163 et 164.

senter une individualité, dont il ne connaît ni le nom, ni l'espèce, ni les qualités ! « L'État c'est moi » disait un illustre potentat. A l'inverse, cet honnête citoyen vous dira, lorsque vous l'interrogerez, que « la société, ce sont tous ceux qui en font partie, ce sont tous les associés ». Si c'est un jurisconsulte qui agit au nom de l'association, l'absurdité du système de l'interposition apparaît plus saillante encore. Le juriste sait que la société dont il est le représentant n'a pas de personnalité légale, qu'elle n'est pas reconnue ; il sait que contracter pour cet être inexistant c'est passer un acte nul, tandis que contracter pour les sociétaires, c'est faire un acte parfaitement valable. Et l'on viendrait vous dire qu'il a eu l'intention de commettre une nullité de favoriser une personne inexistante ! Mais il ne faut pas supposer la folie des gens et un homme qui contracterait dans ces conditions, nous paraîtrait aussi insensé que ce Romain, dont parle le Digeste, qui s'engageait sous la condition que Titius toucherait du doigt le ciel. »

Disons enfin que ce système aboutit presque forcément à une injustice ; car certains associés, ceux qui seront de mauvaise foi, se verront attribuer un enrichissement auquel ils n'ont aucun droit. En effet, admettons par hypothèse, que le ministère public veille à ce que les biens

donnés conservent l'affectation imposée par le donateur. Comment fera-t-il pour reconnaître les biens qui sont affectés à un but quelconque de ceux qui ne le sont pas. Cela est impossible, M. de Vareilles-Sommières le dit lui-même :
« Beaucoup de donations¹ ont été faites de la
» main à la main et ont été ignorées des parents
» les plus proches du donateur, mort depuis.
» Pour beaucoup d'autres, toute preuve fait
» défaut, même l'aveu des donataires : elles ont
» été faites anonymement, déposées dans un
» tronc, dans une aumônière. Pour toutes et
» pour les apports des associés, il y a une autre
» preuve très difficile à faire : c'est que la
» somme donnée ou apportée se retrouve au
» moins pour partie dans la masse sociale au
» moment de la dissolution et dans quelle mesure
» elle s'y retrouve. Il faudrait pour le savoir,
» tenir compte des fluctuations de l'avoir
» social depuis l'apport de la donation, et se

1. Ce passage n'est pas extrait du *Contrat d'association* mais des *Personnes morales*, p. 436 et voici à quel propos M. de Vareilles-Sommières s'exprime ainsi : « Il ne faut pas admettre selon lui, entre associés, le partage des biens d'une association à but non lucratif, même en réservant le droit de résolution des donateurs ou de leurs héritiers, car il est impossible qu'en fin de compte les associés reçoivent seulement en partage les biens qu'ils ont apportés. Et s'ils recevaient plus il y aurait une injustice. Il nous faut dire aussi qu'en s'exprimant ainsi cet auteur se place dans l'hypothèse de la liquidation d'une association reconnue ; mais il n'en est pas moins vrai que s'il est impossible de retrouver dans le patrimoine d'une association reconnue les biens ayant une affectation spéciale imposée par les donateurs, cela aussi est impossible pour une association non reconnue. »

» livrer à des recherches et à des calculs d'une
» grande difficulté et qui souvent ne donneront
» aucun résultat sûr. »

3) D'après un troisième système, les associations religieuses non autorisées sont, à raison de leur caractère même, des associations illicites, n'existant qu'au mépris des lois. En effet, dit-on, les lois de la période révolutionnaire sont encore aujourd'hui la base du droit public en cette matière. Or, dans ces lois, l'enchaînement des idées est très apparent : la loi de 1790 a enlevé aux congrégations la personnalité civile ; les lois de 1792 ont prohibé et puni comme délit leur existence de fait, c'est cette existence de fait, alors interdite, que le décret de messidor an XII, venant ensuite, a permise, mais en la subordonnant à une autorisation. La loi de 1817, modifiée en 1825 et en 1852 a changé la forme et en même temps les effets de l'autorisation, elle a laissé intact le principe des lois de 1792, et du décret de messidor ; donc l'autorisation est aujourd'hui nécessaire aux congrégations non seulement pour exister comme personnes civiles mais même pour exister comme simples associations de particuliers. Leur établissement sans autorisation est illicite ; il constitue une contravention aux termes de l'article 10 de la loi du 18 août 1792 et de l'article 6 du décret de messidor. Voici

maintenant au point de vue civil, les conséquences de ce système, relativement à la valeur juridique des actes faits par les religieux ou à leur profit. S'il s'agit d'actes, réalisant vraiment leurs effets, en la personne des membres de la communauté considérés comme particuliers, ils sont valables, car depuis 1790, les religieux restent citoyens et capables malgré les vœux prononcés, et, s'ils possèdent ou acquièrent des biens, leur propriété est tout aussi légitime et doit être régie de même que celle de tout autre. Mais ces actes sont nuls, quoique faits par les religieux et en leur nom personnel, s'il apparaît qu'ils doivent profiter à la congrégation dont l'existence de fait est illégale; ils ont alors une cause illicite (Code civil, articles 1131 et 1133). La distinction se réduit à une question de fait. Les tribunaux ont un pouvoir souverain pour déterminer le caractère et le but des actes qui leur sont soumis¹.

1. C'est le système admit par Laboulaye, *De l'église catholique et de l'Etat*, *Revue de législation*, 1845, t. I, p. 480. — Vivien, *Études administratives*, t. II, p. 305. — Laferrière, *Cours de droit public*, 5^e édit., p. 265 et suiv. — Clamageran, *Des communautés religieuses non autorisées*. *Revue pratique*, 1858, t. III, p. 3. — E. Ollivier, *Des congrégations religieuses non autorisées*. *Revue pratique*, t. V, p. 97. — Postel, *Étude sur le régime légal des communautés religieuses en France*, p. 25. — Balbie, *Traité du droit public et administratif*, 5^e éd., p. 19. — Trochon, *Du régime légal des communautés religieuses*, p. 289 et s. — Graux, *Des congrégations religieuses devant la loi*, p. 66. — Seligman, *Revue critique*, 1879, t. VIII, p. 369. — Ducrocq, *Cours de droit administratif*, 6^e éd., t. II, p. 618. — Laurent, *Principes du droit civil*, t. VI et XVI. — Orts, *De l'incapacité civile des congrégations religieuses non autorisées*.

Ce système est très dur pour les congrégations non autorisées, il aboutit en cas de dissolution à l'attribution des biens à l'État. « Les corporations non reconnues ne peuvent, ni acquérir, ni posséder à aucun titre, dit M. Laurent dans son avant-projet de revision du Code civil ; il y a une impossibilité juridique à ce qu'elles soient propriétaires ; la propriété, le droit le plus considérable, droit qui donne la faculté de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue, ne saurait reposer sur la tête d'un non-être ; cela serait contradictoire dans les termes. Voilà pourquoi les communautés religieuses cherchent à se créer une existence apparente par des actes simulés et frauduleux ; mais la simulation et la fraude ne peuvent donner l'existence à un non-être auquel la loi refuse l'existence légale. Cependant il y a des communautés religieuses qui acquièrent et possèdent comme telles, c'est-à-dire des prête-noms qui ont l'intention d'acquérir pour la corporation considérée comme être distinct des religieux qui la composent. »

« A qui appartiennent les biens que les communautés non reconnues possèdent de fait ? Ce n'est pas aux communautés, elles n'existent pas aux yeux de la loi et, non-être ne saurait être propriétaire. »

« Les moines qui détiennent les biens, ou les

prête-noms qui les possèdent pour les corporations illégales en sont-ils propriétaires? Cela est juridiquement impossible. Alors même que les moines figurent dans les actes comme donataires ou acheteurs, il ne s'opère pas de transmission de propriété, la communauté ne peut pas acquérir et les religieux ne veulent pas acquérir, en ce sens qu'ils entendent acquérir au nom de la communauté considérée comme corps moral, c'est-à-dire pour un non-être ; ils n'entendent pas acquérir en leur nom personnel ; il n'y a donc pas contrat translatif de propriété. Je dirai plus loin qui est propriétaire, il est certain que la communauté ne l'est point. »

« Si ce sont des tiers, c'est-à-dire des personnes étrangères à la communauté, qui figurent au contrat dans l'intention d'acquérir pour la communauté, la conséquence est la même. Ce sont des prête-noms ou des personnes interposées. Ils ne peuvent pas acquérir pour la communauté, parce que celle-ci n'a pas d'existence légale et ils n'acquièrent pas pour eux-mêmes parce qu'ils n'entendent pas agir en leur nom. »

« Ces principes sont d'une évidence telle qu'il serait inutile de les appuyer sur la jurisprudence s'il ne s'agissait pas de gens de mainmorte. »

« Il est rare qu'en droit on puisse parler d'évidence, mais ici elle est incontestable. Peut-il y

avoir transmission de propriété au profit d'un non-être? Évidemment non. Peut-il y avoir transmission au profit d'un prête-nom ou d'une personne interposée? Évidemment non. Peut-il y avoir transmission au profit des moines qui ne veulent pas et ne sauraient vouloir être propriétaires? Non, car ils ne veulent acquérir que pour une communauté qui n'existe pas. »

« Donc, dans aucune hypothèse, il n'y a volonté, consentement, partant il n'y a pas de contrat, ni de translation de propriété. Si cela n'est pas évident, il faut dire que rien ne l'est. »

Aussi M. Laurent, dans son avant-projet « reconnaît à l'État le droit et lui impose le devoir de revendiquer, comme biens sans maître, les biens meubles et immeubles détenus illégalement par des corporations frauduleuses ».

En résumé, les déductions impeccables de M. Laurent, nous prouvent successivement le défaut de droit, des anciens propriétaires qui se gardent d'ailleurs de réclamer des biens dont ils ont reçu le prix, des associés, simples dépositaires interposés par rapport à l'être moral non reconnu, et enfin de l'être moral que la loi annule et dissout. Et ces condamnations sans appel prononcées, elles ne nous présentent pas de titulaires pour ces biens détenus par interposition de personnes, sauf l'État auquel elles demandent

d'exercer sur eux ses droits réguliers sur les biens sans maître.

Ajoutons enfin pour terminer l'exposé de ce système que certains de ses partisans, comme E. Ollivier¹, soutiennent que les dispositions faites au profit des membres d'une communauté non reconnue doivent être, jusqu'à preuve contraire, présumées faites à la communauté elle-même et comme telles annulées. Ce qui revient en somme à dire que les religieux sont frappés de la mort civile, car on ne pourrait alors revêtir le froc sans être dépouillé des droits civils les plus importants.

Donc d'après ce système, non seulement la congrégation non reconnue n'a pas la personnalité civile, mais encore son existence de fait est illicite ; non seulement les actes des religieux sont nuls lorsqu'ils ont été faits au profit de la communauté, mais encore doivent être jusqu'à preuve contraire présumés faits au profit de la communauté. Et sa conclusion très naturelle est celle-ci : la communauté, n'étant pas autorisée, est incapable d'acquérir. Le religieux possède pour elle. Donc il ne possède pas pour lui-même, et comme celle pour qui il possède ne peut pas

1. « Pour établir l'intervention frauduleuse, il ne sera besoin ni de peines, ni de recherches. Il suffira d'ouvrir les yeux : L'existence des vœux en est le signe caractéristique. » — E. Ollivier, *Les congrégations non autorisées. Revue critique*, 1853, t. V, p. 109.

posséder, il s'ensuit qu'il n'y a aucun possesseur et que le seul propriétaire est l'État.

Pas plus que les précédents, nous ne pouvons admettre ce système. D'abord l'existence de fait de la congrégation est-elle illicite ? Rien n'est moins certain car la question est très controversée¹. Mais nous admettrons néanmoins, par hypothèse, que l'établissement d'une communauté sans autorisation constitue un fait illicite pour éviter une discussion qui est à côté de notre sujet. Nous pouvons d'ailleurs sans peine faire cette concession, car il y a bien d'autres raisons pour ne pas admettre ce système.

En effet ce système aboutit lui aussi à d'étranges résultats. Si les actes passés par les membres d'une congrégation *ut singuli*, sont nuls comme ayant une cause illicite, ils sont nuls d'une nullité absolue. Ils ne peuvent pas plus produire d'effets contre ceux qui les ont passés qu'à leur profit. Qu'arrive-t-il alors ? Le supérieur d'une communauté non autorisée passe un contrat avec un entrepreneur pour réparer la chapelle du couvent. L'entrepreneur fait les travaux et présente sa note. Le supérieur répond qu'il ne veut pas payer. D'après ce système quel re-

1. L'établissement d'une communauté est licite d'après : 1° M. Beudant, *Dal.*, 1879, 1, 225 ; 2° M. Laisné Deshayes, *Du régime légal des communautés religieuses en France* ; 3° M. Bouché, *Du droit d'exister des congrégations religieuses non reconnues*. Thèse, Rennes 1897.

cours à l'entrepreneur, puisque l'engagement du supérieur agissant au nom de la communauté est nul. Aucun. Il ne peut poursuivre, ni le supérieur personnellement, puisque celui-ci a agi au nom de la communauté, ni la communauté qui est inexistante, puisqu'elle n'a pas la personnalité. Il doit donc rester avec son mémoire impayé.

De plus, on ne peut admettre cette théorie qui prétend que les dispositions faites au profit des membres d'une communauté non reconnue doivent être, jusqu'à preuve contraire, présumées faites à la communauté et comme telles annulées, car c'est rétablir pour les religieux la mort civile qui a été supprimée. « Une pareille théorie serait inique, dit M. Beudant ¹, car on ne pourrait alors revêtir le froc sans être dépouillé des droits civils les plus importants ; elle est en tout cas extralégale, car il est de principe que la fraude ne se présume pas et que les actes doivent être interprétés *potius ut valeant* (Code civil, art. 1157). »

Ce système a été magistralement combattu par M. Beudant dans sa note sous Dalloz (79, 2, 225). D'après lui les congrégations non reconnues ne sont pas illicites, mais les contrats qu'elles passent sont frappés d'une nullité absolue. Seulement pour M. Beudant, ce n'est pas d'interpo-

1. Beudant, note sous D., 1879, 2, 225.

sition qu'il faut ici parler mais de simulation. L'interposition ne se conçoit pas vis-à-vis d'un non-être ¹. D'ailleurs, le résultat est le même en dépit de cette qualification différente, mais la simulation ne doit pas se présumer. Les contrats et les libéralités, les gens capables les ont passés ou reçus. Il faut prouver le fait anormal qu'on allègue. Et en particulier dans les contrats à titre onéreux la nullité ne se produira guère souvent. Car des personnes capables ont passé les actes. La cause est licite quoiqu'on en ait dit. La prétendre illicite, c'est la confondre avec les motifs et contredire à la fois le Code civil et les juristes qui l'ont inspiré. « Nous comprendrions, dit M. Beudant, dans le système du jugement ², qu'on annulât la société formée entre les religieux, car l'établissement de la communauté serait l'objet du contrat et aux termes de l'article 1833 du Code civil, « toute société... doit avoir un objet licite... ». Mais les juges de 1^{re} instance ont à n'en pas douter commis une méprise en étendant cette solution à l'achat d'un immeuble fait par des religieux en leur nom personnel par cela seul qu'il devait servir à la communauté. Ils ont confondu la cause finale qu'exigent les articles 1108 et 1131 du Code civil, avec la cause impulsive qui

1. A ce sujet voir Laisné Deshayes, déjà cité, p. 93.

2. Jugement du tribunal de la Seine du 1^{er} juillet 1878 (D. 1879, 2, 225).

est sans influence sur la formation et sur la validité du contrat. »

D'après M. Beudant, la preuve de la simulation ne doit pas se fonder sur ce fait que certaines personnes affectent des biens au service de la communauté : « Dès que l'établissement d'une communauté ne fait fraude à aucune loi, ainsi que nous croyons l'avoir démontré, rien ne s'oppose à ce qu'un particulier affecte un bien lui appartenant au service de cette communauté, ni même qu'il acquiert un bien avec intention de l'y affecter ; rien ne s'oppose davantage à ce qu'un donateur ou un testateur donne ou lègue un immeuble à une personne sachant quel emploi elle en fera : l'usage des choses est libre. Distinction subtile, dira-t-on, peut-être ! Subtile tant qu'on voudra, en tous cas bien ancienne et bien pratique. Ulpien la faisait déjà : il décidait, en conséquence, qu'un legs qui serait nul fait à un collègue illicite serait valable fait à tous et à chacun de ses membres individuellement : « *Illi enim, non quasi collegium, sed quasi certi homines admittentur ad legatum* » (L. 20 I. *De rebus dubiis*, liv. 34, titre 5). Elle a toujours été admise comme rationnelle et nécessaire, c'est elle qui explique de nos jours, la situation faite aux nombreuses associations scientifiques, littéraires, artistiques ou autres non reconnues comme établissements d'u-

tilité politique. Elles n'ont pas d'existence légale, par suite elles ne peuvent faire en leur propre nom aucun acte de la vie civile ; ce sont leurs membres *ut singuli*, un ou plusieurs collectivement qui passent avec les tiers les contrats que nécessite la poursuite de l'œuvre commune. A-t-on jamais songé à nier la validité des actes passés par eux et par exemple, à déclarer nul l'achat d'un immeuble destiné à être affecté au service de l'œuvre entreprise ? On le pourrait d'autant moins que la loi suppose dans quelques cas, impose même parfois cette situation. Ainsi la loi du 12 juillet 1875, articles 6 et 11, surbor-donne la reconnaissance des établissements libres d'enseignement supérieur comme établissements d'utilité publique à ce qu'ils possèdent les immeubles et les ressources nécessaires à leur fonctionnement. A qui appartiennent ces biens avant le décret ? Ce n'est pas à l'établissement même, puisqu'il n'existe pas encore comme personne civile ; c'est donc aux particuliers qui les ont acquis ; on n'a jamais songé à dire que l'achat qu'ils en ont fait est nul comme l'ayant été par personne interposée au profit d'un établissement non reconnu. C'est ailleurs, c'est dans les mille circonstances de la cause que la preuve de la simulation doit être cherchée. S'agit-il d'actes à titre onéreux, d'une vente par exemple, il faut savoir

si l'acheteur a entendu acquérir pour lui, pour que la chose entrât vraiment dans son patrimoine, ou en vue de l'intérêt collectif et pour la communauté ; s'agit-il d'actes à titre gratuit il faut savoir si le disposant a entendu gratifier le bénéficiaire désigné ou par lui la communauté. La vérité, ici comme presque en toutes choses, est dans les nuances, c'est au juge du fait à les apprécier. Sa décision sur ce point est souveraine, elle échappe à la censure de la Cour de Cassation. »

En résumé, le droit de l'individu, telle est en fin de compte la base du système de M. Beudant. Moins outré que celui de MM. Ollivier et Laurent, il constitue sans aucun doute l'expression la plus libérale et la plus parfaite de la « doctrine classique ». En effet nous admettons avec M. Beudant que les membres des congrégations sont capables *ut singuli*, mais qu'ils ne peuvent par l'exercice de leurs droits, en tant que citoyens, faire naître des droits corporatifs et faire vivre une personne juridique civile. Avec M. Beudant nous dirons : « Tout se réduit à une question de fait dans les procès de ce genre. Dès qu'il est admis en principe, qu'une congrégation non autorisée ne peut être sujet de droits, il est clair qu'elle ne peut pas plus acquérir sous le couvert et par l'intermédiaire de prête-noms que par elle-même ; il n'est pas plus permis d'éluder

la loi que de la violer ouvertement. Par suite, un acte n'est pas valable par cela seul qu'il a été fait par un religieux ou à son profit, en son nom personnel ; il faut de plus que la réalité réponde à l'apparence ; le pouvoir judiciaire a précisément pour mission de briser tout ce qui sert d'enveloppe à la simulation... Et alors de deux choses l'une : si l'acte apparaît comme entaché de simulation il doit être annulé, s'il apparaît comme sincère, il doit recevoir son exécution. »

Donc pour nous de simples citoyens ne peuvent pas, grâce à leurs droits individuels, faire vivre une personne civile. Cependant dans la réalité, grâce à la tolérance du gouvernement, les religieux arrivent à faire vivre leur congrégation parce que les actes entachés de simulation ne sont pas annulés. Or, qu'arrivera-t-il, lorsque le gouvernement voudra faire disparaître ces associations qui vivent en dehors et malgré les lois. Quel sera son rôle dans la liquidation des biens.

C'est la question qu'a eu à résoudre le législateur, lors de la récente loi du 1^{er} juillet 1901. Aussi nous allons étudier l'article 18 de cette loi, qui détermine le mode de dévolution des biens des congrégations non autorisées.

Étude de l'article 18 de la loi du 1^{er} juillet 1901.

D'après la majorité de la commission chargée

d'examiner le projet de loi sur le contrat d'association, lors de la dissolution des congrégations non autorisées, leurs biens doivent être considérés comme vacants et sans maître et comme tels attribués à l'État¹. Voici les termes mêmes du rapport de M. Trouillot : « Après le vote de la loi nouvelle, les congrégations qui n'auraient pas obtenu le bénéfice de la loi nouvelle devront disparaître. Que deviendront les biens qu'elles détiennent ? Ces biens dans la rigueur du droit ne sauraient être considérés comme la propriété des membres de l'association sur lesquels ils n'ont jamais eu de droits personnels. Ils ne sont pas davantage la propriété de l'association elle-même, qui n'a aucune existence légale. Ils n'appartiennent enfin en aucune façon aux personnes interposées, dont l'intervention n'a eu d'autre but que de faciliter une fraude à la loi. *Ce sont des biens sans maître*. Ils appartiennent comme tels à l'État, et l'article du projet de loi qui le décide ne fait qu'appliquer à la matière les règles du droit commun. » Aussi l'article 14² du projet

1. C'est la solution proposée par M. Brisson. Voir son ouvrage, *La Congrégation*, p. 198 et suiv.

2. Art. 14 du projet de loi : «... Les valeurs appartenant aux membres des associations avant sa formation, ou qui leur seraient échues depuis mais par la succession seulement leur seront restituées.

Les valeurs acquises à titre gratuit pourront être revendiquées par le donateur, ses héritiers ou ayants droit ou par les héritiers ou ayants droit du testateur, pendant le délai d'un an à partir de la publication au « Journal offi-

de loi, après avoir réservé certains droits de reprise ou de revendication en faveur des associés ou des donateurs, attribuait le reliquat de l'actif à l'État. Lors de la discussion à la Chambre de cet article 14 du projet, devenu l'article 18 par suite de modifications, M. le rapporteur Trouillot¹ invoqua à l'appui de sa thèse, l'opinion de deux juristes MM. Laurent et Beudant. Nous avons cité plus haut le passage de M. Laurent que M. Trouillot lu en entier à la tribune et voici le passage de M. Beudant invoqué en faveur de cette thèse : « Que vont devenir les biens, dit M. Beudant², que la donation (il s'agit d'une donation faite à la congrégation des frères de Saint-Viateur) avait pour objet ? Ni l'arrêt de la Cour de Lyon, ni celui de la Chambre des requêtes n'ont prévu les conséquences ultérieures de la situation créée par la décision intervenue ; ils n'avaient pas à le prévoir, on ne saurait pourtant y échapper. D'ordinaire en cas de prescription, l'extinction du droit préexistant coïncide avec l'avènement du droit nouveau qui naît au profit du professeur. Ici le droit de l'ancien propriétaire est paralysé par la prescription trentenaire ; d'un

ciel » du jugement de dissolution ou de l'acte de dissolution volontaire.

Passé ce délai, la propriété en sera acquise à l'Etat, ainsi que le surplus de l'actif, et affectée à la dotation d'une caisse de retraites des travailleurs. »

1. Voir les débats parlementaires de la Chambre, année 1901, p. 975, 976 et suivantes.

2. Dal., 1880,1,145.

autre côté, la communauté qui possède n'a pas, faute d'existence légale, la faculté d'acquérir ; la conséquence forcée : le bien qui ne peut plus être revendiqué, qui n'appartient pas, qui ne pourra pas commencer d'appartenir à qui le possède, est désormais un bien vacant et sans maître. Il y a lieu d'appliquer les articles 529 et 713 du Code civil. Ce bien appartient à l'État (En ce sens, Laurent, *Principes de droit civil*, t. VI, n° 166, t. XVI, n° 207. — Seligman, *Revue critique*, 1879, p. 385. — G. Graux, *Les congrégations religieuses devant la loi*, p. 182). — M. Laurent étend l'application des mêmes idées quoique avec quelque indécision, au cas où les anciens propriétaires pouvant revendiquer les biens s'abstiennent de le faire : « Il n'y a pas de biens sans propriétaires dans notre droit, dit-il, ... si les propriétaires de biens donnés ou légués aux communautés religieuses ne les revendiquent pas, ils les abandonnent à un non-être, c'est-à-dire que ce sont des biens abandonnés dans l'intention de ne les avoir plus. Ces biens appartiennent à l'État, aux termes de l'article 13... » Et il ajoute, « toujours est-il qu'après trente ans l'action en revendication est prescrite, et une fois l'action des propriétaires éteinte, les biens sont sans maître ; donc ils appartiennent à l'État et l'État a le droit et le devoir de les revendiquer ». Le résul-

tat est assurément inattendu, même quelque peu étrange, il découle cependant comme une conséquence logique et dès lors inévitable, de la combinaison des règles de la prescription avec celles qui constituent la théorie des personnes civiles. »

Nous l'avons dit, nous admettons avec M. Beudant que toutes les fois qu'un contrat était entaché de simulation, il était nul. Avec lui et avec le rapporteur de la loi nous admettons que ni la congrégation, ni les congréganistes n'ont pu devenir propriétaires. Mais nous ne pouvons admettre que le bien qui faisait l'objet du contrat soit un bien vacant et sans maître et comme tel attribué à l'État.

En effet si l'acte est nul, il n'y a pas eu transmission de propriété et le bien est resté dans le patrimoine du vendeur ou du donateur. De plus il y a un principe de droit déclarant que la propriété ne se perd point par trente ans de non-possession, mais seulement par une usucapion avec les caractères légaux de la prescription acquisitive. Dès lors, puisque ni les prête-noms, ni la pseudo personne morale ne peuvent prescrire, la propriété ne restera-t-elle pas toujours sur la tête des anciens propriétaires ? C'est ce que prétend M. Baudry-Lacautinerie¹ (*Précis de droit*

1. De même M. Beauregard a dit à la Chambre des députés (Débats parlementaires, p. 980) : « C'est, je crois, un principe essentiel de notre législa-

civil, 4^e édit., tome III, n^o 1683) : « En pareil cas le propriétaire aura conservé son droit de propriété, mais il n'aura plus l'action en revendication qui en est la sanction. Pourtant elle ne sera pas nécessairement inutile : notamment le propriétaire qui réussira à recouvrer la possession de son bien, pourra invoquer son droit de propriété pour se *défendre contre l'État qui réclamerait le bien comme vacant et sans maître*¹. »

Sans doute le propriétaire ne pourra pas au bout de trente ans revendiquer son bien contre le congréganiste ou la congrégation le possédant illégalement ; mais si l'État vient à évincer le possesseur illégal, ne retrouvera-t-il pas en face de lui le véritable propriétaire, dont la propriété est, il est vrai, réduite à un *nudum jus*, mais qui cependant pourra toujours dire que le bien n'est pas vacant et sans maître.

Si le propriétaire ou ses ayants droit ne re-

tion que nous avons maintenu en affirmant que la propriété ne se perd pas par le seul effet du temps, mais seulement lorsqu'un autre l'en dépouille en l'acquérant. »

1. Notons que le droit romain a connu une propriété, privée de la sanction de l'action, absolument comme celle dont parle M. Baudry-Lacautinerie. Avec la règle de la prescription trentenaire des actions établies par Théodose le Jeune (I. 3, C. VII, 39), le possesseur de mauvaise foi, peut après trente ans, repousser la demande de propriétaire, mais sans pouvoir à aucun titre revendiquer la chose s'il vient à en perdre la possession. Il se forme alors un droit de propriété curieux et incomplet, qu'il est bizarre de retrouver chez nous, malgré les changements subis par la science juridique.

vendiquent pas les biens, doivent-ils, en ce cas, être considérés comme vacants et sans maître. « En fait, disait M. Lhôpital à la tribune de la Chambre¹, est-ce qu'il ne semble pas à tous ceux qui sont sans parti pris dans la question, tout d'abord qu'il y a quelque chose d'un peu choquant à venir considérer comme des biens vacants et sans maître des biens qui sont habités, qui sont cultivés, qui sont occupés plus ou moins légitimement sans doute; mais qui enfin sont occupés matériellement par certaines personnes qui en usent, — et voulez-vous me permettre d'ajouter — des biens qui sont imposés et imposés d'une façon toute spéciale ? »

En droit, ces biens doivent-ils être considérés comme vacants ? M. Barboux et les nombreux juristes qui ont signé et adopté sa consultation² vont nous renseigner à ce sujet.

En droit qu'est-ce qu'un bien vacant et sans maître ? Voici à ce sujet les diverses définitions qui nous sont données par les jurisconsultes :

MM. Aubry et Rau : « On entend par biens vacants et sans maître, ceux dont les anciens propriétaires sont décédés ou ont disparu, et dont personne n'est plus admis à réclamer la propriété » (5^e édit., t. V, p. 64).

1. *Documents parlementaires*, 1901, p. 1004.

2. Consultation parue dans la *Gazette des Tribunaux*, le jeudi 28 février 1901.

M. Demolombe : « Les biens vacants et sans maître, c'est-à-dire plus spécialement les biens dont le propriétaire est ignoré et qui sont réputés n'appartenir à personne. »

M. Laurent : « Le principe des articles 539 et 713 s'applique aux immeubles, quand il y en a de vacants, ce qui ne peut guère arriver que dans les grandes calamités, la peste ou la guerre, et alors, même l'État succéderait par voie de déshérence. Pour qu'il y ait lieu à l'application du principe, il faut supposer qu'un propriétaire abandonne un immeuble dans l'intention de ne l'avoir plus, ce qui n'arrivera guère dans nos sociétés modernes où les hommes sont si avides de propriété. »

« Ainsi, dit M. Barboux dans sa consultation, les biens vacants et sans maître sont des biens abandonnés ou présumés abandonnés, *res derelicta*, comme les épaves que la mer a jetées sur le rivage. Le droit de l'État n'est jamais substitué au droit d'un autre possesseur ; il ne vient que lorsqu'il est certain que le bien n'est plus possédé par personne. Il n'y a pas translation de propriété d'une personne à l'État ; il y a occupation par l'État d'un bien inoccupé. Il faut que le bien soit vacant, qu'il soit sans maître, quand même celui qui occupe le domaine n'aurait pas de titre ou n'aurait qu'un titre irrégulier. »

D'ailleurs pour quelles raisons, les rédacteurs du Code civil ont-ils admis le retour des biens vacants à l'État, c'est pour empêcher qu'en cas de vacance il y ait lutte et compétition entre citoyens désireux de s'emparer des biens. C'est ce que disait le tribun Siméon : « Le fisc ou le trésor de la République, recueille les successions auxquelles personne n'a le droit de se présenter, pour cette raison que ce qui n'appartient à aucun individu, appartient au corps de la société qui représente l'universalité des citoyens, jouissant pour l'avantage commun ; cela prévient les désordres qu'entraîneraient les prétentions de ceux qui s'efforceraient d'être les premiers acceptants d'une succession ouverte » (Discours du tribun Siméon sur la loi relative aux successions, 19 germinal an XI. Dalloz, *Rép.*, v^o *Successions*, p. 178).

Or les biens détenus par les congréganistes n'ont jamais été vacants au sens strict du mot ; il n'y a jamais eu à craindre pour ces biens des luttes entre particuliers s'efforçant de les occuper les premiers. « La possession, dit M. Barboux, est un fait matériel, tangible ; qu'elle soit précaire, ou accompagnée de *l'animus domini*, elle est toujours la possession ; pour qu'on puisse discuter ses caractères légaux, il faut qu'elle existe. *Prius est esse quam esse tale* : et cela suffit pour

arrêter la prétention de l'État. » « Au point de vue des articles 539 et 713 du Code civil, dit M. Du Buit ¹, le fait matériel de la détention d'un bien par une ou plusieurs personnes, quel que soit d'ailleurs le titre auquel elles détiennent, et ce titre fut-il la seule occupation, suffit pour que ce bien ne soit pas vacant et sans maître, du moment où elles détiennent *animo domini*. »

« L'État peut, sans doute, revendiquer contre le détenteur la propriété d'un bien et en obtenir la restitution s'il prouve que ce bien dépend d'une succession en déshérence faute d'héritiers au degré successible, ou par l'effet de la renonciation expresse de tous les héritiers. Mais sa réclamation, dans ce cas, ne se fonde pas sur l'absence d'un titre valable entre les mains du détenteur ; elle se fonde sur le droit de propriété formellement dévolu à l'État par l'article 718 du Code civil. »

« Dans tous les autres cas, l'État ne peut troubler la possession d'aucun détenteur sous prétexte que son titre ne serait pas valable, ou qu'il ne serait pas capable d'être légalement propriétaire. Il doit respecter cette possession de fait sans pouvoir s'enquérir de ses causes ou de sa légitimité. »

1. Adhésion à la consultation de M. Barboux. *Gazette des Tribunaux* du 28 février 1901.

« La possession, en effet, n'est pas seulement un fait matériel ; elle crée un lien de droit, reconnu par la loi, entre la chose et son détenteur, « la possession, dit l'article 2228, est la détention ou la jouissance d'une chose ou d'un droit que nous tenons ou que nous exerçons pour nous-mêmes ou par un autre qui le tient ou qui l'exerce en notre nom. »

« Cette possession, même dépourvue de tout titre, constitue à elle seule un droit que la loi protège et défend contre toute entreprise par les actions possessoires, et dont elle fait la base de la prescription acquisitive de la propriété. »

« Un bien ainsi détenu et protégé n'est pas un bien vacant, un bien sans maître, au sens des articles 539 et 713. »

« Quand on essaie de prétendre que des biens détenus par des associations ou des sociétés non revêtues de la personnalité civile sont des biens vacants et sans maître et qu'ils appartiennent à l'État en vertu de ces articles, on raisonne sur une simple erreur dans la définition des termes. »

« La possession étant un fait générateur d'un droit consacré par la loi elle-même, donne un maître, au bien détenu : il n'est donc pas sans maître. Ce bien n'est pas vacant puisqu'il est occupé. L'État est donc sans aucun droit sur ce bien. »

Pour employer une expression de M. Laurent, nous pouvons dire que ces principes sont d'une évidence telle qu'il serait inutile de les appuyer sur d'autres arguments s'il ne s'agissait pas d'une question touchant à la politique.

En effet, que les congréganistes ne soient pas propriétaires, qu'ils ne puissent le devenir par la prescription acquisitive, nous l'admettons, mais il y a un fait, matériel et tangible ; ils possèdent. Or, comment l'État intervient-il pour constater cette possession, illégale sans doute, et pour réclamer ces biens comme vacants, c'est parce que les religieux affectent ces biens à un but contraire aux lois et à l'ordre public. Si on admet que le droit de l'État est de s'emparer de ces biens, un exemple va nous faire comprendre combien nombreuses doivent être les explications de l'article 713, si on déduit les conséquences logiques d'une telle prétention. Ainsi un particulier possède sans nul titre, une propriété qu'il sait pertinemment n'être pas à lui. Au bout de dix ans par exemple, il construit sur ce domaine un établissement quelconque, une maison de jeu ou un établissement dangereux et insalubre ; l'autorité publique gardienne de la paix et de la sécurité de l'État, intervient pour lui faire fermer son établissement et constate qu'il n'est pas propriétaire, qu'il n'a pas de titre et qu'il n'a pas encore pres-

crit. Une fois disparue, la cause ayant motivée son intervention, l'autorité publique a-t-elle le droit de s'emparer de la propriété si le vrai propriétaire ne la revendique pas? La négative s'impose ou alors on arrive à ce résultat : c'est que toutes les fois que pour une raison ou une autre l'État, constatera qu'un particulier possède sans titre et sans pouvoir invoquer la prescription, il pourra s'emparer des biens, lorsque le véritable propriétaire ne les revendiquera pas. Or une telle prétention de la part de l'État serait absolument contraire aux principes du Code civil.

Il n'y a pas deux moyens de qualifier la mainmise de l'État sur les biens des congrégations : c'est, il faut le dire, une *confiscation*. « Cet immeuble a été acheté de l'argent de quelqu'un ; en réalité, la jouissance en est enlevée à quelqu'un, quelqu'un y perd, dit M. Laisné Deshayes ¹ ; faire subir à quelqu'un une perte pour gratifier l'État cela s'appelle *confisquer*. La confiscation est bannie de nos lois. » Il est intéressant de rappeler l'appréciation de M. Taine sur l'attribution des biens de l'Église à l'État par la Constituante. Ce n'était pas un dévot, mais l'un des esprits les plus libres que ce siècle ait produits : « En tout cas ², si l'État les exproprie, eux et les

1. Laisné Deshayes, *Du régime légal des communautés religieuses en France*.

2. Taine, *Les origines de la France contemporaine*, t. III, p. 260.

autres corps ecclésiastiques, ce n'est pas lui qui peut revendiquer leur dépouille. Il n'est pas leur héritier, et leurs immeubles, leur mobilier, leurs rentes, ont, sinon un propriétaire désigné, du moins un emploi obligé. Accumulé depuis quatorze siècles, ce trésor n'a été formé, accru, conservé qu'en vue d'un objet. Les millions d'âmes généreuses, repentantes ou dévouées, qui l'ont donné ou accru, avaient toutes une intention précise. C'est une œuvre d'éducation, de bienfaisance, de religion et non une autre œuvre qu'elles voulaient faire. Il n'est pas permis de frustrer leur volonté légitime. Les morts ont des droits dans la société, comme les vivants ; car cette société dont jouissent les vivants, ce sont les morts qui l'ont faite, et nous ne recevons leur héritage qu'à condition d'exécuter leur testament. Sans doute, quand ce testament est très ancien, il faut l'interpréter très largement, suppléer à ses prévisions trop courtes, tenir compte des circonstances nouvelles. Parfois les besoins auxquels il pourvoyait ont disparu ; il n'y avait plus de chrétiens à racheter après la destruction des corsaires barbaresques, et une fondation ne se perpétue qu'en se transformant. Mais si, dans l'institution primitive, plusieurs causes accessoires et particulières deviennent forcément caduques, il est une intention générale et princi-

pale qui, manifestement reste impérative et permanente, celle de pourvoir un service distinct, charité, culte, instruction ¹. Changez, si cela est nécessaire, les administrateurs et la répartition du bien légué, mais n'en détournez rien pour des services d'une espèce étrangère ; il n'est affecté qu'à celui-là ou à d'autres très semblables. Les quatre milliards de fonds, les deux cents millions de revenus ecclésiastiques en sont la dotation expresse et spéciale. Ils ne sont pas un tas d'or abandonné sur la grande route et que le fisc puisse s'attribuer ou attribuer aux riverains. Sur ce tas sont des titres authentiques qui, en constatant sa provenance, fixent sa destination, et votre seule affaire est de veiller à ce qu'il soit remis à sa destination. »

Nous croyons donc que, lorsque sans parti pris politique, on examine la situation créée par la dissolution de l'association non autorisée, on ne peut considérer les biens comme vacants et sans maître. En effet si l'association existe en fait, elle n'a pas la personnalité civile ; ce sont ses membres qui, grâce à leurs droits individuels, font naître des intérêts corporatifs. Et

1. Il est nécessaire de rapprocher ce passage de la décision prise par le législateur italien qui attribue les biens d'une fondation chargée d'adoucir les rigueurs de l'emprisonnement à d'autres fondations chargées du patronage des détenus libérés. Voir plus haut (Ch. III, p. 165 et ch. IV, p. 133 dans la 2^e partie de notre thèse).

même s'il était vrai que les biens soient vacants et sans maître, le droit de retour en faveur de l'État serait contestable. En effet ces biens ont été acquis et donnés pour être affectés à un but spécial, et pour nous le devoir de l'État serait de leur continuer une même affectation. Cela est si vrai, que la commission chargée d'examiner le projet de loi sur le contrat d'association avait tout d'abord voté que les biens des communautés non autorisées seraient *attribués à des œuvres analogues*. Mais dit le rapport : « La commission, en revenant sur cette détermination, a estimé qu'il y avait quelque singularité à prolonger en quelque sorte par une telle disposition l'existence estimée dangereuse d'une association dissoute que dirigerait le même esprit, des ressources qui seraient affectées au même but. » Ce passage nous montre clairement l'esprit qui a guidé les rédacteurs du projet de loi. Pour eux il ne s'agissait non pas de disperser des associations illégales, mais surtout d'empêcher la propagation d'idées qu'ils estimaient dangereuses. Qu'il nous soit permis de constater que c'est une étrange disposition d'esprit de la part de législateurs chargés de préparer une loi sur la liberté d'association !

D'ailleurs, que les biens des congrégations puissent être considérés comme vacants et sans

maître, le législateur n'avait pas à se prononcer à ce sujet. Il n'est pas compétent pour trancher une question de propriété. C'est aux tribunaux et non à lui à prononcer. Car de deux choses l'une, ou la théorie des biens vacants est vraie au point de vue juridique, et alors le législateur n'a pas besoin de le dire ; ou cette théorie ne saurait se soutenir au point de vue juridique et alors le législateur attribuant les biens des congrégations dissoutes à l'État consacre une confiscation ; or la confiscation n'existe que pour des cas biens déterminés et une loi ne peut avoir d'effet rétroactif.

Donc, pour nous, en présence d'associations illégales, le devoir et le droit de l'État est de les dissoudre et de disperser les personnes et les biens. Son droit est un droit de haute police et rien de plus. C'est d'ailleurs la solution que le Parlement a admise sur la proposition de M. Lhôteau : « Conséquent avec les principes que je viens d'exposer, dit M. Lhôteau¹, je répète que l'État a épuisé tout son droit, quand par mesure de police il a ordonné en même temps que la dispersion des personnes celles des biens. S'il peut ordonner la liquidation d'une société fondée illégalement, il n'a pas qualité pour faire l'attribution des sommes à provenir,

1. Débats parlementaires, Chambres, p. 1004 et suiv.

il doit s'en désintéresser d'une façon absolue. »

« J'entendais dire, ces jours derniers — c'était une objection qu'on me faisait : — « mais vous ne résolvez pas la question ! » Je réponds : « Ce n'est pas à moi à la résoudre, ce n'est pas à la Chambre à trancher ces questions de propriété toujours délicates. »

« En le faisant, la Chambre violerait d'une façon absolue le principe de la séparation des pouvoirs. »

« S'il y a des difficultés entre les parties qui se disputent la propriété, les tribunaux sont là ; et si les parties s'arrangent entre elles, cela ne nous concerne pas. »

« Il suffit à l'État que les biens soient désagrégés comme les personnes. Il n'y a rien de plus à faire. »

Cette solution est la seule correcte et seule, elle respecte à la fois les droits de l'État et la justice¹. Pour nous, le droit de l'État doit se borner à ordonner la dispersion des personnes et des biens qui forment une association illégale. C'est aux tribunaux à indiquer quels sont les ayants droit des biens selon les règles de droit commun.

1. En ce sens M. Berthélemy, *Traité élémentaire de droit administratif*, p. 310 et suiv. — M. Planiol, *Traité élémentaire de droit civil*, 2^e éd., t. I supplément, p. 7 et 8.

C'est le mode de liquidation admis par l'article 18 de la loi du 1^{er} juillet 1901. La liquidation du patrimoine de la congrégation dissoute se fait en justice ; il y est procédé par les soins d'un liquidateur, qui a tous les pouvoirs d'un administrateur séquestre et le jugement qui l'ordonne est rendu public dans la forme prescrite pour les annonces légales.

Les membres de la congrégation peuvent revendiquer les biens qui leur appartiennent : 1^o les biens qui leur appartenaient avant leur entrée dans la congrégation ; 2^o les biens qu'ils ont reçus depuis par succession en ligne directe ou collatérale ; 3^o ceux qui leur sont échus par dons ou legs, sauf à eux de faire preuve qu'ils n'ont pas servi de personne interposée lorsque le disposant n'est pas leur parent en ligne directe.

Les donateurs et les héritiers ou autres ayants cause des donateurs et testateurs ont le droit de réclamer les biens donnés par eux ou par leurs auteurs, sans qu'on puisse leur opposer aucune prescription pour tout le temps couru jusqu'au jugement ordonnant la liquidation. Mais il ne leur est donné qu'un délai de six mois, à peine de forclusion, pour former leur demande contre le liquidateur et ce délai court à compter du jour de la publication du jugement. « C'est

donner, sans grande utilité, une allure rigoureuse à une disposition qui est fondée sur l'équité la plus élémentaire, dit M. Planiol¹, si le délai de six mois est suffisant pour les cas normaux, il pourra être injustifiable dans certaines circonstances exceptionnelles. »

Les jugements rendus contradictoirement avec le liquidateur sont opposables à tous les intéressés, dès qu'ils ont acquis la force de chose jugée. Ce qui est une dérogation au principe de l'article 1351.

Les biens qui auront été donnés à la congrégation avec charge d'affectation à une œuvre d'assistance ne pourront être détournés de leur but. Ce qui suppose que les pouvoirs publics se chargeront de les employer conformément aux institutions des disposants. D'autre part, les particuliers ayant la revendication dont il est parlé plus haut ne peuvent réclamer ces biens qu'à charge de pourvoir à l'accomplissement du but assigné à la libéralité.

L'entretien des pauvres hospitalisés est assimilé aux frais privilégiés de la liquidation, jusqu'à l'achèvement des opérations. Les congréganistes qui ne possèdent pas de ressources assurées, auront leur existence assurée par l'allocation d'un capital ou d'une rente viagère

1. Planiol, *op.* déjà cité.

dans les conditions déterminées par un règlement d'administration publique, qui d'ailleurs n'est pas encore fait.

Enfin tous les biens qui ne font pas l'objet d'une revendication et qui ne sont pas affectés à une œuvre d'assistance sont vendus par le liquidateur après l'expiration du délai de six mois et le produit de la vente est déposé à la caisse des dépôts et consignations, ainsi que toutes les valeurs mobilières. Après le règlement de toutes les contestations, l'actif net est réparti entre tous les ayants droit. Quels sont-ils ? C'est aux tribunaux à les indiquer suivant les règles de droit commun.

Dans le texte soumis au Sénat, il y avait un alinéa disant que : « Dans aucun cas les membres des congrégations dissoutes ne pourront arguer d'une prétendue société de fait ayant existé entre eux pour réclamer tout ou partie du dit actif. » Mais cet alinéa a été supprimé sur la proposition de M. Guérin¹. « La porte reste donc ouverte, à des solutions équitables, dit M. Planiol², qui enlèverait à la loi l'apparence d'une spoliation. C'est un des rares points sur lesquels les adversaires de la loi ont pu arra-

1. Voir Sénat, *Débats parlementaires*, p. 1058. — Voir aussi le *Discours de M. Tillaye*, p. 1045.

2. Planiol, déjà cité.

cher par leur persévérance une solution contraire aux décisions de la commission. » La presque unanimité des congrégations non autorisées sont constituées, soit en société commerciale, soit en société civile, les tribunaux seuls auront donc à déterminer dans quelle mesure ces dites sociétés devront être tenues pour valables. Il faut remarquer que les cas d'interposition légale prévus par l'article 17 de la loi du 1^{er} juillet 1901 ne peuvent s'appliquer aux congrégations dissoutes, car la loi n'a pas d'effet rétroactif. La non-rétroactivité de cette loi a été reconnue par ses auteurs eux-mêmes : dans la séance du 27 mars, la Chambre a rejeté par 429 voix contre 135, un amendement proposé par M. Zévaès qui la faisait rétroagir jusqu'au 14 novembre 1899, pour annuler toutes les aliénations et les constitutions de sociétés civiles, faites depuis le dépôt du projet de loi¹.

Il semble donc certain, que la liberté la plus entière est laissée aux tribunaux pour apprécier, à qui devront être attribués les biens composant l'actif restant après les prélèvements prévus en faveur des donateurs, testateurs ou de leurs ayants droit. Il semble certain aussi que les juges devront se guider dans cette attribution sur les règles du droit commun, car la loi de

1. *Journal officiel. Débats de la Chambre*, p. 968 à 971.

1901, dans son article 18, n'a pas prévu l'attribution des biens à l'État en dehors des cas prévus par le Code civil. Les commentaires ¹ du rapporteur de la loi, qui prétendait que cet actif restant devait être attribué à l'État, n'ont que la valeur d'une opinion personnelle ² et ne sauraient s'imposer aux tribunaux. Cela ressort clairement des débats parlementaires. En effet, M. Trouillot, rapporteur, disait : « La commission demande à la Chambre de voter l'article 18 dans le sens et avec la portée qui ont été précisés dans le rapport de la commission. » Mais il lui fut répondu que la Chambre avait à se prononcer sur un article précis et formel et non sur les commentaires qui en étaient donnés : « Je viens simplement, dit M. Beauregard ³, au moment où l'article va être mis aux voix, exprimer l'étonnement que m'a causé la déclaration faite tout à l'heure par M. le rapporteur. Il demandait à la Chambre de voter l'article, disait-il, dans le sens et l'esprit des commentaires dont il l'avait entouré dans son rapport. Si je me trompe, M. le rapporteur, veuillez me rectifier ; c'est ce que j'ai compris et je crois que c'est bien là ce que vous avez dit. Eh bien ! je déclare que la Chambre ne peut pas voter dans

1. *Débats parlementaires*, Chambre, p. 1619.

2. En ce sens MM. Planiol et Berthélemy, déjà cités.

3. *Débats parlementaires*, Chambre, p. 1658.

ces conditions. L'article 18 peut être voté tel quel, mais les commentaires de M. le rapporteur ne peuvent pas être adoptés en même temps. C'est dans ces termes seuls que nous avons le droit de prendre une décision sur cet article. » Avant M. Beauregard, M. Renault-Morlière avait dit ¹ : « Je me borne à constater que l'honorable M. Viviani a déposé un amendement et repris, à titre de disposition additionnelle, le texte qui a été proposé par la majorité de la commission du Sénat. La question va donc se poser de la manière la plus claire et la plus nette. La Chambre va être appelée à se prononcer non plus sur des commentaires, mais comme il convient, sur un texte de loi précis et formel. » L'article 18 fut voté par 374 voix contre 125. M. Viviani présenta alors une motion additionnelle : « Les membres des congrégations dissoutes ne pourront arguer d'une prétendue société de fait ayant existé entre eux pour réclamer tout ou partie du dit actif. » Les commentaires de M. Trouillot, disait M. Viviani ², n'engagent en rien les juges qui pourront tout aussi bien « aller au discours de M. Tillaye » et « tirer cette conclusion que si l'amendement de M. Guérin a été voté c'est qu'on voulait probablement affaiblir

1. *Débats parlementaires*, Chambre, p. 1657.

2. *Débats parlementaires*, Chambre, p. 1658, 1659.

dans une certaine mesure, les conclusions auxquelles s'attache M. Trouillot..... Cet article 18 ouvre une très faible fissure que la main de la magistrature pourra élargir et à travers laquelle toutes les congrégations pourront passer ». La proposition de M. Viviani fut repoussée par 394 voix contre 129. Il est donc certain que la question de l'attribution des biens reste entière et que seuls les tribunaux auront à se prononcer à ce sujet, car « il est bien évident, dit M. Planiol, qu'en adoptant l'amendement de M. Guérin, le Sénat a enlevé quelque chose de la loi ».

La jurisprudence ne s'est pas encore prononcée. La procédure préparatoire a seule été commencée. Les liquidateurs ont été nommés par les tribunaux, aussitôt leur entrée en charge, ils ont apposé les scellés sur les immeubles occupés par les congrégations dissoutes. Le plus souvent, les congréganistes ou les propriétaires particuliers des immeubles ont appelé en référé les liquidateurs, soit pour s'opposer à l'apposition des scellés, soit pour demander qu'ils soient levés, mais ils ont été déboutés de leurs demandes parce que l'apposition des scellés est une mesure conservatoire qui ne peut pas faire préjuger de la décision à intervenir sur la question de propriété¹. Les donateurs, testateurs ou leurs ayants

1. En ce sens tribunal d'Issoudun, référés 18 octobre 1901. — Cours de

droit ont fait signifier aux liquidateurs leur revendication pour éviter la forclusion prévue par l'article 18. Et la procédure en est toujours là. Les tribunaux ne se sont pas encore prononcés sur la question de fonds, « la porte reste donc ouverte aux solutions équitables ».

En somme, selon nous, lorsque l'État se trouve en face d'une association illégale son devoir est de disperser les personnes et les biens, mais il doit se désintéresser de l'attribution des biens. Que les associés se partagent les biens, qu'ils en fassent ce que bon leur semble, pourvu que l'association, non pas en apparence mais en réalité, n'existe plus, cela suffit à l'État. S'ils s'élèvent des contestations entre les associés et les donateurs ou leurs ayants droit c'est aux tribunaux à prononcer en se guidant sur les règles du droit commun.

Vu et approuvé, le 24 avril 1902.

Le président de la thèse,
F. LARNAUDE.

Vu le doyen,
GLASSON.

Vu et permis d'imprimer :
Le vice-recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

Bourges, 27 janvier 1902 « qu'en effet l'apposition des scellés ne peut faire échec ou grief à quiconque prétend des droits réels sur l'immeuble qu'elle n'atteint que le détenteur, qu'elle n'est qu'une mesure conservatoire provisoire, préliminaire à la liquidation nécessaire pour y parvenir et qu'à lui seul, ce caractère justifie l'ordonnance rendue par le président » (*Journal de l'enregistrement*, avril 1902, art. 26.221).

BIBLIOGRAPHIE

AFFRE, *Traité des biens ecclésiastiques*. Paris, Leclère, 1837.

AUBRY et RAU, *Cours de droit civil français*.

AUFFRAY et CROUZAT, *Les expulsés devant la loi*.

BARBOUX, *Le projet de loi sur les associations* (extrait de la *Semaine politique et littéraire*). — Les biens des congrégations non autorisées (consultation parue dans la *Gazette des Tribunaux*, le 28 février 1904).

BAUDRY-LACANTINERIE, *Précis de droit civil*.

BAUDRY-LACANTINERIE et WAHL, *De la Société, du prêt et du dépôt*.

BAULNY (de), *Des libéralités en faveur des établissements de bienfaisance non reconnus* (*Revue critique*, t. XIV).

BEAUDOIN, *Les associations religieuses et charitables* (Thèse, Rennes, 1872).

BERTHELÉMY, *Traité élémentaire de droit administratif*.

BEUDANT, *Notes dans Dalloz*, 1879, 2, 225, 1880, 1, 145, 1894, 2, 329. —

« Encore les associations non reconnues » (*Revue critique*, 1895).

BOISTEL, *Cours de philosophie du droit*, 2 vol. in-8°. Paris, 1899.

BOCHEUX, *Dons et legs faits aux congrégations religieuses reconnues et non reconnues* (Thèse, Paris, 1890).

BOUCHÉ, *Du droit d'exister des congrégations religieuses non reconnues* (Thèse, Rennes, 1897).

BOUVIER, *Solution amiable de la question des couvents* (Bruxelles, 1863).

BRINZ, *Pandekten-Zweckvermögen* (Erlangen, 1873, 7 vol.).

BRISSON, *La congrégation* (Paris, Libr. Cornély, 1902).

DE BURETEL DE CHASSEY, *Condition fiscale des congrégations religieuses en France* (Thèse, Paris, 1893).

CAPITANT, *Introduction à l'Étude du Droit civil* (Paris, 1898).

CASSAGNADE, *Étude sur les personnes morales* (Thèse, Paris, 1883).

CLAMAGÉLAN, *Des communautés religieuses non autorisées* (*Revue pratique*, t. III, p. 3).

CLÉRAULT, *Des congrégations religieuses non autorisées* (*Revue du Droit français*, 1844, p. 118).

Code civil allemand, traduction Meulenaere.

Code civil italien, traduction Huc.

Code civil russe, traduction Lehr.

Compte rendu du Congrès de droit international. Paris, 1900.

COULONDRE, *De l'acquisition des biens par les établissements religieux*.

DAIN, *De la condition des associations non reconnues* (Paris, 1879).

DEBACQ, *Les congrégations religieuses devant la loi* (*Journal Le Droit*, 27 juin 1880).

DEMOLOMBE, *Traité des donations entre vifs*.

DENANTES, *Dissertation sur la loi du 24 mai 1825* (Grenoble, 1858).

DIDIER-ROUSSE, *De la capacité juridique des associations en droit civil français*.

DOMAT, *Droit public*.

DUCROCQ, *Cours de droit administratif*.

EPINAY, *De la capacité juridique des associations formées sans but lucratif* (Thèse, Lille, 1897).

FOUILLÉE, *La science sociale contemporaine* (Paris, 1880, 1 vol.).

GAUDRY, *Traité de la législation des cultes* (Paris, 1856, 3 vol.).

GAUTIER, *Legs à un établissement non reconnu au décès du testateur* (*Revue critique*, 1877).

GAYANT, *De la condition civile des congrégations religieuses en France* (Thèse, Paris, 1889).

GENY, *Méthode d'interprétation et source en droit privé positif* (Paris, 1899, 1 vol. in-4°).

GEOUFFRE DE LAPRADELLE, *Théorie et pratique des fondations perpétuelles* (Paris, 1895, 1 vol. in-8°).

GIDE (Charles), *Le droit d'association en matière religieuse* (Thèse, Paris, 1872).

GIERKE, *Die Genossenschaftstheorie* (1887, Berlin, 1 vol. in-8°).

GINER, *La idea de la personalidad dans ses Estudios y fragmentos sobre la teoria de la personalidad social*.

GIORGI, *La dottrina delle persone giuridiche o corpo morali* (Florence, 1887-1889, 6 vol. in-8°).

GOUDY, *De la personnalité juridique* (Thèse, Paris, 1896).

GREIF, *Les droits de l'État en matière de succession* (Thèse, Paris, 1888).

GRAUX, *Les congrégations religieuses devant la loi*.

HAURIOU, *De la personnalité comme élément de la réalité* (*Revue générale du droit*, année 1898). — *Leçons sur le mouvement social*.

HEUVEL (Van den), *De la situation juridique des associations sans but lucratif*.

HULOT, *Article sur le régime des associations en Suisse. — Annales de l'école libre des sciences politiques*, t. I.

HUBERT-VALLEROUX, *Compte rendu du Congrès de droit international de 1900. — Journal des Économistes 1894*.

IHERING, *Esprit du droit Romain*, traduit par Meulenaere.

JACQUIER, *De la condition légale des congrégations religieuses*.

JANET (Paul), *La propriété pendant la Révolution. — Revue des Deux-Mondes*, n° 145, septembre 1877.

JEANVROT, *De la dissolution des congrégations par voie administrative*
Journal Le Droit, n° du 22 février 1879 et n° du 28 février 1901.

LABBÉ, *Notes sous Dalloz et Sirey*.

LAINÉ, *Des personnes morales en droit international privé. — Journal de droit international privé 1893*.

LAISNÉ-DESHAYES, *Du régime légal des communautés religieuses en France*.

LAPIERRE, *Capacité civile des congrégations non autorisées (Grenoble, 1859)*.

LARNAUDE, *Cours de droit public (1900-1901)*.

LAURENT, *Le droit civil international, Principes de droit civil, Avant-projet de revision du Code civil, l'Église et l'État en Belgique*.

MESTRE, *Les personnes morales et le problème de leur responsabilité (Thèse, Paris, 1899)*.

MICHOUD, *La notion de la personnalité (Revue du droit public, nos 1 et 2, année 1899)*.

MONGIN, *Étude sur la situation juridique des sociétés dénuées de personnalité (Revue critique, année 1890)*.

MONTESQUIEU, *L'Esprit des lois*.

MORAND, *La personnalité morale des associations désintéressées. — Discours à la rentrée de la Cour de Caen, 1899*.

NÉGULESCO (Demetre), *Le problème juridique de la personne morale*
Thèse, Paris, 1900.

OLLIVIER (Émile), *Des congrégations religieuses non autorisées (Revue critique, t. V, p. 97)*.

ORTS, *De l'incapacité civile des congrégations religieuses non autorisées*.

PIEBOURG, *De quelques questions sur les personnes civiles*.

PLANIOL, *Traité élémentaire de droit civil. — Note sous Dalloz, 1893, 2, 513*.

POSADA (Adolpho), *La doctrine des personnes sociales d'après des publications récentes (Revue du droit public, année 1900, t. XIV)*.

POSTEL, *Étude sur le régime légal des congrégations religieuses.*

POTHIER, *Traité des donations entre vifs, Traité des donations testamentaires.*

RAVELET, *Traité des congrégations religieuses.*

SALEILLES, *Étude sur l'histoire des sociétés en commandite. Annales de droit commercial, annés 1895 et 1897.* — *Note sur l'acquisition de la personnalité dans le Code civil allemand. (Bulletin de la société de législation comparée, année 1899.)* — *Le domaine public à Rome et son application en matière artistique. (Nouvelle revue historique, année 1888.)* — *Essai d'une théorie générale de l'obligation d'après le profit du Code civil allemand.* — *Les associations dans le nouveau droit allemand, rapport au Congrès sur le droit d'association, 1899.*

SAUZET, *De la capacité de recevoir à titre gratuit des personnes morales. De la nature de la personnalité civile des syndicats professionnels (Revue critique, 1888).*

SELIGMAN, *De la création et de l'extinction des personnes morales (Thèse, Paris, 1877).*

Les congrégations religieuses devant la Cour de Paris (Revue critique, 1879).

SENGLER, *Étude sur le droit de posséder des religieux*, article publié dans la *Revue catholique des institutions et du droit*, 1882, 1^{er} semestre, p. 207.

Série d'études sur le droit d'association dans les législations étrangères, par Georges Cahen.

SURUGUE, *Étude sur les congrégations religieuses de femmes, légalement reconnues (Thèse, Paris, 1894).*

TISSIER, *Traité des dons et legs aux personnes morales.*

TROCHON, *Du régime légal des communautés religieuses.*

TROUILLOT et CHAPSAL, *Du contrat d'association. Commentaire de la loi du 11 juillet 1901 et des règlements d'administration publique du 16 août suivant (les lois nouvelles analysées et expliquées, année 1902).*

VAREILLES SOMMIÈRES (de), *Le contrat d'association.* — *Réponse à M. Beudant.* — *Le droit d'accroissement.* — *Les personnes morales.*

VATIMESNIL (de), *Lettre au R. P. de Ravignan.* — *Consultation du 3 juin 1845.*

VAUTHIER, *Études sur les personnes morales.*

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	1

PREMIÈRE PARTIE

Les associations à but non lucratif et le droit de succession ab intestat.

CHAPITRE I

DE LA NOTION DE LA PERSONNALITÉ

Le monde social. — Les différentes forces sociales. — Qu'est-ce que la personnalité. — Des « personnes » au sens juridique du mot. — La question de la personnalité se pose aussi bien pour l'être physique, que pour l'être non doué de vie physiologique. — Rôle de l'utilité sociale et de l'État dans la création des personnes physiques..... 7

CHAPITRE II

DE LA PERSONNALITÉ DE L'INDIVIDU ET DE L'ASSOCIATION

Elles sont de même nature. — C'est l'utilité sociale qui indique quels droits doivent être attachés à la personnalité. — Principe de la spécialité. — Son explication. — L'association se voit attribuer des droits selon qu'ils sont nécessaires à l'accomplissement de son rôle social.. 19

CHAPITRE III

COMMENT SE POSE LA QUESTION DE LA DÉVOLUTION DES BIENS DES ASSOCIATIONS A BUT NON LUCRATIF

L'évolution indiquée que la vie sociale semble devoir comprendre de plus en plus des rapports entre êtres collectifs. — De ce fait, certaines questions se posent, entre autre celle de la dévolution des biens des

associations à but non lucratif. — Les associations à but lucratif et à but non lucratif. — Au moment de la disparition de l'association à but non lucratif, ses biens se trouvent dans une situation analogue à celle créée aux biens de l'homme par sa mort..... 32

CHAPITRE IV

LE DROIT DE SUCCESSION EST L'ŒUVRE DU LÉGISLATEUR

Le droit de succession n'est pas un droit naturel. — Il se légitime par l'utilité sociale. — La loi souveraine crée le droit de succession selon « l'ordre politique et social »..... 47

CHAPITRE V

DE LA DÉVOLUTION DES SUCCESSIONS EN FAVEUR DU GROUPE

On peut hériter aussi bien parce qu'on est du même sang, que parce qu'on appartient à un groupe. — On peut fonder une présomption de volonté du défunt sur l'affection qu'il pouvait avoir pour le groupe auquel il appartenait. — Exemples de cas où l'ordre successoral est déterminé selon une affection présumée du défunt pour le groupe..... 57

CHAPITRE VI

LE DROIT DE SUCCESSION ENTRE ASSOCIATIONS

Façon de le concevoir. — Exemples de cas de successions entre associations. — Conclusion 75

DEUXIÈME PARTIE

De la dévolution des biens des associations à but non lucratif.

CHAPITRE I

POSITION DE LA QUESTION

La dévolution des biens ne se pose pas juridiquement de la même façon pour les associations douées de la personnalité et les associations non douées de la personnalité. — Influence des biens, quant à leur origine sur la dévolution. — Charges pesant sur les biens de l'association. 87

CHAPITRE II

DE LA DÉVOLUTION DES BIENS DES ASSOCIATIONS EN FAVEUR DE L'ÉTAT

D'après un premier système : en vertu des articles 713 et 539 du Code

civil, les biens doivent faire retour à l'État. — Discussion de l'Assemblée Constituante sur l'attribution des biens de l'église à l'État. — Les diverses formes de cette doctrine. — Leur réfutation.....	102
--	-----

CHAPITRE III

L'ASSOCIATION DOIT ÊTRE LIBRE DE DISPOSER DE SES BIENS

Généralement toutes les législations ont reconnu à l'association le droit de disposer de ses biens. — Loi de 1875. — Loi de 1901. — Examen des législations étrangères. — L'idée générale qui se dégage de cette vue d'ensemble sur les législations, est que le législateur s'efforce de conserver aux biens des associations une même affectation en les attribuant à d'autres associations.....	116
--	-----

CHAPITRE IV

EXPLICATION DE L'ATTRIBUTION DES BIENS D'UNE ASSOCIATION A UNE AUTRE ASSOCIATION

De quelques objections faites au système de la dévolution par les statuts. — Leur réfutation; c'est toujours la loi qui fixe la dévolution. — C'est à titre d'héritière, que l'association recueille les biens d'une autre association. — Conclusion : État actuel de la législation française.....	140
---	-----

CHAPITRE V

ATTRIBUTION PARTICULIÈRE DE CERTAINS BIENS

Des clauses de retour en faveur des testateurs, donateurs et de leurs héritiers. — Diverses charges pouvant exister sur les biens de l'association.....	166
---	-----

CHAPITRE VI

DE LA DÉVOLUTION DES BIENS DES ASSOCIATIONS NON AUTORISÉES

Position de la question. — Les différents systèmes sur la capacité juridique des associations non douées de la personnalité. — Leurs conséquences quant à la dévolution des biens. — Étude de l'article 18 de la loi du 1 ^{er} juillet 1901.....	171
BIBLIOGRAPHIE.....	239

CHATEAUX

Typographie et Stéréotypie A. MELLOTTÉ
